

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 58**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 21
no Tiurai 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 1460 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 14 juillet 2015	6870
Arrêté n° HC 1461 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 14 juillet 2015	6874
Arrêté n° HC 1462 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015	6877
Arrêté n° HC 1463 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015	6880
Arrêté du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission pour le concours interne de recrutement d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Administrateur de systèmes d'information, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015	6883
Arrêté du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission pour le concours externe de recrutement d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Ingénieur en développement et déploiement d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015	6884
Arrêté du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Développeur, intégrateur d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015	6884
Arrêté du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Gestionnaire de parc informatique et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015	6885
Arrêté du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistiques et calcul scientifique), emploi-type Administrateur systèmes informatiques, réseaux et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015	6885

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 940 CM du 13 juillet 2015 complétant l'arrêté n° 256 CM du 22 février 2007 portant réglementation de la prise en charge par le budget du pays des dépenses de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation	6886
Arrêté n° 941 CM du 13 juillet 2015 portant prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique de l'extension de l'aérodrome de Fakahina dans la commune de Fangatau, archipel des Tuamotu	6886
Arrêté n° 944 CM du 15 juillet 2015 portant nomination de Mme Laurence Casimir en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim du 5 au 28 août 2015 inclus.	6887
Arrêté n° 945 CM du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1997 modifié portant composition du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire	6887
Arrêté n° 948 CM du 15 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de cinq (5) emplacements du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua au profit de Mme Wendy Teroro Edwin (exploitante n° 290). .	6887
Arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015 relatif à l'amortissement des immobilisations de la Polynésie française	6888
Arrêté n° 952 CM du 15 juillet 2015 portant modification de la nomenclature des comptes de la Polynésie française ...	6896
Arrêté n° 953 CM du 15 juillet 2015 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de juin 2015.	6896
Arrêté n° 954 CM du 15 juillet 2015 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de juin 2015	6896
Arrêté n° 955 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Rurutu 2015 organisé en juillet 2015.	6899
Arrêté n° 956 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini au titre de l'organisation des concours agricoles du Heiva I Rurutu 2015.	6900
Arrêté n° 957 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de trois emplacements du domaine public maritime sis à Raiatea, au profit de l'Etat, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC)	6904
Arrêté n° 958 CM du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015 autorisant la rétrocession à titre gratuit et en toute propriété, par la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française, d'emprises dépendant de la terre Paparoa, sises commune de Papeete et de Pirae au profit de la Polynésie française puis transfert au profit de l'Office polynésien de l'habitat	6905
Arrêté n° 959 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de la terre Tefaurai parcelle, Pouhono, cadastrée commune de Faa'a, section C n° 198, au profit de la commune de Faa'a.	6906
Arrêté n° 960 CM du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 701 CM du 11 juin 2002 portant affectation des parcelles domaniales n° 6 et n° 8 cadastrées commune de Papara, section BC, composées par les lots n° 9 et n° 10 du lot 5 de la propriété Bozerand, au profit de la commune de Papara	6907
Arrêté n° 961 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de deux emplacements du domaine public maritime sis sur l'île de Mangareva, au droit de la parcelle cadastrée commune de Gambier, section AI, n° 41 d'une superficie de 7 934 mètres carrés, au profit de l'Etat (ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française).	6907
Arrêté n° 962 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur du lycée Paul-Gauguin pour financer la réalisation d'un court métrage "Social wild web" évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.	6908
Arrêté n° 963 CM du 15 juillet 2015 portant transfert et modification de l'arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 autorisant l'occupation temporaire de trois emplacements du domaine public fluvial et de déclassement de diverses emprises du domaine public fluvial, sis dans la commune de Papara, au profit de la SCI Alohas	6912
Arrêté n° 964 CM du 15 juillet 2015 portant modification de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2015-2016	6912

EXTRAITS

Arrêté n° 947 CM du 15 juillet 2015 rendant exécutoire la délibération n° 1-2015 CHPF du 31 mars 2015 de l'établissement public dénommé "Centre hospitalier de la Polynésie française" autorisant la prise en charge de la participation du président du conseil d'administration au congrès de la Fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud.	6915
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 469 PR du 9 juillet 2015 attribuant une dérogation à l'heure limite de fermeture du débit de boissons dénommé Tendance Tahiti Club exploité par M. Yann Buffat	6916
--	------

Arrêté n° 470 PR du 13 juillet 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels	6916
--	------

Arrêté n° 472 PR du 13 juillet 2015 portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels	6916
---	------

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique

Arrêté n° 5543 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant extension des renouvellements de 88 marques françaises	6917
--	------

Décision n° 5544 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3344723 et n° 3344725.	6932
--	------

Décision n° 5545 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95575974.	6932
---	------

Décision n° 5546 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3334173.	6933
--	------

Décision n° 5547 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3339349.	6934
--	------

Décision n° 5548 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3359145.	6935
--	------

Décision n° 5549 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3360112.	6936
--	------

Décision n° 5550 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3362164.	6936
--	------

Décision n° 5551 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3373845.	6637
--	------

Arrêté n° 5563 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Arthur Albert Tamatea Graffe, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 63).	6938
--	------

Arrêté n° 5564 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Ignace Paea Helme-Estall, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 64).	6939
--	------

Arrêté n° 5565 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Hutia Josiane Metua épouse Helme-Estall, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 71).	6939
--	------

Arrêté n° 5566 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Eugène Sanford, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 292)	6940
--	------

Arrêté n° 5567 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Glenda Mahatia, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 293)	6940
---	------

Arrêté n° 5568 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Taaroa Nui Louis Temahaga, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 596)	6941
Arrêté n° 5569 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Cyril Hoga Ragivaru, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 626)	6942
Arrêté n° 5570 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Marie-Thérèse Mahaa, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 355)	6942
Arrêté n° 5571 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Uratua Tereikura Elvina Gooding, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 363)	6943
Arrêté n° 5572 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de Mme Virginie Moeana Tehetumatai Tuira (exploitante n° 300)	6943
Arrêté n° 5573 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tefaatapuarii Mauri (exploitant n° 301)	6944
Arrêté n° 5574 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tihoni Mahinui Piritiana (exploitant n° 298)	6945
Arrêté n° 5575 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Heimana Frédéric Tiaho (exploitant n° 299)	6946
Arrêté n° 5576 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Vaimoe Temari Piria Déborah Rehua (exploitante n° 357)	6946
Arrêté n° 5577 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Heimana Harold Mai (exploitant n° 290)	6947
Arrêté n° 5578 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Odile Tutapu Tetua (exploitante n° 156) ..	6948
Arrêté n° 5579 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Bruno Taaroa Teraireva Mairoto (exploitant n° 173)	6949
Arrêté n° 5580 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Freddy Pita Mauri (exploitant n° 112)	6949
Arrêté n° 5581 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Esau Ariinui Jean-Claude Taruia (exploitant n° 348)	6950
Arrêté n° 5617 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 749 MRM du 9 février 2011 modifié, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tavi Vaitiare Perles sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 118)	6951
Arrêté n° 5618 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 3686 MRM du 15 mai 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Inatio Tehono Ragivaru sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 199)	6951
Arrêté n° 5619 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 989 MRM du 23 février 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Deane Papahiriga Clark sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 3)	6952
Arrêté n° 5620 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 1272 MRM du 25 mars 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vaiana Tareea Tauotaha épouse Dantin sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 7)	6953

Arrêté n° 5621 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 2838 MRM du 18 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Marie-Jeanne Hinano Matarere sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 415)	6953
Arrêté n° 5622 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 7266 MRM du 25 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Meurisse sis à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 79)	6954
Décision n° 5623 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1282606.	6954
Décision n° 5624 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1299844.	6955
Décision n° 5625 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95561922.	6956
Décision n° 5626 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3324359.	6957
Décision n° 5627 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3325974.	6958
Décision n° 5628 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3344616.	6958
Décision n° 5629 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3345449.	6959
Décision n° 5630 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3348709.	6960
Arrêté n° 5631 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant extension des renouvellements de 119 marques françaises	6961

Ministère de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels

Arrêté n° 5486 MAA du 10 juillet 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre domaine Atimaono, lot C, cadastrée commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, section AE n° 19, d'une superficie de 4 602 mètres carrés, au profit du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.	6980
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 5526 MAA du 10 juillet 2015 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 5-2015 du conseil d'établissement du 21 mai 2015 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française portant attribution de la décision modificative n° 1 au budget 2015.	6981
---	------

Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

Arrêté n° 5612 MLV du 13 juillet 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Mautifau 1, cadastrée commune de Taiarapu-Est, commune associée de Pueu, section CK n° 46, et les constructions vétustes y édifiées, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française	6999
Arrêté n° 5613 MLV du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui cadastrée section AD n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mme Taraina Sommers épouse Itchner	7000
Arrêté n° 5614 MLV du 13 juillet 2015 portant abrogation de l'arrêté n° 10927 MLV du 11 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Vaipoopoo, cadastrée commune de Arue, section L n° 5, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française	7001
Arrêté n° 5615 MLV du 13 juillet 2015 portant modification de l'arrêté n° 3424 MLV du 28 avril 2015 portant affectation d'une emprise de 72 mètres carrés dépendant de la terre, remblai cadastrée commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Teahupoo, section CH n° 4, au profit du service du tourisme	7002

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs**

Arrêté n° 5616 MET du 13 juillet 2015 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier dans la commune de Maupiti, au profit de Mme Elina Tavaearii **7002**

**Ministère de la promotion des langues, de la culture,
de la communication et de l'environnement**

Arrêté n° 5489 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Raie Manta Club de Rurutu à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation .PY 6830 (Te Niuhi) **7003**

Arrêté n° 5490 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Tahiti Tours Surf à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10587 (Manuia 2004) ou PY 6525 (Manuia 2008) **7004**

Arrêté n° 5491 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Fluid Moss à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 15633 (Zebullon) ou PY 7736 (Zeboat) **7004**

Arrêté n° 5492 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Deep Blue à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16335 (Deep Blue) ou PY 11377 (Deep Blue II) **7005**

Arrêté n° 5493 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Michel Goyet à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7192 (Haumanarii) **7006**

Arrêté n° 5494 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Hémisphère Sub à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea et Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 15782 (Faitoito) **7006**

Arrêté n° 5495 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SNC Scubatek Tahiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10553 (One) **7007**

Arrêté n° 5496 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Topdive Tahiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11991 (Tore Tore 3) ou PY 7624 (Arava 2) **7007**

Arrêté n° 5497 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Eleuthera Plongée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11824 (Naia III) ou PY 16229 (Naia V) **7008**

Arrêté n° 5498 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Tahiti Private Expeditions à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7119 (Coconut) **7009**

Arrêté n° 5499 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Tahiti Iti Diving à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura) ou PY 17188 (Kakura II) **7009**

Arrêté n° 5500 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Scubapiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7286 (Here O Te Moana) **7010**

Arrêté n° 5501 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Lagoon Games Polynesia à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16420 (Lagoon 4) **7011**

Arrêté n° 5502 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Lionel Tavita à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 6271 (Apo Apo II) **7011**

Arrêté n° 5503 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Tamatea Shan Ho Foc à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2512 (Green Pacific)

7012

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 22 au 26 juin 2015

7013

2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 22 au 26 juin 2015

7014

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales

7015

Annonces diverses

7019

Annonces marchés publics

7022



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 1460 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 14 juillet 2015.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er.— La médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 14 juillet 2015, est décernée aux personnes inscrites sur la liste du tableau joint en annexe.

Art. 2.— La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juin 2015.
Lionel BEFFRE.

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Argent**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
1	Mme	AH-LO	PAOFAL	Marie Colette	29 / 01 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
2	Mme	AH-LO	PAUTU	Rose Marie	23 / 11 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
3	Mme	AH-LO	PAMBRUN	Thérèse Tahiapuhe	22 / 06 / 1943	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
4	Mme	AH-LO		Catherine Tekua	02 / 08 / 1944	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
5	Mme	BELLAIS	TEANINIURAITEM OANA	Maribrigitte Mirna Vahine	24 / 08 / 1955	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
6	Mme	BILLARD		Caroline Pauline	01 / 07 / 1956	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
7	M.	DESCHAMPS		Richard Joseph	14 / 11 / 1970	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
8	M.	FELIPE		Michel Robert Irénée	20 / 11 / 1954	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
9	Mme	GODFREY	AH MANG	Joséphine Teupooteura	04 / 09 / 1965	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
10	M.	GOODING		Jean-Claude	09 / 03 / 1961	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
11	Mme	POIHIPAPU	TAMAHARE	Telaupokoteinui Henriette	25 / 07 / 1945	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
12	M.	ROIRO		Benjamin	15 / 11 / 1960	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
13	M.	TAUIRA		René	05 / 08 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
14	Mme	TAUIRA	APEANG	Sophie	14 / 04 / 1958	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
15	Mme	TEATA		Yvette	23 / 12 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
16	Mme	TOOMARU		Tania	24 / 05 / 1969	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
17	Mme	CAHUZAC	HENRY	Karine	20 / 04 / 1974	Air France
18	Mme	CHONGER	THEVENIAULT	Valérie	13 / 02 / 1968	Air France
19	Mme	HECQUET	SPICHER	Cynthia Yasiko	17 / 06 / 1967	Air France
20	M.	PAEZ		Corey Heinere Denis	09 / 10 / 1966	Air France

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Argent**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
21	Mme	TEISSIER-MANATE	TUTAVAE	Manuella Mareva	02 / 05 / 1972	Air France
22	Mme	PLAINARD	LACHIVER	Laurence	04 / 09 / 1963	Allianz
23	Mme	BERTHIAS		Marie-José Emilienne	03 / 08 / 1959	Office Notarial Clémencet-Pinna
24	Mme	HARTMANN		Wanda	26 / 07 / 1965	Office Notarial Clémencet-Pinna
25	Mme	HUANG	SILLOUX	Violette	31 / 12 / 1956	Office Notarial Clémencet-Pinna
26	Mme	LAINE	YAO	Madeleine	16 / 08 / 1965	Office Notarial Clémencet-Pinna
27	Mme	MARAEA		Odile Mihimana	24 / 06 / 1957	Office Notarial Clémencet-Pinna
28	M.	VOLTAIRE		Gérard Teva	12 / 02 / 1963	Office Notarial Clémencet-Pinna
29	M.	KWONG		Kenneth Angélo	05 / 05 / 1972	Institut d'émission d'Outre-Mer (IEOM)
30	M.	VAN CAM		Warren	29 / 01 / 1954	Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)
31	M.	TEMARII		Mahinui Mania	23 / 07 / 1955	Entreprise J.A Cowan & Fils
32	Mme	ANAOHA		Titaina Moea	11 / 09 / 1959	Cour d'appel de Papeete
33	Mme	HAMBLIN		Lei Mildred Johanna Heaitu	01 / 08 / 1950	Cour d'appel de Papeete
34	Mme	RAIHEUI	BOOSIE	Charlotte Maui	24 / 04 / 1958	Cour d'appel de Papeete
35	Mme	TARATI	ADAMS	Nicole Tina	05 / 09 / 1954	Commune de Taputapuataea
36	M.	TEHUITUA		Jacques Teva Teriipaparetua Teriipaia	02 / 05 / 1954	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
37	M.	TETUANUI		Moreno	10 / 07 / 1966	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
38	M.	BONNO		Vincent	22 / 01 / 1974	Plastiserd Tahiti
39	M.	BUTSCHER		Bruno	31 / 10 / 1979	Plastiserd Tahiti
40	M.	FAUVET		Patrick Charles	14 / 09 / 1969	Plastiserd Tahiti

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Argent**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
41	M.	HAAPUEA		Charles Vetea	24 / 08 / 1972	Plastiserd Tahiti
42	M.	HELME		Tamaterai Kean	12 / 05 / 1978	Plastiserd Tahiti
43	M.	HURI		Jérôme Tunui	16 / 04 / 1973	Plastiserd Tahiti
44	M.	JAMET		Siméon Ariimihi	08 / 09 / 1970	Plastiserd Tahiti
45	M.	JOHNSTON		David	23 / 04 / 1975	Plastiserd Tahiti
46	M.	JURD		Heimata Richard	09 / 09 / 1974	Plastiserd Tahiti
47	M.	KEUVAHANA		Pierre	11 / 07 / 1969	Plastiserd Tahiti
48	M.	LAURENT		Moïse Mote	31 / 03 / 1968	Plastiserd Tahiti
49	M.	LOUIS		Olivier	07 / 04 / 1971	Plastiserd Tahiti
50	M.	MARAE		Jules	03 / 12 / 1973	Plastiserd Tahiti
51	M.	MIRIA		Peni Augustin	22 / 02 / 1977	Plastiserd Tahiti
52	M.	MOUA		Albert Moana	22 / 05 / 1972	Plastiserd Tahiti
53	M.	NATUA		Teua Nick	17 / 01 / 1973	Plastiserd Tahiti
54	M.	PIERE		Taraihou	09 / 05 / 1966	Plastiserd Tahiti
55	M.	POAREU		Teva Bruno	30 / 12 / 1970	Plastiserd Tahiti
56	M.	PUKOKI		Rodolphe Taihuri	17 / 07 / 1974	Plastiserd Tahiti
57	M.	RAI		Pascal Tafai	18 / 08 / 1975	Plastiserd Tahiti
58	M.	RAUREA		Tuteaahurai	19 / 05 / 1976	Plastiserd Tahiti
59	M.	SANDFORD		Louis Te Anuanua	11 / 03 / 1975	Plastiserd Tahiti
60	M.	TAATA		Germain Tehiva	28 / 05 / 1973	Plastiserd Tahiti

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Argent**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
61	M.	TAIMANA		Michel	31 / 05 / 1967	Plastiserd Tahiti
62	Mme	TAIRAPA		Virginia Moea	15 / 03 / 1973	Plastiserd Tahiti
63	M.	TERA		Marius Mara	26 / 10 / 1967	Plastiserd Tahiti
64	M.	TETOHU		Evreth Teheura Tuterehia	10 / 05 / 1972	Plastiserd Tahiti
65	M.	TICCHI		William Taroa Itehitotera	08 / 01 / 1970	Plastiserd Tahiti
66	M.	TIHONI		Tehiva Pierre	02 / 06 / 1979	Plastiserd Tahiti
67	M.	TUAIVA		Edouard	17 / 09 / 1960	Plastiserd Tahiti
68	M.	VAIHO		Faarahia Davio	16 / 08 / 1977	Plastiserd Tahiti

ARRETE n° HC 1461 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 14 juillet 2015.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 14 juillet 2015, est décernée aux personnes inscrites sur la liste du tableau joint en annexe.

Art. 2. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juin 2015.
Lionel BEFFRE.

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Vermeil**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
1	Mme	AH-LO	PAOFAI	Marie Colette	29 / 01 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
2	Mme	AH-LO	PAUTU	Rose Marie	23 / 11 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
3	Mme	AH-LO	PAMBRUN	Thérèse Tahiapuhe	22 / 06 / 1943	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
4	Mme	AH-LO		Catherine Tekua	02 / 08 / 1944	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
5	Mme	AUBRY	TEHURITAU	Mehata Suzanne Elva Potiniarii	21 / 10 / 1947	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
6	Mme	BELLAIS	TEANINIURAITEM OANA	Maribrigitte Mirna Vahine	24 / 08 / 1955	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
7	Mme	BILLARD		Caroline Pauline	01 / 07 / 1956	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
8	M.	DESCHAMPS		Richard Joseph	14 / 11 / 1970	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
9	Mme	GODFREY	AH MANG	Joséphine Teupooteura	04 / 09 / 1965	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
10	M.	GOODING		Jean-Claude	09 / 03 / 1961	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
11	Mme	POIHIPAPU	TAMAHAERE	Teiaupokoteieinui Henriette	25 / 07 / 1945	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
12	M.	TAUIRA		René	05 / 08 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
13	Mme	TAUIRA	APEANG	Sophie	14 / 04 / 1958	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
14	Mme	TEATA		Yvette	23 / 12 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
15	M.	VAKI		Tahumoehu	17 / 06 / 1957	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
16	Mme	HECQUET	SPICHER	Cynthia Yasiko	17 / 06 / 1967	Air France
17	Mme	LO SIOU		Marianne	01 / 12 / 1964	Air France
18	M.	PAEZ		Corey Heinere Denis	09 / 10 / 1966	Air France
19	Mme	PLAINARD	LACHIVER	Laurence	04 / 09 / 1963	Allianz
20	Mme	BERTHIAS		Marie-José Emilienne	03 / 08 / 1959	Office Notarial Clémencet-Pinna

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Vermell**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
21	Mme	HARTMANN		Wanda	26 / 07 / 1965	Office Notarial Clémencet-Pinna
22	Mme	HUANG	SILLOUX	Violette	31 / 12 / 1956	Office Notarial Clémencet-Pinna
23	Mme	MARAEA		Odile Mihimana	24 / 06 / 1957	Office Notarial Clémencet-Pinna
24	M.	VOLTAIRE		Gérard Teva	12 / 02 / 1963	Office Notarial Clémencet-Pinna
25	M.	LEPROUST		Christophe Michel	14 / 07 / 1969	Banque de Polynésie
26	M.	VAN CAM		Warren	29 / 01 / 1954	Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)
27	M.	TEMARII		Mahinui Mania	23 / 07 / 1955	Entreprise J.A Cowan & Fils
28	Mme	ANAHOA		Titaina Moea	11 / 09 / 1959	Cour d'appel de Papeete
29	Mme	HAMBLIN		Lei Mildred Johanna Heaitu	01 / 08 / 1950	Cour d'appel de Papeete
30	Mme	RAIHEUI	BOOSIE	Charlotte Maui	24 / 04 / 1958	Cour d'appel de Papeete
31	Mme	TARATI	ADAMS	Nicole Tina	05 / 09 / 1954	Commune de Taputapuataea
32	M.	CARLSON		Mataio Jean	24 / 04 / 1966	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
33	M.	CHASSAING M'BATSOGO		Marc Kisito	03 / 03 / 1967	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
34	Mme	KAUTAI	KATUPA	Lydia	04 / 12 / 1971	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
35	Mme	KEKELA		Tevao Béatrice	31 / 08 / 1968	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
36	M.	MEREHAU		Dominique Iotefa	15 / 08 / 1963	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
37	M.	TEHUITUA		Jacques Teva Teriipaparetua Teriipaia	02 / 05 / 1954	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
38	M.	TEMAKE		Léonard Davis Timo	27 / 12 / 1969	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
39	M.	TETUANUI		Moreno	10 / 07 / 1966	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
40	M.	BELLANGER		Bruno	22 / 02 / 1965	Plastiserd Tahiti

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Vermeil**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
41	M.	KEUVAHANA		Pierre	11 / 07 / 1969	Plastiserd Tahiti
42	Mme	LEMAIRE		Maïte Maire	04 / 11 / 1970	Plastiserd Tahiti
43	M.	PAHUATINI		François	23 / 06 / 1959	Plastiserd Tahiti
44	M.	TEAMOTUAITAU		Claude Antonio	19 / 03 / 1968	Plastiserd Tahiti
45	Mme	TIMO	AIAMU	Tuhiata Antonina	09 / 09 / 1966	Plastiserd Tahiti
46	M.	TUAIVA		Edouard	17 / 09 / 1960	Plastiserd Tahiti
47	M.	VERGNHES		Clément Tama Robert	06 / 02 / 1971	Plastiserd Tahiti
48	M.	WOHLER		Norbert Tino	08 / 11 / 1968	Plastiserd Tahiti

ARRETE n° HC 1462 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015, est décernée aux personnes inscrites sur la liste du tableau joint en annexe.

Art. 2. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juin 2015.

Lionel BEFFRE.

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Or**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
1	Mme	AH-LO	PAOFAI	Marie Colette	29 / 01 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
2	Mme	AH-LO	PAUTU	Rose Marie	23 / 11 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
3	Mme	AH-LO	PAMBRUN	Thérèse Tahiapuhe	22 / 06 / 1943	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
4	Mme	AH-LO		Catherine Tekua	02 / 08 / 1944	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
5	Mme	AUBRY	TEHURITAU	Mehata Suzanne Elva Potiniarii	21 / 10 / 1947	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
6	Mme	BELLAIS	TEANINIURAITEM OANA	Maribrigitte Mirna Vahine	24 / 08 / 1955	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
7	Mme	BILLARD		Caroline Pauline	01 / 07 / 1956	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
8	M.	DESCHAMPS		Richard Joseph	14 / 11 / 1970	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
9	Mme	GODFREY	AH MANG	Joséphine Teupooteura	04 / 09 / 1965	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
10	Mme	POIHIPAPU	TAMAHAERE	Teiaupokoteieinui Henriette	25 / 07 / 1945	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
11	M.	TAUIRA		René	05 / 08 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
12	Mme	TAUIRA	APEANG	Sophie	14 / 04 / 1958	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
13	Mme	TEATA		Yvette	23 / 12 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
14	Mme	TURI		Lydia Teumere	20 / 05 / 1952	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
15	M.	VAKI		Tahumoeu	17 / 06 / 1957	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
16	M.	PAEZ		Corey Heinere Denis	09 / 10 / 1966	Air France
17	Mme	PLAINARD	LACHIVER	Laurence	04 / 09 / 1963	Allianz
18	Mme	BERTHIAS		Marie-José Emilienne	03 / 08 / 1959	Office Notarial Clémencet-Pinna
19	Mme	HARTMANN		Wanda	26 / 07 / 1965	Office Notarial Clémencet-Pinna
20	Mme	HUANG	SILLOUX	Violette	31 / 12 / 1956	Office Notarial Clémencet-Pinna

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Or**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
21	Mme	MARAEA		Odile Mihimana	24 / 06 / 1957	Office Notarial Clémencet-Pinna
22	M.	VOLTAIRE		Gérard Teva	12 / 02 / 1963	Office Notarial Clémencet-Pinna
23	M.	ARNOULD		Joseph Pakii	19 / 03 / 1960	Banque de Polynésie
24	M.	THOLLOT		Olivier Pierre Jacques	01 / 06 / 1962	Banque de Polynésie
25	M.	VAN CAM		Warren	29 / 01 / 1954	Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)
26	M.	TEMARII		Mahinui Mania	23 / 07 / 1955	Entreprise J.A Cowan & Fils
27	Mme	TEAVE		Mareva	05 / 04 / 1956	France Télévision Polynésie 1 ^{ère}
28	Mme	ANAOHA		Titaina Moea	11 / 09 / 1959	Cour d'appel de Papeete
29	Mme	HAMBLIN		Leï Mildred Johanna Heaitu	01 / 08 / 1950	Cour d'appel de Papeete
30	Mme	RAIHEUI	BOOSIE	Charlotte Maui	24 / 04 / 1958	Cour d'appel de Papeete
31	Mme	TARATI	ADAMS	Nicole Tina	05 / 09 / 1954	Commune de Taputapuataea
32	M.	AH-LO		René Polycarpe Teuhitoka	13 / 05 / 1960	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
33	Mme	BAUER-GAUDIN	TCHING	Maeva Françoise Laurence	19 / 01 / 1968	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
34	M.	LE GUINER		Loïc Jean François	19 / 07 / 1964	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
35	M.	MEREHAU		Dominique Iotefa	15 / 08 / 1963	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
36	Mme	NGUYEN	MAIRE	Christine Jeannine	24 / 02 / 1967	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
37	M.	TEHUITUA		Jacques Teva Teripaparetua Teripaia	02 / 05 / 1954	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
38	M.	TOGATEHERARO		Rerenui Teahi	11 / 07 / 1958	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
39	Mme	U	DALLEST	Violette	25 / 03 / 1962	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
40	M.	WONG PO		Franck Teina	14 / 04 / 1957	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Or**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
41	M.	AITAMAI		Rocky	05 / 11 / 1966	Plastiserd Tahiti
42	M.	BELLANGER		Bruno	22 / 02 / 1965	Plastiserd Tahiti
43	M.	EBB		Fabrice Christian Tinomana	19 / 02 / 1967	Plastiserd Tahiti
44	M.	PIHAATAE		Hiroana Redgie	14 / 10 / 1967	Plastiserd Tahiti
45	M.	TEAMOTUAITAU		Claude Antonio	19 / 03 / 1968	Plastiserd Tahiti
46	Mme	TIMO	AIAMU	Tuhiata Antonina	09 / 09 / 1966	Plastiserd Tahiti
47	M.	TUAIVA		Edouard	17 / 09 / 1960	Plastiserd Tahiti

ARRETE n° HC 1463 CAB/BCAP/SPEC-CH/ho du 30 juin 2015 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du Travail, modifié par les décrets n° 86-401 du 12 mars 1986 et n° 2000-1015 du 17 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er. — La médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 14 juillet 2015, est décernée aux personnes inscrites sur la liste du tableau joint en annexe.

Art. 2. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juin 2015.
Lionel BEFFRE.

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015
Echelon : Grand or

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
1	Mme	AH-LO	PAOFAI	Marie Colette	29 / 01 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
2	Mme	AUBRY	TEHURITAU	Mehata Suzanne Elva Potiniarii	21 / 10 / 1947	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
3	Mme	BELLAIS	TEANINIURATEM OANA	Maribrigitte Mirna Vahine	24 / 08 / 1955	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
4	Mme	BILLARD		Caroline Pauline	01 / 07 / 1956	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
5	Mme	POIHIPAPU	TAMAHAERE	Teiaupokoteieinui Henriette	25 / 07 / 1945	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
6	M.	TAUIRA		René	05 / 08 / 1959	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
7	Mme	TAUIRA	APEANG	Sophie	14 / 04 / 1958	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
8	Mme	TEATA		Yvette	23 / 12 / 1953	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
9	Mme	TURI		Lydia Teumere	20 / 05 / 1952	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
10	M.	VAKI		Tahumoeu	17 / 06 / 1957	Haut-Commissariat de la République en Polynésie française
11	Mme	BERTHIAS		Marie-José Emilienne	03 / 08 / 1959	Office Notarial Clémencet-Pinna
12	Mme	HUANG	SILLOUX	Violette	31 / 12 / 1956	Office Notarial Clémencet-Pinna
13	Mme	MARAEA		Odile Mihimana	24 / 06 / 1957	Office Notarial Clémencet-Pinna
14	M.	ARNOULD		Joseph Pakii	19 / 03 / 1960	Banque de Polynésie
15	M.	VAN CAM		Warren	29 / 01 / 1954	Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)
16	M.	TEMARII		Mahinui Mania	23 / 07 / 1955	Entreprise J.A Cowan & Fils
17	Mme	TEAVE		Mareva	05 / 04 / 1956	France Télévision Polynésie 1 ^{ère}
18	Mme	ANAOA		Titaina Moea	11 / 09 / 1959	Cour d'appel de Papeete
19	Mme	HAMBLIN		Lei Mildred Johanna Heaitu	01 / 08 / 1950	Cour d'appel de Papeete
20	Mme	RAIHEUI	BOOSIE	Charlotte Maui	24 / 04 / 1958	Cour d'appel de Papeete

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Grand or**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
21	Mme	TARATI	ADAMS	Nicole Tina	05 / 09 / 1954	Commune de Taputapuataea
22	M.	AH-LO		René Polycarpe Teuhitoka	13 / 05 / 1960	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
23	Mme	FERRAND	MAITERE	Nadine Vanina Hiomai	06 / 12 / 1961	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
24	M.	KAHUNINEHE		Bertrand Kahiee	26 / 05 / 1963	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
25	M.	KATUPA		Jean-Baptiste	26 / 12 / 1957	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
26	M.	LIAO		Albert	30 / 06 / 1959	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
27	Mme	MAGNE		Heimata Liane	26 / 01 / 1964	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
28	Mme	MANUEL	VAN SOU	Yvonne	16 / 09 / 1962	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
29	M.	MATAUTAU		Heimoana Patrick	01 / 01 / 1962	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
30	M.	MEREHAU		Dominique Iotefa	15 / 08 / 1963	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
31	M.	MOE		Benoît Paenoe	11 / 07 / 1962	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
32	Mme	MORE	PARAUE	Pauline	10 / 08 / 1957	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
33	M.	PAIEA		Maurice Anapa	04 / 09 / 1964	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
34	M.	PAITI		Iotefa	07 / 06 / 1963	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
35	Mme	PURAGA		Agete Florine	23 / 02 / 1965	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
36	Mme	ROCHETTE	TAURUA	Nathalie Sophie	20 / 11 / 1958	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
37	Mme	TARUOURA	ANTOINE-MICHARD	Mirella	17 / 10 / 1953	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
38	Mme	TAVERE	TETUANUI	Mirella Tetua	16 / 04 / 1961	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
39	Mme	TEHEIURA		Marie-Louise	29 / 06 / 1960	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
40	M.	TEHUITUA		Jacques Tava Teripaparetua Teripaia	02 / 05 / 1954	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française

Médaille d'honneur du travail : Promotion du 14 juillet 2015**Echelon : Grand or**

N°	Civilité	Nom patronymique	Nom d'épouse	Prénoms	Date de naissance	Organismes
41	M.	THON SING		Raymond	14 / 07 / 1955	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
42	M.	TOARII TOOFA		Franco	01 / 10 / 1964	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
43	M.	TOGATEHERARO		Rerenui Teahi	11 / 07 / 1958	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
44	Mme	VEINNANT	BOURROUET	Véronique Jacqueline	13 / 03 / 1960	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
45	M.	WONG PO		Franck Teina	14 / 04 / 1957	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
46	M.	YU		Jean-Pierre Pingène	28 / 06 / 1956	Commandement supérieur des forces armées en Polynésie française
47	M.	RICHMOND		Terautahi Dave Michel	11 / 01 / 1966	Plastiserd Tahiti
48	M.	TERE		Edgard	15 / 01 / 1969	Plastiserd Tahiti
49	M.	TUHEI		Jean-Pierre	22 / 05 / 1959	Plastiserd Tahiti

ARRETE du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission pour le concours interne de recrutement d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Administrateur de systèmes d'information, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation et aux règles de désignation des jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux règles de composition des jurys et aux modalités de désignation des experts susceptibles de siéger dans les jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury d'admission pour le concours interne de recrutement d'ingénieurs d'études dans la branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Administrateur de systèmes d'information, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, au titre de l'année 2015 :

- M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, président, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete
- Mme Jocelyne Le Petit, ingénieure d'études 1re classe, vice-présidente, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- M. Franck Mevel, ingénieur de recherche 1re classe, expert, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- M. Bruno Lamoureux, ingénieur d'études 1re classe, direction générale de l'éducation et des enseignements, Pirae ;
- Mme Caroline Glapski, ingénieure d'études 2e classe, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- Mme Dominique Salard, attaché principal d'administration, suppléante, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete.

Art. 2. — En cas d'empêchement du président désigné, la présidence sera assurée par la vice-présidente désignée.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2015.

Pour le vice-recteur
de la Polynésie française
et par délégation :

Le secrétaire général adjoint,
Arnaud LE PETIT.

ARRETE du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission pour le concours externe de recrutement d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Ingénieur en développement et déploiement d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation et aux règles de désignation des jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux règles de composition des jurys et aux modalités de désignation des experts susceptibles de siéger dans les jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury d'admission pour le concours externe de recrutement d'ingénieurs d'études dans la branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Ingénieur en développement et déploiement d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, au titre de l'année 2015 :

- M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, président, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete
- Mme Jocelyne Le Petit, ingénieure d'études 1re classe, vice-présidente, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- M. Franck Mevel, ingénieur de recherche 1re classe, expert, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- M. Adil Abounaidane, ingénieur de recherche 2e classe, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- Mme Caroline Glapski, ingénieure d'études 2e classe, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- Mme Dominique Salard, attaché principal d'administration, suppléante, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete.

Art. 2. — En cas d'empêchement du président désigné, la présidence sera assurée par la vice-présidente désignée.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2015.
Pour le vice-recteur
de la Polynésie française
et par délégation :
Le secrétaire général adjoint,
Arnaud LE PETIT.

ARRETE du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Développeur, intégrateur d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2013-485 du 10 juin 2013 relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, et modifiant le décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale, la composition des jurys et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture d'examens professionnalisés réservés pour le recrutement d'assistants ingénieurs,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs dans la branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Développeur, intégrateur d'applications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, au titre de l'année 2015 :

- M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, président, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete
- Mme Jocelyne Le Petit, ingénieure d'études 1re classe, vice-présidente, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- M. Franck Mevel, ingénieur de recherche 1re classe, expert, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- M. Adil Abounaidane, ingénieur de recherche 2e classe, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- Mme Caroline Glapski, ingénieure d'études 2e classe, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- Mme Dominique Salard, attaché principal d'administration, suppléante, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete.

Art. 2. — En cas d'empêchement du président désigné, la présidence sera assurée par la vice-présidente désignée.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2015.
Pour le vice-recteur
de la Polynésie française
et par délégation :
Le secrétaire général adjoint,
Arnaud LE PETIT.

ARRETE du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Gestionnaire de parc informatique et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2013-485 du 10 juin 2013 relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, et modifiant le décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale, la composition des jurys et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture d'examens professionnalisés réservés pour le recrutement d'assistants ingénieurs,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'assistants ingénieurs dans la branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Gestionnaire de parc informatique et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, au titre de l'année 2015 :

- M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, président, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete
- Mme Jocelyne Le Petit, ingénieure d'études 1re classe, vice-présidente, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- M. Franck Mevel, ingénieur de recherche 1re classe, expert, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- M. Adil Abounaidane, ingénieur de recherche 2e classe, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- Mme Caroline Glapski, ingénieure d'études 2e classe, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- Mme Dominique Salard, attaché principal d'administration, suppléante, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete.

Art. 2. — En cas d'empêchement du président désigné, la présidence sera assurée par la vice-présidente désignée.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2015.
Pour le vice-recteur
de la Polynésie française
et par délégation :
Le secrétaire général adjoint,
Arnaud LE PETIT.

ARRETE du 7 juillet 2015 portant nomination du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'ingénieurs d'études, branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Administrateur systèmes informatiques, réseaux et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, session 2015.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2013-485 du 10 juin 2013 relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, et modifiant le décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale, la composition des jurys et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2015 autorisant au titre de l'année 2015 l'ouverture d'examens professionnalisés réservés pour le recrutement d'ingénieurs d'études,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury d'admission de l'examen professionnalisé réservé d'ingénieurs d'études dans la branche d'activité professionnelle E (informatique statistique et calcul scientifique), emploi-type Administrateur systèmes informatiques, réseaux et télécommunications, ouvert au titre de l'affectataire vice-rectorat de la Polynésie française, au titre de l'année 2015 :

- M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, président, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete
- Mme Jocelyne Le Petit, ingénieure d'études 1re classe, vice-présidente, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- M. Franck Mevel, ingénieur de recherche 1re classe, expert, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- M. Adil Abounaidane, ingénieur de recherche 2e classe, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete ;
- Mme Caroline Glapski, ingénieure d'études 2e classe, université de la Polynésie française, Punaauia ;
- Mme Dominique Salard, attaché principal d'administration, suppléante, vice-rectorat de la Polynésie française, Papeete.

Art. 2. — En cas d'empêchement du président désigné, la présidence sera assurée par la vice-présidente désignée.

Fait à Papeete, le 7 juillet 2015.
Pour le vice-recteur
de la Polynésie française
et par délégation :
Le secrétaire général adjoint,
Arnaud LE PETIT.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 940 CM du 13 juillet 2015 complétant l'arrêté n° 256 CM du 22 février 2007 portant réglementation de la prise en charge par le budget du pays des dépenses de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation.

NOR : SRI11501042AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 265 CM du 22 février 2007 modifié portant réglementation de la prise en charge par le budget du pays des dépenses de fêtes et cérémonies, de réceptions, de repas et d'alimentation ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Au point B de l'article 1er de l'arrêté n° 256 CM du 22 février 2007 modifié susvisé, il est rajouté un tiret ainsi rédigé : " - le délégué aux affaires internationales, européennes et du Pacifique."

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 941 CM du 13 juillet 2015 portant prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique de l'extension de l'aérodrome de Fakahina dans la commune de Fangatau, archipel des Tuamotu.

NOR : DEQ1501017AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1148 CM du 15 juillet 2010 portant déclaration d'utilité publique l'extension de l'aérodrome de Fakahina dans la commune de Fangatau, archipel des Tuamotu, et de cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Sont prorogés de cinq années les effets de la déclaration d'utilité publique de l'extension de l'aérodrome de Fakahina dans la commune de Fangatau, archipel des Tuamotu.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 944 CM du 15 juillet 2015 portant nomination de Mme Laurence Casimir en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim du 5 au 28 août 2015 inclus.

NOR : SAU1501026AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu la décision de congé n° 502 MET.AU en date du 20 février 2015 attribuant un congé de 18 jours à M. Bernard Amigues pour la période du 5 au 28 août 2015 inclus au titre des congés annuels 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Mme Laurence Casimir, attaché d'administration, assurant les fonctions d'adjointe au chef du service de l'urbanisme, est nommée en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim durant l'absence de M. Bernard Amigues du 5 au 28 août 2015 inclus.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 945 CM du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1997 modifié portant composition du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire.

NOR : DAM1500980AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1997 modifié portant composition du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le paragraphe 1 de l'article 1er de l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1997 modifié susvisé est remplacé comme suit :

- “ le ministre en charge des transports maritimes ou son représentant, président du comité ;
- le ministre en charge du développement des archipels ou son représentant ;
- le ministre en charge de la pêche ou son représentant ;
- le ministre en charge des finances ou son représentant ;
- le directeur des affaires économiques ou son représentant ;
- le chef de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement ou son représentant ;
- le directeur du port autonome ou son représentant ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant, représentant l'archipel concerné et désigné par cette assemblée.”

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 948 CM du 15 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de cinq (5) emplacements du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de Mme Wendy Teroro Edwin (exploitante n° 290).

NOR : DRM1500890AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Wendy Teroro Edwin du 3 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua du 9 janvier 2015 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 19 janvier 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mme Wendy Teroro Edwin, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de cinq (5) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 4 600 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de cinq (5) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 1 747 mètres carrés, sur la rive sud de la passe Tehere ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 577 mètres carrés, côté lagon, sur la rive sud de la passe Tehere ;
- le 3e parc à poissons d'une superficie de 981 mètres carrés, sur la rive nord de la passe Tehere ;

- le 4e parc à poissons d'une superficie de 615 mètres carrés, sur la rive nord de la passe Tehere, côté lagon ;
- le 5e parc à poissons d'une superficie de 680 mètres carrés, au nord de la passe Tehere.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *soixante-quinze mille francs CFP* (75 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons, 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons, 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons, 20 000 F CFP pour le 4e parc à poissons et 25 000 F CFP pour le 5e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue
et de la politique numérique,
Teva ROHFRITSCH.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 951 CM du 15 juillet 2015 relatif à l'amortissement des immobilisations de la Polynésie française.

NOR : DBF1520384AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions qui suivent sont prises en application des articles 7-1 et 10-1 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Art. 2.— La Polynésie française procède à l'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles y compris celles reçues par mise à disposition ou en affectation, à l'exception des immobilisations citées à l'article 3 du présent arrêté et au dernier alinéa de l'article 10-2 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995.

Art. 3.— Les amortissements ne s'appliquent pas aux :

- immobilisations, propriétés de la Polynésie française qui sont affectées, concédées, affermées ou mises à disposition ;
- terrains et aménagements de terrains ;
- réseaux de voirie ;
- collections et œuvres d'art ;
- actions et autres titres de participation,

Art. 4.— Les dotations aux amortissements de ces biens sont liquidées l'année suivant l'acquisition, l'intégration ou l'achèvement constaté par le virement du compte 23 au 21, sur la base du coût historique de l'immobilisation et de la méthode linéaire. Il n'est pas fait application du *prorata temporis*. La dernière annuité court jusqu'au 31 décembre de l'exercice même lorsque le bien est vendu en cours d'année. Il en est de même pour les subventions d'équipement versées, pour lesquelles la première annuité d'amortissement est constatée l'année suivant celle du versement de la subvention.

Art. 5.— Les immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française sont classées par catégories et sous catégories selon la nomenclature ci-annexée.

Art. 6.— Les durées d'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations sont fixées conformément au barème figurant en annexe.

Art. 7.— Les immobilisations d'une valeur égale ou inférieure à 180 000 F CFP s'amortissent en un an.

Art. 8.— Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction du bien. Le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien. L'organisme bénéficiaire de la mise à disposition ou de l'affectation poursuit l'amortissement du bien selon le plan d'amortissement initial ou conformément à ses propres règles.

Art. 9.— La Polynésie française procède à la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues et des fonds affectés à des immobilisations amortissables, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement. Cette reprise en section de fonctionnement s'effectue lorsque le solde a été versé, au même rythme que celui de l'amortissement de l'immobilisation pour lequel la subvention a été reçue et porte sur une quote-part annuelle correspondant au montant de cette subvention rapporté à la durée d'amortissement de l'immobilisation subventionnée.

Art. 10.— L'arrêté n° 275 CM du 23 février 2012 approuvant la nomenclature des biens mobiliers et immobiliers de la Polynésie française ainsi que leur durée de vie, est abrogé sous réserve des dispositions de l'article 10-2, alinéa 3 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

0951 15 JUL 2015
Annexe
à l'arrêté n°/CM du
NOR : DBF1520384AC-3

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	S/cat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en années	Taux d'amort. Linéaire
300	MATERIEL TELEPHONIQUE	300 00	Appareil de téléphonie filaires	5	20,00%
		300 01	Appareil de téléphonie mobiles et radiotéléphones	5	20,00%
		300 90	Divers - Matériel téléphonique	5	20,00%
301	FROID	301 00	Climatiseur	5	20,00%
		301 01	Appareil de ventilation	5	20,00%
		301 02	Chambre froide	10	10,00%
		301 03	Réfrigérateur et congélateur	5	20,00%
		301 04	Glacière	5	20,00%
		301 05	Distributeur d'eau	5	20,00%
		301 06	Distillateur d'eau	5	20,00%
		301 07	Machine à glace	10	10,00%
		301 08	Système de production de glace	20	05,00%
		301 09	Station de récupération de fluides	5	20,00%
		301 90	Divers - Froid	5	20,00%
302	MONTE-CHARGE ET ASCENSEUR	302 00	Monte-charge	15	06,67%
		302 01	Ascenseur	15	06,67%
		302 90	Divers - Monte-charge et ascenseur	15	06,67%
303	MATERIEL ELECTRIQUE	303 00	Groupe électrogène fixe	15	06,67%
		303 01	Groupe électrogène portable	5	20,00%
		303 02	Groupe électrogène sur remorque	10	10,00%
		303 03	Compteur électrique	15	06,67%
		303 04	Appareil régulateur de courant	15	06,67%
		303 05	Source d'alimentation	15	06,67%
		303 06	Chargeur de batteries	10	10,00%
		303 07	Booster de démarrage	8	12,50%
		303 90	Divers - Matériel électrique	5	20,00%
304	ENERGIE RENOUVELABLE	304 00	Panneau photovoltaïque	25	04,00%
		304 90	Divers - matériel et équipement énergie renouvelable	10	10,00%
305	MEUBLE MEUBLANT	305 00	Meuble de rangement	10	10,00%
		305 01	Mobilier de chambre	5	20,00%
		305 02	Mobilier de salon	10	10,00%
		305 03	Mobilier et équipement sanitaires	8	12,50%
		305 90	Divers - Meuble meublant	5	20,00%
306 1	MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	306 1 00	Mobilier de bureau	10	10,00%
		306 1 01	Matériel de bureau	10	10,00%
		306 1 02	Photocopieur (sans fonction impression) et photocopieur multifonction (reprographie, imprimante et numérisation)	10	10,00%
307 1	MATERIEL INFORMATIQUE	307 1 00	Serveur	7	14,29%
		307 1 01	Micro - ordinateur	5	20,00%
		307 1 02	Imprimante et matériel de numérisation (petit scanner)	5	20,00%
		307 1 03	Matériel de numérisation (station de numérisation)	10	10,00%
		307 1 04	Autres périphériques et divers matériels	5	20,00%
		307 1 04	Réseaux	5	20,00%
307 2	AUTRES MATERIELS	307 2 00	Autres matériels (téléviseurs, appareils photo, matériels audio ...)	10	10,00%
308	MATERIEL DE PRESSE	308 00	Matériel de reliure - Collage	10	10,00%
		308 01	Matériel de découpe	10	10,00%
		308 02	Machine à marquer	10	10,00%
		308 03	Machine à percer	10	10,00%
		308 04	Machine à développer	10	10,00%
		308 05	Machine à plier	10	10,00%
		308 90	Divers - matériel de presse	10	10,00%

09571
à l'arrêté n°/CM du
Annexe
NOR : DBF1520384AC-3

15 JUL. 2015

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	Sicat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en année	Taux d'amort. Linéaire
309	MATÉRIEL DE GENIE BIOMEDICAL	309 00	Fluides médicaux (centrale et distribution)	8	12,50%
		309 01	Appareils et matériels de bloc opératoire	7	14,29%
		309 02	Appareils et matériels anesthésie - soins intensifs	7	14,29%
		309 03	Appareils et équipements dédiés à la stérilisation	7	14,29%
		309 04	Appareils et matériels gynéco-ostétriques	7	14,29%
		309 05	Appareils et équipements dédiés à la radiologie	7	14,29%
		309 06	Appareils et équipements d'échographie	6	16,67%
		309 07	Appareils et équipements de laboratoire	7	14,29%
		309 08	Appareils et Matériels d'examen ORL	7	14,29%
		309 09	Appareils et Matériels d'examen ophtalmologique	7	14,29%
		309 10	Appareils et Matériels d'examen cardiologique	7	14,29%
		309 11	Appareils et équipements de kinésithérapie	7	14,29%
		309 12	Appareils et Matériels dédiés aux urgences	7	14,29%
		309 13	Appareils et Matériels dédiés à la transfusion sanguine	7	14,29%
		309 14	Appareils de monitoring - Moniteurs de surveillance	7	14,29%
		309 15	Endoscope - fibroscope	4	25,00%
		309 16	Fonction froid - Réfrigérateur - congélateur	8	12,50%
		309 17	Systèmes de perfusion/nutrition (Pousse-seringue, pompe)	7	14,29%
		309 18	Appareils d'aérosolthérapie	7	14,29%
		309 19	Appareils de pesée	7	14,29%
		309 20	Testeurs biomédicaux et appareils d'étalonnage	8	12,50%
		309 21	Matériels et appareils dédiés au dentaire	8	12,50%
		309 90	Divers - Matériel de génie biomédical	7	14,29%
310	MOBILIER ET PETIT MATERIEL MEDICAL	310 00	Mobiliers et matériels de cabinet de consultation	10	10,00%
		310 01	Mobiliers de chambre d'hospitalisation	10	10,00%
		310 02	Mobiliers et matériels de salle de soins et d'opération	10	10,00%
		310 03	Mobiliers dédiés aux transferts et à l'hygiène du patient	10	10,00%
		310 04	Mobiliers et matériels dédiés aux urgences	10	10,00%
		310 05	Mobiliers et petits matériels de laboratoire	10	10,00%
		310 06	Matériels et instrumentations dédiés au dentaire	10	10,00%
		310 90	Dispositifs médicaux divers	10	10,00%
311	HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	311 00	Matériel de protection corporelle	10	10,00%
		311 01	Dispositif de traitements	15	06,67%
		311 02	Trousse d'entretien	5	20,00%
		311 03	Minéralisateur	5	20,00%
		311 04	Spectrophotomètre	5	20,00%
		311 05	Appareil de désinfection	7	14,29%
		311 06	Appareil de prélèvement	7	14,29%
		311 07	Appareil pour analyse de la qualité de l'eau	7	14,29%
		311 08	Appareil pour analyse alimentaire	7	14,29%
		311 90	Divers - Hygiène et salubrité publique	8	12,50%
312	MATÉRIEL POUR LE TRAITEMENT	312 00	Appareil de traitement	10	10,00%
		312 01	Petit matériel de traitement	10	10,00%
		312 02	Balance	10	10,00%
		312 90	Divers - Matériel pour le traitement phytosanitaire	10	10,00%
314	MATÉRIEL VÉTÉRINAIRE	314 00	Matériel d'inspection en hygiène alimentaire	2	50,00%
		314 01	Matériel de contention des animaux	5	20,00%
		314 02	Matériel de diagnostic des maladies animales	2	50,00%
		314 03	Matériel de laboratoire	10	10,00%
		314 90	Divers - Matériel vétérinaire	5	20,00%
315	EQUIPEMENT DE LINGERIE ET DE BUANDERIE	315 00	Machine à coudre	5	20,00%
		315 01	Machine à repasser	5	20,00%
		315 02	Bassine	5	20,00%
		315 03	Machine à laver, à sécher	5	20,00%
		315 04	Cuve	5	20,00%
		315 90	Divers - Equipement de lingerie et de buanderie	5	20,00%
316	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	316 00	Mobilier scolaire	5	20,00%

0951 Annexe 15 JUL 2015
à l'arrêté n° JCM du
NOR : DBF1520384AC-3

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	S/cat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en année	Taux d'amort. Linéaire
		316 01	Matériel Audiovisuel	5	20,00%
		316 02	Équipement de laboratoire	8	12,50%
		316 03	Jeux éducatifs	5	20,00%
		316 04	Instrument de musique	5	20,00%
		316 90	Divers - Equipement scolaire et culturel	5	20,00%
317	LIVRES -OUVRAGE	317 00	Documentation	5	20,00%
		317 01	Ouvrages	5	20,00%
		317 02	Matériel de restauration	5	20,00%
		317 90	Divers - Livres, ouvrage	5	20,00%
318	COLLECTION ET ŒUVRES D'ART	318 00	Collection et œuvres d'art	NA	
		318 01	Matériel d'art	NA	
		318 90	Divers - Collection et œuvre d'art	NA	
319	EQUIPEMENT DE SECURITE ET D'INCENDIES	319 00	Echelle	10	10,00%
		319 01	Équipement pour l'extinction des incendies	10	10,00%
		319 02	Balise lumineuse	10	10,00%
		319 03	Véhicule anti-incendie	10	10,00%
		319 04	Cuve	10	10,00%
		319 05	Boule de poudre et accessoire	10	10,00%
		319 90	Divers - Equipement de sécurité et d'incendies	10	10,00%
320	MATERIEL DE SECURITE	320 00	Arme à feu	20	05,00%
		320 01	Détecteur de métal	10	10,00%
		320 02	Filet de sécurité	10	10,00%
		320 03	Matériel de détection fuite et de concentration de gaz	10	10,00%
		320 90	Divers - Matériel de sécurité	10	10,00%
321	HABILLEMENT ET VETEMENT DE TRAVAIL	321 00	Vêtement de travail	2	50,00%
		321 01	Botte, chaussures	2	50,00%
		321 02	Casque	2	50,00%
		321 90	Divers - Habillement et vêtement de travail	2	50,00%
322	CUISINE	322 00	Mobilier de cuisine	5	20,00%
		322 01	Appareil Electroménager	5	20,00%
		322 02	Appareil de cuisson	5	20,00%
		322 03	Argenterie et vaisselle de réception	5	20,00%
		322 04	Vaisselle	5	20,00%
		322 90	Divers - Cuisine	5	20,00%
323	MATERIEL AGRO-ALIMENTAIRE	323 00	Générateur vapeur	10	10,00%
		323 01	Pompes	10	10,00%
		323 02	Appareil de chauffage	10	10,00%
		323 03	Appareil de laiterie	10	10,00%
		323 04	Appareil d'extraction	10	10,00%
		323 05	Appareil de préparation	10	10,00%
		323 06	Appareil d'enrichissement	10	10,00%
		323 07	Appareil de conditionnement	10	10,00%
		323 08	Appareil de lavage / gerbage	10	10,00%
		323 90	Divers - Matériel agro-alimentaire	10	10,00%
324	EQUIPEMENTS AGRICOLES	324 00	Matériel de coupe	5	20,00%
		324 01	Petit matériel de coupe	3	33,33%
		324 02	Matériel d'arrosage	5	20,00%
		324 03	Outilage de jardin	3	33,33%
		324 04	Matériel de traitement	5	20,00%
		324 05	Tracteurs	10	10,00%
		324 06	Matériel de tonte, de fauchage	10	10,00%
		324 07	Camion avec équipements agricoles spécifiques	10	10,00%
		324 08	Machine à broyer	10	10,00%
		324 90	Divers - Equipements agricole	10	10,00%

095 // Annexe 15 JUL. 2015
à l'arrêté-n° /CM du
NOR : DBF1520384AC-3

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	S/cat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en année	Taux d'amort. Linéaire
325	EQUIPEMENT DE PECHE	325 00	Equipement de découpe poissons	5	20,00%
		325 01	DGP - Dispositif de concentration de poisson	3	33,33%
		325 02	Matériel de pêche expérimental	5	20,00%
		325 90	Divers - Equipement de pêche	5	20,00%
326	EQUIPEMENT DE PLONGEE	326 00	Bouée	5	20,00%
		326 01	Equipement de plongée	5	20,00%
		326 02	Compresseur d'air	5	20,00%
		326 90	Divers - Equipement de plongée	5	20,00%
327	EQUIPEMENTS DE GARAGE	327 00	Pont	15	06,67%
		327 01	Machine à polir à percer, à sertir (à main)	5	20,00%
		327 02	Machine à polir à percer, à sertir (sur socle)	10	10,00%
		327 03	Coffret à outillage	10	10,00%
		327 04	Matériel de mesure	5	20,00%
		327 05	Compresseur fixe	15	06,67%
		327 06	Compresseur portable autonome	5	20,00%
		327 07	Compresseur sur remorque autonome	10	10,00%
		327 08	Lampe	5	20,00%
		327 09	Matériel servant à couper, meuler (à main)	5	20,00%
		327 10	Matériel servant à couper, meuler (sur socle)	10	10,00%
		327 11	Pompe	5	20,00%
		327 12	Petit outillage de garage/atelier	8	12,50%
		327 13	Poste de soudure fixe	15	06,67%
		327 14	Poste de soudure portable	8	12,50%
		327 15	Poste de soudure sur remorque autonome	10	10,00%
		327 16	Poste de soudure à gaz	15	06,67%
		327 17	Chariot	10	10,00%
		327 18	Autre matériel de menuiserie	5	20,00%
		327 19	Outillage de maçonnerie	8	12,50%
		327 20	Appareil diagnostique des véhicules	10	10,00%
		327 21	Couteaux	5	20,00%
		327 22	Machine à presser, à aplanir	10	10,00%
		327 23	Matériel de réparation des pneumatiques	10	10,00%
		327 24	Appareil de nettoyage	8	12,50%
		327 25	Petit matériel de contenance	5	20,00%
		327 26	Matériel de contenance hydrocarbure	8	12,50%
		327 27	Station de graissage	5	20,00%
		327 28	Matériel de tôlerie/carrosserie	10	10,00%
		327 90	Divers - Equipements de garage	5	20,00%
328	MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	328 00	Véhicule de tourisme	8	12,50%
		328 01	Véhicule utilitaire	8	12,50%
		328 02	Camion	10	10,00%
		328 03	Véhicule de transport en commun	10	10,00%
		328 04	Véhicule médical	10	10,00%
		328 05	Remorque	10	10,00%
		328 06	Deux roues	8	12,50%
		328 90	Divers - Matériel transport routier	5	20,00%
329	MATERIEL DE NAVIGATION	329 00	Ancre	5	20,00%
		329 01	Bateau	20	05,00%
		329 02	Scotter	10	10,00%
		329 03	Equipement radio	10	10,00%
		329 04	Indicateur de position	10	10,00%
		329 05	Aéronef	20	05,00%
		329 06	Matériel de guidage	10	10,00%
		329 07	Tableau à microprocesseur pour feux tournant	15	06,67%
		329 08	Moteurs hors bord	10	10,00%
		329 09	Radeau gonflable de sauvetage	15	06,67%
		329 10	Canot de sauvetage	15	06,67%
		329 11	Canot de secours	15	06,67%
		329 12	Bouée couronne (Bouée de sauvetage)	15	06,67%

à l'arrêté n° 0951 Annexe

NOR: DBF1520334AC-3

15 JUL 2015

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	S/cat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en année	Taux d'amort. Linéaire
		329 90	Divers - Matériel de navigation	10	10,00%
330	MATERIEL TOPOGRAPHIQUE	330 00	Appareil non électronique	15	06,67%
		330 01	Appareil électronique	10	10,00%
		330 90	Divers - Matériel topographique	10	10,00%
331	MATERIEL DE TERRASSEMENT	331 00	Chargeuse	10	10,00%
		331 01	Bouleur (Bulldozer)	15	06,67%
		331 02	Chargeuse, pelleteuse	10	10,00%
		331 03	Niveleuse	15	06,67%
		331 04	Pelle hydraulique	10	10,00%
		331 05	Perforateur type brise roche hydraulique	10	10,00%
		331 90	Divers - Matériel de terrassement	10	10,00%
332	MATERIEL DE CHANTIER ET DE TRAVAUX PUBLICS	332 00	Machines servant à la construction	10	10,00%
		332 01	Echafaudage	10	10,00%
		332 02	Citerne	10	10,00%
		332 03	Matériel de détection	10	10,00%
		332 04	Brouette	3	33,33%
		332 05	Brouette mécanique	10	10,00%
		332 06	Matériel de préparation et de mise en œuvre des matières premières	10	10,00%
		332 07	Matériel de compactage	10	10,00%
		332 90	Divers - Matériel de chantier et de travaux publics	5	20,00%
333	MATERIEL DE CONSTRUCTION ET D'ENTRETIEN DES ROUTES	333 00	Camion	10	10,00%
		333 01	Matériel d'entretien	8	12,50%
		333 02	Machine de transfert de plots séparateur de voies	10	10,00%
		333 90	Divers - Matériel de construction et d'entretien des routes	5	20,00%
334	MATERIEL DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	334 00	Grues	10	10,00%
		334 01	Nacelle élévatrice	10	10,00%
		334 02	Chariot élévateur	10	10,00%
		334 90	Divers - Matériel de levage et de manutention	8	12,50%
335	INSTRUMENT DE MESURE	335 00	Appareils de mesure sur surface plane	5	20,00%
		335 01	Appareils de mesure des forces	5	20,00%
		335 02	Appareils de mesure des débits	10	10,00%
		335 03	Appareils de mesures des distances	5	20,00%
		335 04	Hydromètre	5	20,00%
		335 05	Hygromètre	5	20,00%
		335 06	Pluviomètre	10	10,00%
		335 07	Appareils de mesure atmosphérique	5	20,00%
		335 08	Appareils de mesure de radiation	5	20,00%
		335 09	Anémomètre	5	20,00%
		335 10	Appareils de mesure de l'électricité	5	20,00%
		335 11	Sonde de mesure des hauteurs de l'eau	5	20,00%
		335 90	Divers - Instrument de mesure	5	20,00%
336	MATERIEL HYDROLOGIQUE	336 00	Centrale de prélèvement	10	10,00%
		336 01	Dispositif d'infiltrométrie	10	10,00%
		336 02	Appareils de lecture et de traitement	10	10,00%
		336 90	Divers - Matériel hydrologique	5	20,00%
337	MATERIEL HYDROGEOLOGIQUE	337 00	Piezomètre	10	10,00%
		337 01	Sonde	10	10,00%
		337 02	Conductimètre	10	10,00%
		337 90	Divers - Matériel hydrogéologique	10	10,00%
338	EQUIPEMENT TELEDETECTION	338 00	Equipeement de télédétection	10	10,00%
		338 90	Divers - Equipement de télédétection	10	10,00%

21 Juillet 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

6895

à l'arrêté 0950 Annexe
à l'arrêté 0950 /CM du
NOR : DBF1520384AC-3

15 JUL 2015

Nomenclature des catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles de la Polynésie française

NA : non amortissable

Cat	Intitulé de la catégorie	S/cat	Intitulé de la sous-catégorie	Durée d'amortissement en année	Taux d'amort. Linéaire
400	TERRAINS	400 00	Terrains	NA	
		400 01	Assise foncière de voirie	NA	
		400 02	Concession maritime	NA	
		400 03	Lais de mer	NA	
		400 04	Aménagement de terrains	NA	
		400 90	Divers - Terrains	NA	
401	CONSTRUCTIONS	401 00	Bâtiment administratif	35	02,98%
		401 01	Bâtiment technique	25	04,00%
		401 02	Bâtiment léger	15	06,67%
		401 03	Atelier-entrepôt-hangar	25	04,00%
		401 04	Installations, agencements et aménagements de	15	06,67%
		401 90	Divers - Constructions	15	06,67%
402	RESEAUX ROUTIERS	402 00	Routes	NA	
		402 01	Ouvrages d'art	NA	
		402 02	Pistes routières	NA	
		402 90	Divers - Réseaux routiers	NA	
403	RESEAUX FLUVIAL ET MARITIME	403 00	Protection des berges	NA	
		403 01	Bassin d'orage	NA	
		403 90	Divers - Réseaux fluvial et maritime	NA	
404	INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	404 00	Port	30	03,33%
		404 01	Phares	50	02,00%
		404 02	Quai	30	03,33%
		404 03	Débarcadère	30	03,33%
		404 04	Digue	30	03,33%
		404 05	Darse	10	10,00%
		404 06	Ouvrage de mise à l'eau	10	10,00%
		404 90	Divers - Infrastructures portuaires	30	03,33%
405	INFRASTRUCTURES AERONAUTIQUES	405 00	Piste	10	10,00%
		405 01	Aérogare	30	03,33%
		405 02	Vigie (Tour de contrôle)	35	02,86%
		405 03	Garage Pompier	35	02,86%
		405 04	Abri à kérosène	35	02,86%
		405 90	Divers - Infrastructures aéronautiques	10	10,00%
500	FRAIS D'ETUDES	500 00	Etudes	5	20,00%
501	TITRES ET VALEURS	501 00	Actions	NA	
		501 90	Divers - Titres et valeurs	NA	
502	CONCESSION, DROITS	502 00	Logiciels	10	10,00%
		502 01	Droits, brevets, licences, marques, valeurs similaires	30	03,33%
		502 02	Base de données	20	05,00%
503	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	503 00	Subvention pour des biens mobiliers, du matériel, des études et des biens immobiliers ou des installations	15	06,67%
		503 01	Subventions pour des projets d'infrastructures	30	03,33%
		503 02	Subventions en cours d'amortissement au 31/12/2014	30	03,33%
504	IMMOBILISATIONS EGALES OU INFERIEURES A 180 000 XPF	504 00	Immobilisations égales ou inférieures à 180 000 XPF	1	100,00%

ARRETE n° 952 CM du 15 juillet 2015 portant modification de la nomenclature des comptes de la Polynésie française.

NOR : DBF1520384AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment ses articles 11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 modifié portant adoption de l'instruction comptable de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Sont créées dans la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française les subdivisions suivantes :

Numéro	Intitulé
139 2	Polynésie française
139 6	Etablissements publics
139 7	Fonds européens
139 8	Autres subventions d'équipement reçues
205 0	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires
205 1	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires non amortissables
208 1	Droit au bail
208 2	Bases de données
208 20	Bases de données
208 21	Bases de données non amortissables
208 8	Divers – autres immobilisations incorporelles
208 80	Divers – autres immobilisations incorporelles
208 81	Divers – autres immobilisations incorporelles non amortissables
214 0	Constructions sur sol d'autrui
214 1	Constructions sur sol d'autrui non amortissables

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 953 CM du 15 juillet 2015 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de juin 2015.

NOR : ISP1501040AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 14 février 2008 modifié portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est constaté au niveau de 107,96 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de juin 2015 (base 100 en décembre 2007).

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue
et de la politique numérique,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 954 CM du 15 juillet 2015 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de juin 2015.

NOR : ISP1501041AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés publics de toute nature, passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2510 CM du 30 décembre 2010 fixant les règles de variation des prix des marchés publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont constatés pour le mois de juin 2015 les index du bâtiment suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
0	0	Index général du Bâtiment et des Travaux Publics	BTP 00.0	108,29
1	1	Index général du Bâtiment	BTG 01.0	106,52
11	2	Index général du Gros œuvre	BGO 01.0	106,20
1101	3	Gros œuvre, béton armé sur Tahiti	BGO 02.1	106,41
1102	3	Gros œuvre, béton armé hors Tahiti	BGO 02.2	106,32
1103	3	Charpente métallique	BGO 03.1	104,60
1104	3	Charpente bois	BGO 03.2	109,99
1105	3	Couvertures métalliques	BGO 04.1	106,44
1106	3	Couvertures végétales	BGO 04.2	123,39
1107	3	Étanchéité multicouche bitume	BGO 05.1	107,27
1108	3	Étanchéité multicouche résine	BGO 05.2	108,03
1109	3	Photovoltaïque - Installation en toiture sans Stockage	BGO 06.1	78,43
1110	3	Photovoltaïque - Installation en toiture avec Stockage	BGO 06.2	92,79
12	2	Index général du Second œuvre	BSO 01.0	106,93
1201	3	Revêtement carrelage	BSO 02.1	103,83
1202	3	Revêtement parquet	BSO 02.2	96,46
1203	3	Revêtement souple	BSO 02.3	107,26
1204	3	Menuiseries bois	BSO 03.1	112,12
1205	3	Menuiseries aluminium	BSO 03.2	114,86
1206	3	Plomberie - Installation sanitaire	BSO 04.1	103,19
1207	3	Plomberie - Installation solaire	BSO 04.2	98,78
1208	3	Installation par climatisation individuelle	BSO 05.1	106,06
1209	3	Installation par climatisation centralisée	BSO 05.2	108,94
1210	3	Installation frigorifique	BSO 05.3	112,24
1211	3	Ventilation	BSO 05.4	105,37
1212	3	Installation électrique courant fort	BSO 06.1	105,96
1213	3	Installation électrique courant faible	BSO 06.2	102,46
1214	3	Peinture	BSO 07.0	107,64
1215	3	Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea	BSO 08.1	105,58
1216	3	Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea	BSO 08.2	106,42

Article 2. - Sont constatés pour le mois de juin 2015 les index des travaux publics suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
2	1	Index général des Travaux Publics	TPG 01.0	110,57
21	2	Index général du Génie civil	TGC 01.0	110,74
2101	3	Ouvrage d'art	TGC 02.0	106,06
2102	3	Fondations spéciales terrestres béton	TGC 03.1	109,78
2103	3	Fondations spéciales terrestres métallique	TGC 03.2	107,27
2104	3	Fondations spéciales maritimes béton	TGC 03.3	106,83
2105	3	Fondations spéciales maritimes métallique	TGC 03.4	102,93
2106	3	Dragages maritimes	TGC 04.0	105,16
2107	3	Routes et aéroports, voiries et réseaux divers	TGC 05.0	109,27
2108	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats sur Tahiti	TGC 06.1	114,34
2109	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats hors Tahiti	TGC 06.2	112,00
2110	3	Réseaux d'assainissement	TGC 07.1	106,77
2111	3	Station de pompage et de traitement	TGC 07.2	109,14
2112	3	Réseaux sous pression enterrés	TGC 07.3	107,99
2113	3	Travaux d'électrification aériens	TGC 08.1	103,73
2114	3	Travaux d'électrification souterrains	TGC 08.2	109,42
2115	3	Travaux de câblage télécom aériens	TGC 08.3	101,70
2116	3	Travaux de câblage télécom souterrains	TGC 08.4	106,48
22	2	Index général des Travaux Spécialisés	TTS 01.0	109,44
2201	3	Terrassement	TTS 02.1	112,03
2202	3	Enrochement	TTS 02.2	108,11
2203	3	Concassage	TTS 02.3	107,36
2204	3	Dynamitage	TTS 02.4	134,75
2205	3	Sondages et forages	TTS 03.0	109,45
2206	3	Protection Talus - Aménagement par gunitage	TTS 04.1	107,46
2207	3	Protection Talus - Aménagement par grillage de protection	TTS 04.2	107,25
2208	3	Protection Talus - Aménagement par végétalisation	TTS 04.3	113,27
2209	3	Photovoltaïque - Installation complète avec Infrastructure et Stockage	TTS 05.0	98,52

Article 3. - Sont constatés pour le mois de juin 2015 les index fusionnés suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	Index
3101	3	Gros œuvre, béton armé	FUSBT 01.0	106,38
3102	3	Étanchéité multicouche	FUSBT 02.0	107,58
3103	3	Plomberie sanitaire	FUSBT 03.0	102,75
3104	3	Ventilation et conditionnement d'air	FUSBT 04.0	108,27
3105	3	Électricité	FUSBT 05.0	105,26
3106	3	Index ingénierie	FUSBT 06.0	105,83
3201	3	Ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales	FUSTP 01.0	106,22
3202	3	Terrassements généraux	FUSTP 02.0	110,07
3203	3	Travaux d'enrobés, fabrication et mise en œuvre (avec fourniture de bitume et de granulats)	FUSTP 03.0	113,87
3204	3	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture	FUSTP 04.0	107,85
3205	3	Réseaux d'électrification	FUSTP 05.0	105,81

Article 4. - Est constaté pour le mois de juin 2015 l'index PSD suivant en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	Index
5101	3	Produits et services divers	PSD HT	102,82

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue
et de la politique numérique,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 955 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Rurutu 2015 organisé en juillet 2015.

NOR : ART1500759AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de M. Edwin Roomataaroa, président de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini, en date du 15 mai 2015 pour l'exercice 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP) en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini pour le financement des prix des concours artisanaux du Heiva I Rurutu 2015 organisé en juillet 2015.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-05, article 657-4, exercice 2015, centre de travail 825-F.

Art. 3.— L'association Manureva I Te Rai Matua Tini percevra un premier versement de 50 % du montant de la subvention, soit *cent vingt-cinq mille francs CFP* (125 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Un deuxième versement correspondant à 40 % du montant de la subvention, soit *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP), sera effectué sur justification d'utilisation de l'avance, et le solde, soit *vingt-cinq mille francs CFP* (25 000 F CFP), sur production des pièces justifiant des dépenses à hauteur du montant de la subvention attribuée.

Art. 4.— L'association Manureva I Te Rai Matua Tini s'engage à produire dans un délai de six mois à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service de l'artisanat traditionnel attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Manureva I Te Rai Matua Tini et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Pour le ministre
de la jeunesse et des sports, absent :
*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 956 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini au titre de l'organisation des concours agricoles du Heiva I Rurutu 2015.

NOR : SDR1500776AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini du 20 avril 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quatre cent mille francs CFP* (400 000 F CFP) en faveur de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini pour contribuer au financement des concours agricoles au titre du Heiva 2015 dans la commune de Rurutu.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 657-4, centre de travail 740-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de l'association Manureva I Te Rai Matua Tini selon les modalités suivantes et dans les conditions déterminées par une convention séparée :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- et le solde de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de l'utilisation de la première fraction perçue.

Art. 4.— L'association s'engage à produire dans un délai de 6 mois à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du développement rural attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les obligations et objectifs à atteindre par l'association Manureva I Te Rai Matua Tini.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera notifié à l'association Manureva I Te Rai Matua Tini et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Pour le ministre
de la jeunesse et des sports, absent :
*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

CONVENTION N°

/ MJS du

définissant les obligations de l'Association Manureva i te rai matua tini et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour financer la foire agricole organisée dans le cadre du Heiva i Rurutu 2015

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 684/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009, modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 05 décembre 2014, modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010, modifié, portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009, modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de l'Association Manureva i te rai matua tini du 20 avril 2015 ;

Vu l'arrêté n° **0956** /CM du **5 JUL. 2015** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Manureva i te rai matua tini pour financer la foire agricole organisée dans le cadre du Heiva i Rurutu 2015 ;

ENTRE :

La Polynésie française représentée par le Ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel
René TEMEHARO

d'une part,

ET :

L'Association Manureva i te rai matua tini N°Tahiti 427 872, représentée par Monsieur Edwin ROOMATAAROA, son Président,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'Association Manureva i te rai matua tini, créée le 07 janvier 1998, s'est donnée pour objet d'apporter sa contribution aux associations de développement dans les domaines culturel, social, économique, sportif et environnemental de la commune de Rurutu.

C'est à ce titre qu'elle réalise, au titre du Heiva qui se déroulera du 03 au 18 juillet 2015, une foire agricole au cours de laquelle seront exposées et récompensées les plus belles productions proposées par les exploitants de la commune.

Les dépenses afférentes à la foire agricole représentent un budget de 400 000 FCP. Pour contribuer au financement de ces dépenses, l'association sollicite l'aide financière du ministère de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels.

L'initiative de l'association s'inscrit dans les objectifs de politique sectorielle de promotion des activités et des productions agricoles, notamment dans les îles périphériques de Tahiti. Aussi, est-il proposé de soutenir ce projet en accordant à l'association Manureva i te rai matua tini une subvention de 400 000 FCP pour contribuer aux dépenses liées à l'organisation de cette manifestation.

La Polynésie française-ministère de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels soutient cette initiative qui s'inscrit dans les objectifs de politique sectorielle de promotion des activités et des productions agricoles, notamment dans les îles périphériques de Tahiti.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'Association Manureva i te rai matua tini et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement de 400 000 FCP (quatre cent mille francs) accordée par la Polynésie française pour financer la foire agricole organisée dans le cadre du Heiva 2015 dans la commune de Rurutu.

Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention

A l'exclusion de toutes autres dépenses, l'Association Manureva i te rai matua tini est tenue d'affecter la subvention reçue à la couverture des dépenses réalisées pour financer la foire agricole organisée dans le cadre du Heiva 2015 telles qu'elles sont définies dans la demande du 20 avril 2015.

Article 3. - Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte de :

- domiciliation : Banque Socrédo
- intitulé du compte : Association Manureva i te rai matua tini
- code Etablissement : 17469
- code guichet : 00015
- n° Compte : 70227000025
- clé RIB : 47

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Article 4. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- budget de la Polynésie française : 100
- exercice : 2015
- sous-chapitre : 965 01
- article : 6574

Article 5. - Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'Association Manureva i te rai matua tini et selon les modalités suivantes :

- Une 1^{ère} fraction de 50% deux cent mille francs pacifiques (200 000 FCP) à compter de la date de notification de l'arrêté attributif de subvention et de la signature de la convention par les parties ;
- Et le solde de 50% soit deux cent mille francs pacifiques (200 000 FCP) sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

L'Association Manureva i te rai matua tini s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50% auprès du service du développement rural, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté, dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement de ce dernier.

Article 6. - Remboursement

A défaut de présentation des justificatifs définis aux articles 2 et 5 ou dans les cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination ou un emploi non conforme aux dispositions de la présente convention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des crédits perçus.

Article 7. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Service du développement rural (SDR)

B.P. 100 , 98713 Papeete - Tahiti

Polynésie française – Tahiti – Pirae, rue Tuterai Tane

Tél. : (689) 42 81 44, Fax. : (689) 42 08 31

Email : sdr.dir@rural.gov.pf

Association Manureva i te rai matua tini

BP 84 Moerai-Rurutu

Tél. : (689) 40 93 02 30, (689) 87 79 88 09

Article 8. - Litiges

Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sont portés, au gré de la partie la plus diligente et après vaine tentative de conciliation amiable, devant la juridiction compétente de Papeete – Tahiti.

Article 9. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie, au jour de la signature, en 5 exemplaires originaux (REG-MIN-ASSOCIATION Manureva i te rai matua tini -SDR-DBF) pour une période de 12 mois.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Le Président

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de la jeunesse et des sports,
*chargé des relations avec
l'Assemblée de la Polynésie française
et le Conseil économique, social et culturel*

Edwin ROOMATAAROA

René TEMEHARO

ARRETE n° 957 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de trois emplacements du domaine public maritime sis à Raiatea, au profit de l'Etat, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC).

NOR : DAF1520282AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 840089 DIR/SREIDD du 31 octobre 2014 du directeur du service d'Etat de l'aviation civile ;

Vu la lettre n° 840111 DIR/SREIDD du 16 décembre 2014 du directeur du service d'Etat de l'aviation civile ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre de la sécurité du trafic aérien sur l'aérodrome de Raiatea et de la réglementation de la navigation maritime, sont affectés au profit de l'Etat, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC), les trois emplacements du domaine public maritime dont les coordonnées GPS sont précisées ci-après, tels que lesdits emplacements figurent sur les plans SREIDD n° 4779, n° 4780, n° 4783-01, n° 4783-02, n° 4783-03 et le descriptif des ouvrages joints à la demande du 16 décembre 2014 et détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine :

- emplacement 1 : 16°43.457'S et 151°28.463'W ;
- emplacement 2 : 16°43.494'S et 151°28.506'W ;
- emplacement 3 : 16°43.546'S et 151°28.552'W.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation et l'entretien d'un balisage maritime.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations.

Art. 4. — Le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC), conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de

gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 958 CM du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015 autorisant la rétrocession à titre gratuit et en toute propriété, par la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française, d'emprises dépendant de la terre Paparoa, sises commune de Papeete et de Pirae, au profit de la Polynésie française puis transfert au profit de l'Office polynésien de l'habitat.

NOR : DAF1520284AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'acte administratif de cession au franc symbolique du 1er juin 2005 transcrit le 27 juin 2005 au volume 3005 n° 5, modifié par acte transcrit le 26 décembre 2006 au volume 3178 n° 15 ;

Vu la lettre n° 20120416103906592 du 16 avril 2012 du directeur général par intérim de l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la lettre n° 160 bis/PCA/eb du 24 mai 2012 du président de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) ;

Vu le point 5 de l'extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 21 mai 2012 de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) ;

Vu la lettre n° 20120524252628 OPH/DFC/MJ du 24 mai 2012 du directeur général par intérim de l'Office polynésien de l'habitat (OPH) ;

Vu la lettre n° 2015021302-2015 DT-MOS/ST/rh du 13 février 2015 de la directrice générale par intérim de l'Office polynésien de l'habitat (OPH) ;

Vu l'attestation du 25 mai 2012 du président de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 13 juin 2012 ;

Vu l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015 ;

Vu la lettre n° 3356 PR du 10 juin 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 juin 2015 ;

Vu l'avis n° 90-2015 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 16 juin 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'intitulé de l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015, les mots : "de Papeete et" sont supprimés.

Art. 2.— A l'article 1er de l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015, un dernier alinéa ainsi rédigé est inséré :

"C - La passerelle piétonne et le pont routier, édifiés au-dessus du domaine public fluvial de la Hamuta permettant l'accès aux emprises, sises commune de Pirae."

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 556 CM du 6 mai 2015 est modifié comme suit : "La valeur vénale des biens listés à l'article 1er du présent arrêté est fixée à la somme de *trois cent seize millions deux cent vingt-cinq mille huit cents* CFP (316 225 008 F CFP) répartis comme suit :

A - pour le foncier :

- cent quatre-vingt-neuf millions trente et un mille huit cent cinquante-quatre francs CFP (189 031 854 F CFP).

B - pour les ouvrages :

- quarante-sept millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quarante-trois francs CFP (47 697 743 F CFP) pour la station d'épuration ;
- un million quatre-vingt-seize mille cinq cent trente-quatre francs CFP (1 096 534 F CFP) pour la passerelle piétonne ;
- soixante-dix-huit millions trois cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent soixante-dix-sept francs CFP (78 398 877 F CFP) pour le pont routier.”.

Art. 4. — Le reste est sans changement.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française et à l'Office polynésien de l'habitat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 959 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de la terre Tefaurai parcelle, Pouhono, cadastrée commune de Faa'a, section C, n° 198, au profit de la commune de Faa'a.

NOR : DAF1520350AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 147146-30.2 DEST/ETU-rw du 24 février 2015 de la commune de Faa'a ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — La terre Tefaurai parcelle, Pouhono, cadastrée commune de Faa'a, section C n° 198, d'une superficie de 511 mètres carrés, est affectée au profit de la commune de Faa'a, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 18 juin 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation d'un ponceau, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Les valeurs comptable et vénale de la parcelle affectée sont fixées selon le tableau suivant :

Référence cadastrale : C n° 198.

N° de bien (Polygf) : -

Superficie : 511 mètres carrés.

Valeur comptable (900 F CFP/m²) : 459 900 F CFP.

Valeur vénale (13 000 F CFP) : 6 643 000 F CFP.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — La commune de Faa'a, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 960 CM du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 701 CM du 11 juin 2002 portant affectation des parcelles domaniales n° 6 et n° 8 cadastrées commune de Papara, section BC, composées par les lots n° 9 et n° 10 du lot 5 de la propriété Bozerand, au profit de la commune de Papara.

NOR : DAF1520370AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-11 du 26 février 2015 du conseil municipal de Papara ;

Vu la lettre n° 266-2015 IJSPF du 12 juin 2015 du président du conseil d'administration de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 701 CM du 11 juin 2002 portant affectation des parcelles domaniales n° 6 et n° 8 cadastrées commune de Papara, section BC, composées par les lots n° 9 et n° 10 du lot 5 de la propriété Bozerand, au profit de la commune de Papara, est abrogé.

Art. 2. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Papara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 961 CM du 15 juillet 2015 portant affectation de deux emplacements du domaine public maritime sis sur l'île de Mangareva, au droit de la parcelle cadastrée commune de Gambier, section AI, n° 41 d'une superficie de 7 934 mètres carrés, au profit de l'Etat (ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française).

NOR : DAF1520356AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la demande de l'Etat (ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française) n° 4349-2 COMGEND/BSF/SIL du 5 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectés au profit de l'Etat (ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française), deux emplacements du domaine public maritime constituant une superficie totale de 120 mètres carrés sis sur l'île de Mangareva, au droit de la terre Taiorogo, Havaiki, Auokura, cadastrée commune de Gambier, section AI, n° 41 d'une superficie de 7 934 mètres carrés ; tel que le tout figure sur les documents techniques joints à sa demande et détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la caserne de la gendarmerie de Rikitea qui comprennent les réalisations suivantes :

- le prolongement du ponton existant, occupant actuellement une emprise d'une superficie de 30 mètres carrés, par une extension de 30 mètres carrés supplémentaire, soit une emprise totale de 60 mètres carrés ;
- l'adaptation de la rampe de mise à l'eau par une extension d'une superficie identique à celle du ponton, soit une emprise totale de 60 mètres carrés.

Ces projets devront être réalisés dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4. — Le ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etat, ministère de l'intérieur, commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 962 CM du 15 juillet 2015 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur du lycée Paul-Gauguin pour financer la réalisation d'un court métrage "Social wild web" évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.

NOR : DCF1500689AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'aide financière n° 2015-117 JL/kmr du lycée Paul-Gauguin en date du 27 mars 2015 ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignements de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignements ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *deux cent quatre-vingt-dix mille francs* (290 000 F CFP) en faveur du lycée Paul-Gauguin pour financer la réalisation d'un court métrage "Social wild web" évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 971-03, article 657-4, centre de travail 8270-F.

Art. 3.— Le versement de l'aide financière s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 145 000 F CFP (*cent quarante-cinq mille francs CFP*) à compter de la date de la signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit 145 000 F CFP (*cent quarante-cinq mille francs CFP*) sur présentation des pièces justificatives d'utilisation de la totalité du premier versement.

Art. 4.— Le lycée Paul-Gauguin s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la délégation à la famille et à la condition féminine attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et les obligations à atteindre par le lycée Paul-Gauguin au moyen du financement obtenu dans le cadre du projet présenté.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre
du travail, des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

CONVENTION N°

/ MTS du

Relative à la réalisation d'un court métrage « social wild web »
évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la loi de pays n°2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n°88-145AT du 20 octobre 1988 modifiée, portant création des établissements publics d'enseignements de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n°2014-125APF du 05 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n°732/CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n°691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi du pays n°2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° /CM du approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur du Lycée Paul Gauguin pour financer la réalisation d'un court métrage « social wild web » évoquant les dangers d'internet chez les adolescents ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la Délégation à la famille et à la condition féminine, représentée par le Ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine Madame Priscille, Tea FROGIER,

d'une part,

ET :

Le Lycée Paul Gauguin représenté par le Proviseur de l'établissement, Madame Josiane LUSSIANA

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Dans la continuité de la campagne « Stop aux violences dans les jeunes couples » qui a eu lieu du 25 novembre 2014 au 20 février 2015, la Délégation à la famille et à la condition féminine élabore une mallette pédagogique à destination des établissements scolaires publics et privés du second degré.

Cette mallette pédagogique met l'accent sur cinq thématiques : la sexualité, la communication, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le respect et la confiance.

La présente convention est destinée à permettre la réalisation d'un court métrage intitulé « social wild web » qui sera intégré à la mallette pédagogique et évoquant les dangers d'internet chez les adolescents élaboré par des élèves du Lycée Paul Gauguin.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention est destinée à encadrer l'octroi d'une subvention pour la réalisation d'un court métrage intitulé « social wild web », évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.

Il sera réalisé par des élèves du Lycée Paul Gauguin accompagnés par des professionnels dans le cadre de l'enseignement de l'audiovisuel : LPG Prod.

Il sera livré dans le cadre de la mallette pédagogique mise en place par la Délégation à la famille et à la condition féminine.

Article 2. - Cession des droits

Le Lycée Paul Gauguin s'engage à céder l'intégralité des droits d'exploitation du court métrage « social wild web » à la Délégation à la famille et à la condition féminine pour l'utilisation et l'illustration de la mallette pédagogique.

Ce court métrage pourra être diffusé à des fins préventives, informatives et non commerciales par la Délégation à la famille et à la condition féminine et ses différents partenaires.

Article 3. - Les modalités de versement de l'aide financière

La Polynésie française octroie une subvention d'un montant de deux cent quatre vingt dix mille francs (290 000 F CFP) au Lycée Paul Gauguin pour la réalisation du court métrage intitulé « social wild web » évoquant les dangers d'internet chez les adolescents.

Le versement de l'aide financière s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Une première fraction de 50 % soit 145 000 F CFP (cent quarante cinq mille francs) à compter de la date de la signature de la convention par les parties ;
- Le solde de 50 % soit 145 000 F CFP (cent quarante cinq mille francs) sur présentation des pièces justificatives d'utilisation de la totalité du 1^{er} versement.

Article 4. - Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte de :

- Domiciliation : POLYNESIE FRANCAISE
- Intitulé du compte : Ets LYCEE PAUL GAUGUIN
- Code Etablissement : 10071
- Code guichet : 98401

- N° Compte : 00001000130
- Clé RIB : 09

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 5. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2015
- Sous-Chapitre : 97103
- Article : 657-4

Article 6. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Délégation à la famille et à la condition féminine

B.P. 2551, 98713 Papeete – Tahiti

Polynésie française – 5 rue commandant Destremeau, immeuble Juventin

Tél. : 40 800 040, Fax. : 40 800 047

Email : secretariat@femmes.gov.pf

Lycée Paul Gauguin

B.P. 126, 98713 Papeete – Tahiti

Polynésie française – Rue de l'Ecole Centrale

Tél. : 40 540 454, Fax. : 40 540 064

Email : direction@lyclpg.ensec.edu.pf

Article 7. - Règlement des litiges

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc).

Article 8. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie, au jour de la signature 3 exemplaires originaux dont 1 LPG, 1 MTS et 1 DFCF. Elle peut être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le . Fait à , le .

Pour le Lycée Paul Gauguin

Le Proviseur ¹

Josiane LUSSIANA

Pour la Polynésie française

Le Ministre

du travail, des solidarités
et de la condition féminine

Priscille, Tea FROGIER

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

ARRETE n° 963 CM du 15 juillet 2015 portant transfert et modification de l'arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 autorisant l'occupation temporaire de trois emplacements du domaine public fluvial et de déclassement de diverses emprises du domaine public fluvial, sis dans la commune de Papara, au profit de la SCI Alohas.

NOR : DEQ1500486AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation des dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 portant occupation temporaire de trois emplacements du domaine public fluvial et de déclassement de divers emprises du domaine public fluvial, sis dans la commune de Papara, formulée par la SCI Romana ;

Vu la lettre de M. Léonard Puputauki datée du 3 juillet 2014 ;

Vu la lettre de M. Jean-Claude Hiro de Maeyer datée du 3 juillet 2014 ;

Vu l'avis de la commune de Papara par lettre n° 2014-955-DGS/yB du 9 juillet 2014 ;

Vu l'avis des membres de la commission du domaine public du 4 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'occupation temporaire de trois emplacements du domaine public fluvial et de déclassement de diverses emprises du domaine public fluvial dans la commune de Papara, accordée initialement par arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 à la SCI Romana, est transférée au profit de la SCI Alohas.

Art. 2. — Les droits et obligations issus de l'autorisation accordée par l'arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 à la SCI Romana sont transférés à la SCI Alohas. Ce transfert est autorisé pour la période restant à courir soit jusqu'au 27 juin 2022.

Art. 3. — Il est inséré l'article 6-1 à l'arrêté n° 878 CM du 28 juin 2013 susvisé ainsi rédigé :

La présente autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle de *vingt-deux mille sept cent quarante francs CFP* (22 740 F CFP), à compter de la date du présent arrêté.

Néanmoins, la Polynésie française se réserve le droit de fixer, par la suite, une autre redevance en cas d'adoption d'un nouveau texte réglementaire. Le montant de cette redevance sera fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Le montant de la redevance due est versé trimestriellement à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 4. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 964 CM du 15 juillet 2015 portant modification de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2015-2016.

NOR : DEE1501024AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 conclue entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu l'avis du comité technique paritaire des enseignements secondaires en sa séance du 11 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les modifications de la carte scolaire des enseignements du second degré pour l'année scolaire 2015-2016 sont arrêtées conformément au tableau n° 1 annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

TABLEAU N°1 annexé à l'arrêté n° 0964 /CM du 15 JUL. 2015

**MODIFICATION DE LA CARTE SCOLAIRE DES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRE
POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016**

**MODIFICATIONS DES STRUCTURES PEDAGOGIQUES
DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE LA POLYNESIE FRANCAISE D'ENSEIGNEMENT
POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016**

ETABLISSEMENT	TYPE	Nombre de division(s) Nature de la formation, effectif concerné
CETAD ATUONA	Réouverture	1 division de 1ère année CAPD « Gestion et entretien en milieu marin » (8 élèves)
	Fermeture	1 division de 2ème année CAPD « Gestion et entretien en milieu marin » (-7 élèves)
	Regroupement de sections	1ère année et 3ème année CAPD « Gestion et entretien en milieu marin » (8+6 élèves)
CETAD MATAURA	Regroupement de sections	2ème et 3ème année CAPD « Activités familiales, artisanales et touristiques » (5+2 élèves)
		2ème et 3ème année CAPD « Gestion et entretien de la petite exploitation rurale » (10+6 élèves)
CETAD RANGIROA	Regroupement de sections	Section professionnelle « gravure sur nacre » classe unique (17 élèves)
CETAD TAIOHAE	Regroupement de sections	Section professionnelle « sculpture sur bois » classe unique (10 élèves)
		2ème et 3ème année CAPD « Activités familiales, artisanales et touristiques » (4+4 élèves)
		2ème et 3ème année CAPD « Gestion et entretien en milieu marin » (4+6 élèves)
CETAD UA POU	Regroupement de sections	2ème et 3ème année CAPD « Activités familiales, artisanales et touristiques » (6+4 élèves)
		2ème et 3ème année CAPD « Construction et entretien du bâtiment » (12+6 élèves)
SEP du Lycée Hôtelier de TAHITI	Réduction de capacité d'accueil	0,5 division de deuxième année de CAP « services hôtelier » (de 24 à 12 élèves) ;
	Montée pédagogique	0,5 division de deuxième année de CAP « service en café brasserie » (12 élèves) ;
	Fermeture	Brevet professionnel « Gouvernante » (-12 élèves) ;
	Montée pédagogique	1 division de deuxième année Brevet professionnel « Gouvernante » (12 élèves) ;
	Fermeture	CAP employé de vente option A « produits alimentaires » (-12 élèves)
Lycée Polyvalent Tuianu LE GAYIC	Montée pédagogique	1 division de 2ème année classe préparatoire « Economie commerce option technologique » (15 élèves) ;

SEP du Lycée Polyvalent Tuianu LE GAYIC	Réduction de capacité d'accueil	0,5 division de terminale de baccalauréat professionnel 3 ans « Gestion- administration » (de 32 à 16 élèves) ;
	Augmentation de capacité d'accueil	0,5 division de terminal de baccalauréat professionnel 3 ans « Exploitation des transports » (de 16 à 32 élèves) ;
Lycée Professionnel de FAAA	Réduction de capacité d'accueil	1 division de seconde de baccalauréat professionnel 3 ans « Technicien menuisier agenceur » (de 24 à 15 élèves) ;
	Réduction de capacité d'accueil	1 division de terminale de baccalauréat professionnel 3 ans « Technicien de chaudronnerie industriel » (de 30 à 15 élèves) ;
	Montée pédagogique	1 division de première de baccalauréat professionnel 3 ans « Métiers de la sécurité » (15 élèves) ;
	Montée pédagogique	1 division de première de baccalauréat professionnel 3 ans « aménagement et finition du bâtiment (15 élèves).
	Fermeture	1 division de deuxième année de CAP « agent de prévention, sécurité » (- 13 élèves) ;
Lycée Professionnel de MAHINA	Réduction de capacité d'accueil	0,5 division de deuxième année de CAP « Installateur sanitaire » (de 24 à 12 élèves).

Ces mesures prévisionnelles sont susceptibles d'ajustement en fonction des inscriptions et des affectations constatées à la rentrée scolaire.

NOR : CHP1501013AC

Par arrêté n° 947 CM du 15 juillet 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 1-2015 CHPF du 31 mars 2015 autorisant la prise en charge de la participation du président du conseil d'administration au congrès de la Fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud.

DELIBERATION N° 01/2015/CHPF

**Autorisant la prise en charge
de la participation du président du conseil d'administration
au congrès de la Fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNESIE FRANCAISE

- Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 Novembre 1983 modifiée de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale relative à la création d'un Établissement Public dénommé " CENTRE HOSPITALIER TERRITORIAL DE LA POLYNESIE FRANCAISE " (Hôpital de MAMAO) ;
- Vu l'arrêté n° 0999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du " Centre Hospitalier territorial de la Polynésie française " ;
- Vu l'arrêté n° 580 CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 300 CM du 18 mars 2015, portant nomination de Monsieur Sébastien PETIT en qualité de commissaire de gouvernement du Centre Hospitalier de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1167 CM du 06 août 2014, portant nomination de Monsieur Christophe BOURIAT en qualité de Directeur du Centre Hospitalier de la Polynésie française ;
- Vu le programme du quatrième congrès de la Fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud ;

APRES EN AVOIR DELIBERE EN SA SEANCE DU 31 MARS 2015

A D O P T E :

Article 1^{er} : Est autorisée la prise en charge par le budget de l'établissement du déplacement du président du conseil d'administration au quatrième congrès de la fédération hospitalière du Pacifique Sud.

Dans ce cadre, il bénéficie des mêmes droits et est soumis aux mêmes contraintes que les agents du CHPF en mission.

Article 2 : Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au Haut-commissaire de la République et publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le président,
Patrick HOWELL.

Un administrateur,
Dr Lionel BESSOUT.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 469 PR du 9 juillet 2015 attribuant une dérogation à l'heure limite de fermeture du débit de boissons dénommé Tendance Tahiti Club exploité par M. Yann Buffat.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce de boissons ;

Vu l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié fixant les heures d'ouverture des débits de boissons ;

Vu la charte de bonne conduite des discothèques du 1er juin 2012 ;

Vu l'engagement de M. Yann Buffat, exploitant la discothèque Tendance Tahiti Club de respecter la charte de bonne conduite des discothèques en date du 11 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 2 de l'arrêté n° 2829 AA du 27 novembre 1961 modifié susvisé, l'heure limite de fermeture du débit de boissons dénommé Tendance Tahiti Club exploité par M. Yann Buffat, situé rue des Ecoles, est fixée, à titre dérogatoire, à 5 heures 30 du matin tous les jours. A compter de 4 heures du matin, la vente de boissons alcooliques et d'alimentation est formellement interdite.

Art. 2. — Il peut être mis fin à tout moment à la présente dérogation en cas de non-respect des engagements pris au titre de la charte de bonne conduite des discothèques

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue
et de la politique numérique,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 470 PR du 13 juillet 2015 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels, pendant l'absence de M. Frédéric Riveta du 13 au 20 juillet 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 472 PR du 13 juillet 2015 portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/S G du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés pour 2 années, dans les conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié précité, membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels :

1° En qualité de représentants des agences de voyages et des bureaux d'excursions :

Membres titulaires :

- Mme Diana Chin Choi ;
- Mme Lya Cowan ;
- Mme Maeva Siu.

Membres suppléants :

- Mme Shelagh Bennett ;
- M. Emmanuel Bonifait ;
- Mme Tekura Mulliez.

2° En qualité de représentants des transporteurs aériens internationaux :

Membre titulaire : M. Alex Hervet.

Membre suppléant : Mme Christel Bole.

3° En qualité de représentants des transporteurs aériens domestiques

Membre titulaire : Mme Jessica Deschamps.

Membre suppléant : Mme Vairani Tetaria.

4° En qualité de représentants de l'hôtellerie :

Membre titulaire : M. Didier Lamoot.

Membre suppléant : M. Thierry Buttaud.

5° En qualité de représentants des organismes de garantie financière :

Membre titulaire : Mme Moea Doligez.

Membre suppléant : M. Alain Calmels.

Art. 2. — L'arrêté n° 537 PR du 16 juillet 2013 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation
de l'administration
et de la fonction publique,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE
ET DE LA POLITIQUE NUMERIQUE**

**ARRETE n° 5543 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant
extension des renouvellements de 88 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES
RENOUVELLEMENTS DE 88 MARQUES FRANCAISES**

BOPI n° 2015-20 du 15/05/2015

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : HEINEKEN ENTREPRISE, société par actions simplifiée, 2 rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 414 842 062
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 36 437 - 36 441 - 642 557 - 642 560
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 472
Marque française
Signe concerné : GEORGE KILLIAN'S (semi-figurative)
Date du dépôt : 6 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : HEINEKEN ENTREPRISE, société par actions simplifiée, 2 rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 414 842 062
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 16 511 - 36 441 - 642 557 - 642 560
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 473
Marque française
Signe concerné : GEORGE KILLIAN LETT
Date du dépôt : 6 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
Déclarant : OLIVER RUBBER COMPANY, One Parkway South, 29615 GREENVILLE, South Carolina, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 891
Marque française
Signe concerné : OLIVER
Date du dépôt : 11 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : MONT BLANC FRANCE, Société par actions simplifiée à associé unique, 24-30 rue Claude Bernard, 35400 SAINT-MALO
No SIREN : 440 720 597
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 804 - 407 614
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Weinstein, Mme Guthmann Camille, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 299 035
Marque française
Signe concerné : AUTOMAXI
Date du dépôt : 12 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11, 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : SHIMANO INC, Société régie selon les lois du JAPON, 77, Oimatsu-cho, 3-cho, Sakai-shi OSAKA, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 299 430
Marque française
Signe concerné : S SHIMANO
Date du dépôt : 15 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 11, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
Déclarant : SARREGUEMINES VAISSELLE, Société par actions simplifiée – Société à associé unique, 28, rue de la Faïencerie, 71160 DIGOIN
No SIREN : 302 219 837
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 182 026 - 531 225
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 299 552
Marque française
Signe concerné : PYROBLAN
Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/27
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DE CONSERVE, société

d'intérêt collectif agricole à forme anonyme, Kerlurec, Saint-Léonard Nord, 56450 THEIX
 No SIREN : 652 008 632
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 299 572
 Marque française
 Signe concerné : LES LEGUMIERES
 Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
 Déclarant : KWINTET FRANCE, Société par actions simplifiée, 320, rue Georges Foulc, 69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
 No SIREN : 955 512 074
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET DEGRET, Mme. Magali CLAIR-MOULY, 24, place du Général Catroux, 75017 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 299 598
 Marque française
 Signe concerné : CLEMIX
 Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 10, 24, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
 Déclarant : SOCIETE DES EDITIONS GRASSET ET FASQUELLE, Société Anonyme, 61 Rue des Saints Pères, 75006 PARIS
 No SIREN : 562 023 705
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MARKPLUS INTERNATIONAL, M. ALLARD Paul-Eric, 39 Rue Fessart, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 300 392
 Marque française
 Signe concerné : LE SAGITTAIRE
 Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : CITIGROUP, INC., 399 Park Avenue, 10043 NEW YORK, New York, Etats-Unis d'Amérique
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 434 169
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 300 504

Marque française
 Signe concerné : CITICORP
 Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/11
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
 Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
 No SIREN : 420 624 777
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 394 286 - 507 782 - 621 532
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 300 619
 Marque française
 Signe concerné : CANAL+ (semi-figurative)
 Date du dépôt : 27 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 25, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : BONDUELLE, Société par Actions Simplifiée, LA WOESTYNE, 59173 RENESCURE
 No SIREN : 445 450 174
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme DEJARDINS BERENICE, 31 RUE DES POISSONCEAUX, CS 40009, 59044 LILLE CEDEX.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 345
 Marque française
 Signe concerné : CROQ'SALADE
 Date du dépôt : 4 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : BONDUELLE, Société par Actions Simplifiée, LA WOESTYNE, 59173 RENESCURE
 No SIREN : 445 450 174
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme DEJARDINS BERENICE, 31 RUE DES POISSONCEAUX, CS 40009, 59044 LILLE CEDEX.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 357
 Marque française
 Signe concerné : PIPADOU
 Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/16
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : VANRULLEN UNISER, Société par Actions Simplifiée, Espace Galilée, Cellule 6 bis, 67 avenue des Nations Unies, Z.I., 59270 BAILLEUL
 No SIREN : 327 697 736
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet LAURENT & CHARRAS, M. SCICLUNA Julien, Le Contemporain, 50 Chemin de la Bruyère, 69574 DARDILLY Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 879
 Marque française
 Signe concerné : UNISEROL
 Date du dépôt : 7 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : VANRULLEN UNISER, Société par Actions Simplifiée, Espace Galilée - Cellule 6 bis, 67 avenue des Nations Unies, Z.I., 59270 BAILLEUL
 No SIREN : 327 697 736
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet LAURENT & CHARRAS, M. SCICLUNA Julien, Le Contemporain, 50 chemin de la Bruyère, 69574 DARDILLY Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 880
 Marque française
 Signe concerné : UNISEROL
 Date du dépôt : 7 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015
 Déclarant : KANEKA CORPORATION, société de droit japonais, 2-3-18, Nakanoshima, Kita-ku, OSAKA, Japon
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 302 176
 Marque française
 Signe concerné : KANEKA SILYL
 Date du dépôt : 13 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES
 No SIREN : 729 800 706
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 302 242
 Marque française
 Signe concerné : PLACOTANCHE
 Date du dépôt : 13 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 1, 17.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
 Déclarant : COOPERATION PHARMACEUTIQUE FRANCAISE EN ABRÉGÉ COOPER, Société par actions simplifiée, PLACE LUCIEN AUVERT, 77000 MELUN
 No SIREN : 399 227 636
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 240 592
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Regimbeau, Mme BOY Delphine, 20 rue de Chazelles, 75847 PARIS Cedex 17.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 304 814
 Marque française
 Signe concerné : MAG PLUS
 Date du dépôt : 26 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/01
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
 Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DE CONSERVE, société d'intérêt collectif agricole à forme anonyme, Kerlurec, Saint-Léonard Nord, 56450 THEIX
 No SIREN : 652 008 632
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 331 589
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 306 008
 Marque française
 Signe concerné : LE ROITELET
 Date du dépôt : 16 AVRIL 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015

Déclarant : SEIKO HOLDINGS KABUSHIKI KAISHA, Société régie selon les lois du JAPON, 5-11, Ginza 4-chome, Chuo-ku, TOKYO, Japon

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 306 080

Marque française

Signe concerné : SPORT TECH

Date du dépôt : 17 AVRIL 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : HEINEKEN ENTREPRISE, société par actions simplifiée, 2 rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 414 842 062

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 34 712 - 51 343 - 54 264 - 633 507

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 309 254

Marque française

Signe concerné : 33

Date du dépôt : 14 MAI 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : HEINEKEN ENTREPRISE, société par actions simplifiée, 2 rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 414 842 062

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 34 712 - 51 343 - 54 264 - 633 507

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 309 255

Marque française

Signe concerné : 33 EXPORT

Date du dépôt : 14 MAI 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015

Déclarant : SOCIÉTÉ DES HOTELS MERIDIEN, Société par actions simplifiée, Avenue du Maine, 75015 PARIS

No SIREN : 562 126 359

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 310 328

Marque française

Signe concerné : MERIDIEN

Date du dépôt : 24 MAI 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 19, 20, 37.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : BONGRAIN S.A., Société Anonyme, 42 rue Rieussec, 78220 VIROLFAY

No SIREN : 847 120 185

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SB ALLIANCE, Mme GOUBE Maude, 42 rue Rieussec, 78220 VIROFLAY.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 313 158

Marque française

Signe concerné : RAMBOL

Date du dépôt : 18 JUIN 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : TECHNISYNTHÈSE, Société à responsabilité limitée, 49110 SAINT-PIERRE-MONTLIMART

No SIREN : 302 135 256

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 313 733

Marque française

Signe concerné : TBS (semi-figurative)

Date du dépôt : 24 JUIN 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/45

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 14, 16, 20, 21, 22, 24, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : GE Healthcare Bio-Sciences AB, Société de droit suédois, 30 Björkgatan, UPPSALA SE 75184, Suède

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 187 253

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 315 132

Marque française

Signe concerné : PHASTSYSTEM

Date du dépôt : 4 JUILLET 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier

renouvellement a été publié : 05/49

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : Spirits International B.V., Société de droit Néerlandais, 3 Rue du Fort Rheinsheim, L 2419 LUXEMBOURG, Grand Duché du Luxembourg, Luxembourg

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 263 598 - 297 656

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Hirsch & Associés, Selarl d'Avocats, Mme Tévenin Emmanuelle, 137 rue de L'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 342 790

Marque française

Signe concerné : STOLICHNAYA RUSSIAN VODKA (semifigurative)

Date du dépôt : 11 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : CONTOUR PRODUCTS, INC, SOCIETE DE L'ETAT DE FLORIDE, 4625 Dwight Evans Road, 28217 CHARLOTTE, CAROLINE DU NORD, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet ORES, Mme FOSSOT Elisabeth, 36 Rue de Saint Pétersbourg, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 532 301

Marque française

Signe concerné : CONTOUR (semi-figurative)

Date du dépôt : 9 AOÛT 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 JANVIER 2015

Déclarant : MERZ NORTH AMERICA, Société de droit du Delaware (USA), 4215 Tudor Lane, 27410 GREENSBORO, North Caroline, United States of America

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Me Matthieu BERGUIG, Avocat à la Cour, SELARL REDLINK, 78 avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 555 903

Marque française

Signe concerné : COAPTITE

Date du dépôt : 31 JANVIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : FRANCOFOLIES, Société par actions simplifiée, 6 rue de la Désirée, 17000 LA ROCHELLE

No SIREN : 341 102 770

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 rue de Chazelles, 75847 PARIS CEDEX 17.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 243

Marque française

Signe concerné : ALLONS Z'ENFANTS DE LA ZIQUE

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 25, 26, 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : COMPTOIR NOUVEAU DE LA PARFUMERIE, société anonyme, 23, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS

No SIREN : 542 053 285

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HERMES INTERNATIONAL, Annick de CHAUNAC, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 267

Marque française

Signe concerné : 24 FAUBOURG (semi-figurative)

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES

No SIREN : 729 800 706

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 326

Marque française

Signe concerné : PLACODUR

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : PLACOPLATRE, société anonyme, 34 avenue Franklin-Roosevelt, 92150 SURESNES

No SIREN : 729 800 706

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 330

Marque française**Signe concerné :** LISAFAM**Date du dépôt :** 8 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/22**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 19,**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 FÉVRIER 2015**Déclarant :** OLIN CORPORATION, société organisée sous les lois de l'Etat de Virginie, 190 Carondelet Plaza, Suite 1530,

CLAYTON, MO 63105, St. Louis, ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 161**Marque française****Signe concerné :** FAIL SAFE**Date du dépôt :** 14 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/15**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 13.**Date de la déclaration de renouvellement :** 13 FÉVRIER 2015**Déclarant :** ANDRIEU Serge, 7 allée de Gibéléou, 64100

BAYONNE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IP SPHERE, M. RODHAIN Philippe, 8 cours Maréchal Juin, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 296**Marque française****Signe concerné :** BOUQUET DE CHOCOLAT**Date du dépôt :** 8 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/19**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 30.**Date de la déclaration de renouvellement :** 13 FÉVRIER 2015**Déclarant :** BRASSERIE DE TAHITI, B.P. 597, 98713 PAPEETE, TAHITI, Polynésie française**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

S.A. BRASSERIE DE TAHITI, B.P. 597, 98713 PAPEETE, TAHITI, Polynésie française.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 630**Marque française****Signe concerné :** HINANO TAHITI (semi-figurative)**Date du dépôt :** 13 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/27**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 30, 31, 32, 33.**Date de la déclaration de renouvellement :** 11 FÉVRIER 2015**Déclarant :** Montana Trademarks S.A.S., Société par Actions

Simplifiée, 137 Boulevard Malesherbes, 75017 PARIS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Società Italiana Brevetti, S.p.A., Mme Besati Barbara, 8 Via G. Carducci, 20123 MILANO MI, Italie.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 682**Marque française****Signe concerné :** MONTANA**Date du dépôt :** 16 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 14, 18, 21, 24, 25, 34, 40, 42.**Date de la déclaration de renouvellement :** 11 FÉVRIER 2015**Déclarant :** Montana Trademarks S.A.S., Société par Actions

Simplifiée, 137 Boulevard Malesherbes, 75017 PARIS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Società Italiana Brevetti, S.p.A., Mme Besati Barbara, 8 Via G. Carducci, 20123 MILANO MI, Italie.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 683**Marque française****Signe concerné :** CLAUDE MONTANA**Date du dépôt :** 16 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/25**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 14, 18, 21, 24, 25, 34, 40, 42.**Date de la déclaration de renouvellement :** 16 FÉVRIER 2015**Déclarant :** KOMPASS INTERNATIONAL, SA, 66 QUAI DU

MARECHAL JOFFRE, 92400 COURBEVOIE

No SIREN : 395 162 738**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

WILLEMANT AVOCATS, SELARL, M. Willemant Richard, 9 rue Royale, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné**No national ou No d'enregistrement :** 95 558 949**Marque française****Signe concerné :** K KOMPASS**Date du dépôt :** 17 FÉVRIER 1995**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/32**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.**Classes de produits et de services :** 9, 16, 35.**Date de la déclaration de renouvellement :** 13 FÉVRIER 2015**Déclarant :** FIAT AUTO S.p.A., société de droit italien, 200 Corso Giovanni Agnelli, 10135 TURIN, Italie**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

Registre National des Marques : 298 739 - 473 411

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BOETTCHER, Mlle LERAT Charlotte, 16 rue Médéric,

75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 391

Marque française

Signe concerné : TROFEO

Date du dépôt : 21 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : TARGET THERAPEUTICS, INC., société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 47201 Lakeview Boulevard, 94538 FREMONT, Etat de Californie, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 950

Marque française

Signe concerné : IDC

Date du dépôt : 23 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 394 286 - 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 077

Marque française

Signe concerné : CANALMULTIMEDIAS (verbale)

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 28, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : Red Bull GmbH, société de droit autrichien, Am Brunnen 1, 5330 FUSCHL AM SEE, Autriche

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Brandstock AG, Renewals Dept., Rueckertstr. 1, 80336 MUNICH, Allemagne.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 495

Marque française

Signe concerné : Red Bull Energy Drink & Device without

Trapezoid (semi-figurative)

Date du dépôt : 28 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : CONFORAMA HOLDING, Société Anonyme, 80 Boulevard du Mandinet, Lognes, 77432 MARNE LA VALLEE Cedex 2

No SIREN : 582 014 445

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 515

Marque française

Signe concerné : (figurative)

Date du dépôt : 28 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/09

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : COMPTOIR NOUVEAU DE LA PARFUMERIE, société anonyme, 23, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS

No SIREN : 542 053 285

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HERMES INTERNATIONAL, Annick de CHAUNAC, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 717

Marque française

Signe concerné : (figurative)

Date du dépôt : 1er MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : ERM-DELAWARE, INC., Société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, Suite 1300, 1105 North Market Street, Wilmington, DELAWARE 19801, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 935

Marque française

Signe concerné : ERM (semi-figurative)

Date du dépôt : 2 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : ERM-DELAWARE, INC., Société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, Suite 1300, 1105 North Market Street, Wilmington, DELAWARE 19801, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 560 936
Marque française
Signe concerné : ERM
Date du dépôt : 2 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAUREL BANK MACHINES CO., LTD., Société de droit japonais, No. 1-2, Toranomon, 1-chome, Minato-Ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 562 007
Marque française
Signe concerné : LAUREL BANK MACHINES
Date du dépôt : 9 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAUREL BANK MACHINES CO., LTD., Société de droit japonais, No. 1-2, Toranomon, 1-chome, Minato-Ku, Tokyo, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 562 008
Marque française
Signe concerné : LAUREL
Date du dépôt : 9 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : GAULME, Société par actions simplifiée, 325 Rue Saint Martin, 75003 PARIS
No SIREN : 380 681 833
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 291 751
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET PLASSERAUD, Mme DELAITRE Cecile, 52 Rue de la victoire, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 562 541
Marque française
Signe concerné : LE MALE
Date du dépôt : 13 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/20
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : ZIMMER, INC., société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 345 East Main Street, Warsaw, INDIANA 46580, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 562 691
Marque française
Signe concerné : LONGEVITY
Date du dépôt : 14 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/21
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : ORDRE DES AVOCATS A LA COUR DE PARIS, Ordre professionnel ou assimilé, 4 BOULEVARD DU PALAIS, 75001 PARIS
No SIREN : 302 979 075
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Regimbeau, Mme BOY Delphine, 20 Rue de Chazelles, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 562 876
Marque française
Signe concerné : Avocarte
Date du dépôt : 15 MARS 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Annick de CHAUNAC, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 563 974
Marque française

Signe concerné : TORSADÉ

Date du dépôt : 22 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HERMES INTERNATIONAL, Annick de CHAUNAC, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 563 975

Marque française

Signe concerné : HARNAIS

Date du dépôt : 22 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : RB PHARMACEUTICALS LIMITED, Société de droit britannique, 103-105 Bath Road, SLOUGH, SL1 3 UH, Royaume-Uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 400 506 - 615 429

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Marchais Associés, Mme Limouzy Emmanuelle, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 565 468

Marque française

Signe concerné : SUBUTEX

Date du dépôt : 31 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/37

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015

Déclarant : SHERATON INTERNATIONAL IP, LLC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, One StarPoint, Stamford, CONNECTICUT 06902, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 571 777

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 566 292

Marque française

Signe concerné : THE LUXURY COLLECTION

Date du dépôt : 5 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 41, 42, 43, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : COMMONWEALTH SCIENTIFIC AND INDUSTRIAL RESEARCH ORGANISATION, société régie selon les lois d'Australie, Limestone Avenue, ACT, 2601 CANBERRA, Australie
Déclarant : UNITED GRAIN GROWERS LIMITED, Société régie selon les lois du Canada, Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba, Canada

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 396 504

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 566 522

Marque française

Signe concerné : (figurative)

Date du dépôt : 6 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 14 rue de Saint Nazaire, 67000 STRASBOURG

No SIREN : 558 500 187

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc-Roger, 137 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 569 807

Marque française

Signe concerné : COLPHENE

Date du dépôt : 26 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/40

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : Abbott Laboratories, Société organisée selon les lois de l'Etat de l'Illinois, 100 Abbott Park Road, ABBOTT PARK 60064, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 581 370

Marque française

Signe concerné : SIMILAC ADVANCE

Date du dépôt : 20 JUILLET 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/47

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
Déclarant : INTERVOX SYSTEMES, Société par Actions Simplifiée, 5 rue Jean Nicot, 93500 PANTIN
No SIREN : 572 162 667
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 066
Marque française
Signe concerné : TWIN-CARE
Date du dépôt : 4 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/27
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 38, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : CAPSAUTO, société anonyme, 9 rue des Pommerots, 78400 CHATOU
No SIREN : 419 540 067
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mlle KAUFMANN Delphine, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES SUR SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 178
Marque française
Signe concerné : CAPSAUTO (semi-figurative)
Date du dépôt : 4 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 36, 37, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : PARIS SAINT-GERMAIN FOOTBALL, Société anonyme sportive professionnelle, 24 rue du Commandant Guilbaud, 75016 PARIS
No SIREN : 382 357 721
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Plasseraud, M. Nowak Laurent, 52 rue de la Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 394
Marque française
Signe concerné : PARIS SAINT-GERMAIN 1970 (semi-figurative)
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12, 17, 27.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : ANDROS, Société en nom collectif, Zone Industrielle, 46130 BIARS SUR CERE
No SIREN : 428 682 447

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 453 969
Mandataire ou destinataire de la correspondance : PROMARK, M. Berthet Alain, 62 avenue des Champs Élysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 759
Marque française
Signe concerné : CITY RAID AVENTURE
Date du dépôt : 2 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/02
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 22, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions, 12 cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 386
Marque française
Signe concerné : POINT 70
Date du dépôt : 7 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : MONDADORI MAGAZINES FRANCE, société par actions simplifiée, 8 rue François Ory, 92543 MONTROUGE CEDEX
No SIREN : 452 791 262
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Conseil en Propriété Industrielle, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 581
Marque française
Signe concerné : TV MAX
Date du dépôt : 16 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : ANDROS, Société en nom collectif, Zone Industrielle, 46130 BIARS SUR CERE
No SIREN : 428 682 447
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 439 229
Mandataire ou destinataire de la correspondance : PROMARK, M. Berthet Alain, 62 avenue des Champs Élysées,

75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 671

Marque française

Signe concerné : CITY RAID ANDROS

Date du dépôt : 7 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/02

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 22, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015

Déclarant : FREE, société par actions simplifiée, 8 rue de la Ville l'Evêque, 75008 PARIS

No SIREN : 421 938 861

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

M. COURSIN Yves, 49 rue Galilée, 75116 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 833

Marque française

Signe concerné : FREEBOX (semi-figurative)

Date du dépôt : 17 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : D8, Société par actions simplifiée, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 444 564 793

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BRANDSTORMING, Mme ARTUPHEL Emilie, 11 rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 895

Marque française

Signe concerné : GYM DIRECT

Date du dépôt : 17 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : SPBI, Société anonyme, Parc d'Activité de l'Eraudière, 85170 DOMPIERRE-SUR-YON

No SIREN : 491 372 702

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 523 251

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 126

Marque française

Signe concerné : (figurative)

Date du dépôt : 18 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 28, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 42, 43, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : COLDWAY, Société anonyme à directoire, Route de Rivesaltes, 66380 PIA

No SIREN : 439 462 623

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IN CONCRETO, M. CASO Franck, 9 rue de l'Isly, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 585

Marque française

Signe concerné : COLDWAY

Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/01

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 9, 10, 11, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015

Déclarant : LIXIR, Société par Actions Simplifiée, 44/50 AVENUE DU CAPITAINE GLARNER, 93400 ST OUEN

No SIREN : 393 611 561

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

INLEX IP EXPERTISE, Mme MAMOU Karine, 5 rue Feydeau, 75002 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 629

Marque française

Signe concerné : LIXIR

Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33, 35, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 963

Marque française

Signe concerné : LE CERCLE DE CANAL + (semi-figurative)

Date du dépôt : 23 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/38

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : MITSUBISHI JIDOSHA KOGYO KABUSHIKI KAISHA, Société régie par les lois japonaises, 33-8, SHIBA, 5-CHOME MINATO-KU, TOKYO, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 806
Marque française
Signe concerné : SPORTERO
Date du dépôt : 4 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
No SIREN : 572 076 396
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Annick de CHAUNAC, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 346 725
Marque française
Signe concerné : HERLIGHT 24
Date du dépôt : 14 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 18.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : STARWOOD HOTELS & RESORTS WORLDWIDE, INC., Société organisée sous les lois de l'Etat du Maryland, One StarPoint, Stamford, CONNECTICUT 06902, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 703
Marque française
Signe concerné : W
Date du dépôt : 30 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/33
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
Déclarant : SHISEIDO COMPANY, LTD, société régie par les lois japonaises, 7-5-5 Ginza, Chuo-ku, TOKYO 104-10, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Morelle & Bardou, M. BARDOU Jacques, Parc technologique du Canal, 9 Avenue de l'Europe, BP 72253, 31522

RAMONVILLE SAINT AGNE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 351 412
Marque française
Signe concerné : MANDARINE-MANDARIN
Date du dépôt : 7 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/09
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : COOPERATION PHARMACEUTIQUE FRANCAISE en abrégé COOPER, Société par actions simplifiée, PLACE LUCIEN AUVERT, 77000 MELUN
No SIREN : 399 227 636
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 425 837
Mandataire ou destinataire de la correspondance : REGIMBEAU, Mme BOY Delphine, 20 rue de Chazelles, 75847 PARIS Cedex 17.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 352 618
Marque française
Signe concerné : INSECT ECRAN
Date du dépôt : 13 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/37
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
Déclarant : MEYER & Partenaires, Société par actions simplifiée, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM
No SIREN : 340 352 715
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MEYER & Partenaires, M. LORENTZ Pierre, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 354 053
Marque française
Signe concerné : Vox PI
Date du dépôt : 19 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/29
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
Déclarant : CHRONOPOST, Société par actions simplifiée, 3 Avenue Gallieni, 94250 GENTILLY
No SIREN : 383 960 135
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, LE CENTRALIS, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 354 160

Marque française
 Signe concerné : COLD BOX (semi-figurative)
 Date du dépôt : 11 AVRIL 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/38
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 11, 16, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : AMORA MAILLE SOCIETE INDUSTRIELLE, Société par actions simplifiée à associé unique, Z.I. de la Norge, 21800 CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR
 No SIREN : 311 641 229
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 355 063
 Marque française
 Signe concerné : SECRET DE MAILLE
 Date du dépôt : 22 AVRIL 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/45
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : CHRONOPOST, Société par actions simplifiée, 3 Avenue Galliéni, 94250 GENTILLY
 No SIREN : 383 960 135
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, LE CENTRALIS, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 355 894
 Marque française
 Signe concerné : CHRONO IMPORT
 Date du dépôt : 27 AVRIL 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/39
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 39, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 FÉVRIER 2015
 Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DE CONSERVE, société d'intérêt collectif agricole à forme anonyme, Kerlurec, Saint-Léonard Nord, 56450 THEIX
 No SIREN : 652 008 632
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 362 518
 Marque française
 Signe concerné : Maïscédoine
 Date du dépôt : 1er JUIN 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/44
 Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 FÉVRIER 2015
 Déclarant : NORAUTO INTERNATIONAL, Société par actions simplifiée, 511-589 rue des Seringats, 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
 No SIREN : 443 554 217
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 465 170
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MULLER Florence, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 364 647
 Marque française
 Signe concerné : NORAUTO PREVENSY
 Date du dépôt : 13 JUIN 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/46
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015
 Déclarant : ratiopharm GmbH, Société de droit allemand, Graf-Arco Strasse 3, 89079 ULM, Allemagne
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 364 828
 Marque française
 Signe concerné : ratiopharm génériques
 Date du dépôt : 14 JUIN 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/48
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015
 Déclarant : SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON
 No SIREN : 572 060 325
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 365 815
 Marque française
 Signe concerné : (Figurative)
 Date du dépôt : 17 JUIN 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/46
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 FÉVRIER 2015

Déclarant : SAINT-GOBAIN WEBER, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, Rue de Brie, 77170 SERVON
No SIREN : 572 060 325
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 365 817
Marque française
Signe concerné : (Figurative)
Date du dépôt : 17 JUIN 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/46
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
Déclarant : BIARRITZ HOLDINGS, société de droit luxembourgeois, 9-11, rue Louvigny, LUXEMBOURG L 1946, Luxembourg
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 508 159
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 08 3 579 113
Marque française
Signe concerné : ONO CAFÉ
Date du dépôt : 23 JUIN 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/48
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25, 32, 33, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
No SIREN : 420 624 777
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 394 286 - 507 782 - 621 532
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 560 076
Marque française
Signe concerné : BILLET (semi-figurative)
Date du dépôt : 24 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Papier, carton et produits en ces matières à savoir cahiers, albums, chemises pour documents, classeurs ; produits de l'imprimerie ; articles pour reliures ; journaux, périodiques, livres, revues, catalogues ; photographies, supports pour photographies ; papeterie ; adhésifs (matières collantes) pour la papeterie ou le ménage ; matériel pour les artistes ; pinceaux ; machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles) ; matériel d'instruction ou d'enseignement (à l'exception des appareils) ; matières plastiques pour l'emballage,

à savoir sacs, sachets et pochettes ; films plastiques (étirables, extensibles) pour la palettisation ; cartes d'abonnement (non magnétiques), cartes de crédit (non magnétiques) ; caractères d'imprimerie ; clichés ; stylos, bloc notes, sous mains, cartes de visite, chéquiers ; agendas, calendriers muraux ; cartes postales ; Vêtements, chaussures, chapellerie. ; Cartes à jouer. ; Publicité ; location d'espaces publicitaires ; diffusion d'annonces publicitaires ; courrier publicitaire ; diffusion de matériel publicitaire (tracts, prospectus, imprimés, échantillons) ; services d'abonnement de journaux pour des tiers ; abonnement à des programmes de télévision, radio, à des vidéogrammes et phonogrammes ; abonnement à des supports audiovisuels, leurs appareils et instruments ; publication de textes publicitaires ; publicité radiophonique et télévisée ; gestion des affaires commerciales ; administration commerciale ; travaux de bureau ; distribution de prospectus, d'échantillons ; conseils, informations ou renseignements d'affaires ; comptabilité ; reproduction de documents ; bureaux de placement ; gestion de fichiers informatiques ; organisation d'expositions à buts commerciaux ou de publicité. ; Télécommunications ; agence de presse et d'information ; communications radiophoniques, télégraphiques ou téléphoniques, par télévision ; communications par services télématiques ; téléscripture ; transmission de messages, transmission de télégrammes ; émissions télévisées, diffusion de programmes notamment par radio, télévision, vidéogrammes et phonogrammes, câble, voie hertzienne, satellites ; location d'appareils pour la transmission des messages ; communications par terminaux d'ordinateurs, services téléphoniques. ; Réservation de places pour le voyage (transport) ; agences de tourisme (à l'exception de la réservation d'hôtels, de pensions) ; visites touristiques ; Imprimerie. ; Education ; formation ; divertissement ; divertissements radiophoniques ou par télévision ; activités sportives et culturelles ; édition de livres, revues ; prêts de livres, services de discothèques, informations en matière de divertissement ; production de spectacles, de films, de téléfilms, d'émissions télévisées, de reportages, de débats, de vidéogrammes, phonogrammes agences pour artistes ; location de vidéogrammes, phonogrammes, de films cinématographiques, d'enregistrements phonographiques, d'enregistrements sonores, de bandes vidéo, d'appareils de projection de cinéma, de décodeurs, d'encodeurs, de décors de théâtre et leurs accessoires ; organisation de concours, de jeux en matière d'éducation ou de divertissement ; montage de programmes, d'émissions, de débats, de reportages ; organisation et conduite de colloques, conférences, congrès ; organisation d'expositions à buts culturels ou éducatifs ; réservation de places pour le spectacle, les divertissements, les activités et événements sportifs ; location de stades ; services de loisirs, camps (stages) de perfectionnement sportif, parcs d'attraction ; planification de réception (divertissement) ; émission de billets, de places pour le spectacle, des divertissements, des activités et événements sportifs et culturels ; organisation de compétitions sportives et culturelles ; services de reporters ; Location de temps d'accès à un centre serveur de bases de données ; conception, élaboration, mise à jour et location de logiciels informatiques ; programmation pour ordinateurs, location d'ordinateurs.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 25, 28, 35, 38, 39, 40, 41, 42.

DECISION n° 5544 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3344723 et n° 3344725.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3344723 et n° 3344725 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3344723 et n° 3344725 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5545 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95575974.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 95575974 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95575974 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5546 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3334173.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3334173 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3334173 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5547 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3339349.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative);

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3339349 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3339349 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5548 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3359145.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3359145 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3359145 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5549 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3360112.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3360112 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3360112 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5550 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3362164.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3362164 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3362164 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5551 MEI/DAE du 13 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3373845.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3373845 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3373845 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 5563 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Arthur Albert Tamatea Graffe, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 63).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures";

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 1272 MRM du 29 mars 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe, sis à Takume;

Vu la demande d'agrément de M. Arthur Albert Tamatea Graffe du 5 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 6 avril 2016, à M. Arthur Albert Tamatea Graffe, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takume.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5564 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Ignace Paea Helme-Estall, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 64).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5004 MRM du 11 juillet 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ignace Paea Helme-Estall sis à Takume ;

Vu la demande d'agrément de M. Ignace Paea Helme-Estall du 16 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 17 juillet 2018, à M. Ignace Paea Helme-Estall, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takume.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources marines et minières,
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5565 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Hutia Josiane Metua épouse Helme-Estall, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 71).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5003 MRM du 11 juillet 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public

maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Hutia Josiane Metua épouse Helme-Estall, sis à Takume ;

Vu la demande d'agrément de Mme Hutia Josiane Metua épouse Helme-Estall du 16 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 17 juillet 2018, à Mme Hutia Josiane Metua épouse Helme-Estall, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takume.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5566 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Eugène Sanford, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 292).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 703 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eugène Sanford, sis à Takapoto ;

Vu la demande d'agrément de M. Eugène Sanford du 9 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 5 février 2020, à M. Eugène Sanford, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takapoto.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 800 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5567 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Glenda Mahatia, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 293).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 700 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Glenda Mahatia, sis à Takapoto ;

Vu la demande d'agrément de Mme Glenda Mahatia du 16 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 5 février 2020 à Mme Glenda Mahatia, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takapoto.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 800 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5568 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Taaroa Nui Louis Temahaga, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 596).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5771 MRM du 2 juillet 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Taaroa Nui Louis Temahaga, sis à Takaroa ;

Vu la demande d'agrément de M. Taaroa Nui Louis Temahaga du 4 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 7 juillet 2019, à M. Taaroa Nui Louis Temahaga, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takaroa.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources
marines et minières,*
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5569 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Cyril Hoga Ragivaru, à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 626).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9797 MRM du 6 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Cyril Hoga Ragivaru, sis à Takaroa ;

Vu la demande d'agrément de M. Cyril Hoga Ragivaru du 1er juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 16 décembre 2018 à M. Cyril Hoga Ragivaru, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Takaroa.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources marines et minières,
Arsène STEIN.

ARRETE n° 5570 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Marie-Thérèse Mahaa, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 355).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 704 MDA du 29 janvier 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Marie-Thérèse Mahaa, sis aux Gambier ;

Vu la demande d'agrément de Mme Marie-Thérèse Mahaa du 3 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 5 février 2020, à Mme Marie-Thérèse Mahaa, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources
marines et minières,
Arsène STEIN.*

ARRETE n° 5571 MEI/DRMM du 13 juillet 2015 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Uratua Tereikura Elvina Gooding, à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 363).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 4634 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, à M. Arsène Stein, directeur des ressources marines et minières ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 654 CM du 27 mai 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2849 MDA du 23 mars 2015 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Uratua Tereikura Elvina Gooding, sis aux Gambier ;

Vu la demande d'agrément de Mme Uratua Tereikura Elvina Gooding du 22 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé, à échéance du 26 mars 2020, à Mme Uratua Tereikura Elvina Gooding, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisé chaque année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources
marines et minières,
Arsène STEIN.*

ARRETE n° 5572 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de Mme Virginie Moeana Tehetumatai Tuira (exploitante n° 300).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Virginie Moeana Tehetumatai Tuira du 19 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Apataki du 5 janvier 2015 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 19 janvier 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de Mme Virginie Moeana Tehetumatai Tuira, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 654 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poisson situé devant la terre "Araitaviri 1".

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5573 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tefaatapuarii Mauri (exploitant n° 301).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tefaatapuarii Mauri du 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Apataki du 22 décembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 19 janvier 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Tefaatapuarii Mauri, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 2 118 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à 3 kilomètres de la passe Tehere.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5574 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tihoni Mahinui Piritiana (exploitant n° 298).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tihoni Mahinui Piritiana du 15 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Apataki du 3 octobre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de M. Tihoni Mahinui Piritiana, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 750 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons dans la zone de la passe Haniuru.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5575 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Heimana Frédéric Tiaiho (exploitant n° 299).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Heimana Frédéric Tiaiho du 15 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Apataki du 3 octobre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de M. Heimana Frédéric Tiaiho, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 2 199 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant le motu Otee.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5576 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Vaimoe Temari Piria Déborah Rehua (exploitante n° 357).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Vaimoe Temari Piria Déborah Rehua du 19 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua du 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de Mme Vaimoe Temari Piria Déborah Rehua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 150 mètres carrés sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés dans la zone de la passe Porofai :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 97 mètres carrés ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 53 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5577 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Heimana Harold Mai (exploitant n° 290).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Heimana Harold Mai du 22 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua du 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Heimana Harold Mai, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 366 mètres carrés sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à 1,500 kilomètre du motu Tuaiva.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5578 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Odile Tutapu Tetua (exploitante n° 156).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Odile Tutapu Tetua du 26 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Kaukura du 13 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mme Odile Tutapu Tetua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 147 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à la passe Panau, côté quai.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5579 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Bruno Taaroa Teraireva Mairoto (exploitant n° 173).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Bruno Taaroa Teraireva Mairoto du 24 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Kaukura du 13 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Bruno Taaroa Teraireva Mairoto, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 518 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans la zone Parai.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5580 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Freddy Pita Mauri (exploitant n° 112).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Freddy Pita Mauri du 23 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune associée de Kaukura du 13 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Freddy Pita Mauri, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 690 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons, situé dans la zone Parai.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 5581 MEI du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Esau Ariinui Jean-Claude Taruia (exploitant n° 348).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Esau Ariinui Jean-Claude Taruia du 22 septembre 2014 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arutua du 12 novembre 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 14 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Esau Ariinui Jean-Claude Taruia, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 447 mètres carrés sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés en entrant dans la passe, vers la gauche :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 137 mètres carrés ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 310 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5617 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 749 MRM du 9 février 2011 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tavi Vaitiare Perles sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 118).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 18 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 749 MRM du 9 février 2011 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tavi Vaitiare Perles sis à Kaukura, commune de Arutua, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, la SCA Tavi Vaitiare Perles dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5618 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 3686 MRM du 15 mai 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Inatio Tehono Ragivaru sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 199).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 18 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 3686 MRM du 15 mai 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Inatio Tehono Ragivaru sis à Kauehi, commune de Fakarava, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, M. Inatio Tehono Ragivaru dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5619 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 989 MRM du 23 février 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Deane Papahiriga Clark sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 3).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 18 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 989 MRM du 23 février 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Deane Papahiriga Clark sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, M. Deane Papahiriga Clark dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5620 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 1272 MRM du 25 mars 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vaiana Taerea Tauotaha épouse Dantin sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 7).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1272 MRM du 25 mars 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Vaiana Taerea Tauotaha épouse Dantin sis à Manihi, commune de Manihi, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, Mme Vaiana Taerea Tauotaha épouse Dantin dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5621 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 2838 MRM du 18 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Marie-Jeanne Hinano Matarere sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 415).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM

du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2838 MRM du 18 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Marie-Jeanne Hinano Matarere sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, Mme Marie-Jeanne Hinano Matarere dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 5622 MEI du 15 juillet 2015 abrogeant l'arrêté n° 7266 MRM du 25 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Meurisse sis à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 79).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la lettre de préavis avant annulation du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7266 MRM du 25 septembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Meurisse sis à Tikehau, commune de Rangiroa, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté pour inexécution du cahier des charges.

Art. 2.— En application de l'article 35 de l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, M. Robert Meurisse dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.

Teva ROHFRITSCH.

DECISION n° 5623 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1282606.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 1282606 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1282606 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5624 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1299844.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 1299844 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1299844 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
— Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5625 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95561922.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 95561922 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95561922 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5626 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3324359.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3324359 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3324359 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5627 ME/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3325974.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3325974 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3325974 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5628 ME/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3344616.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3344616 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux

dépôtés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3344616 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.*

DECISION n° 5629 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3345449.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3345449 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3345449 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5630 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3348709.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement des marques n° 3348709 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3348709 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 5631 MEI/DAE du 15 juillet 2015 portant extension des renouvellements de 119 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 juillet 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 119 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2015-21 du 22/05/2015

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : THE FULLER BRUSH COMPANY, INC., Société de droit américain, One Fuller Way, GREAT BEND, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 191 431
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS France, Mlle DAMBREVILLE Lucie, 41 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 282 323
Marque française
Signe concerné : FULLER (semi-figurative)
Date du dépôt : 20 AOÛT 1984
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/40
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 2, 3, 4, 5, 8, 20, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, société anonyme, 6 avenue Reille, 75685 PARIS CEDEX 14
No SIREN : 542 087 168
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet HAMMOND, M. HAMMOND William, 33 rue Vaneau, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 952
Marque française
Signe concerné : COLLECTION DROIT FONDAMENTAL PUF (semi-figurative)
Date du dépôt : 12 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : MENAFINANCE, Société anonyme, rue du Bois Sauvage, 91038 EVRY
No SIREN : 319 416 764
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MARC SABATIER, M. SABATIER Marc, 83 avenue Foch, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 299 895
Marque française
Signe concerné : MENACREDIT
Date du dépôt : 20 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : JIMLAR CORPORATION, Société organisée selon les lois de l'Etat de New York, 160 Great Neck Road, GREAT NECK, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 255 461
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Novagraaf France, Mme Maucarré Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 218
Marque française
Signe concerné : FRYE
Date du dépôt : 22 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : Concordia Pharmaceuticals, Inc., Société constituée selon les lois de Barbade, 5 Canewood Industrial Park, BB 11005 ST. MICHAEL, Barbade
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 270 900 - 356 113 - 643 480
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Bird & Bird AARPI, Mme Delorey Rebecca, Centre d'Affaires Edouard VII, 3 square Edouard VII, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 540
Marque française
Signe concerné : DONNATAL
Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/10
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : LA CELLIOSE, Société anonyme, Rue de la Verrerie, 69310 PIERRE-BENITE
No SIREN : 775 643 976
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 656
Marque française
Signe concerné : CELLIOSTER
Date du dépôt : 25 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/18
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : LA CELLIOSE, Société anonyme, Rue de la Verrerie,

69310 PIERRE-BENITE
 No SIREN : 775 643 976
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment
 O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE
 Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 300 658
 Marque française
 Signe concerné : PHOC
 Date du dépôt : 25 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/18
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : LA CELLIOSE, Société anonyme, Rue de la Verrerie,
 69310 PIERRE-BENITE
 No SIREN : 775 643 976
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment
 O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE
 Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 300 659
 Marque française
 Signe concerné : CELTIC
 Date du dépôt : 25 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/18
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : REHA TEAM PARTICIPATIONS, SARL, Centre
 d'affaires, Parc d'activités de Beaupuy, Rue Jacques-Yves
 Cousteau, 85000 LA ROCHE SUR YON
 No SIREN : 403 465 867
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
 Registre National des Marques : 176 307 - 181 826 - 315 679
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme BIRON CLOTILDE, Avocate à la Cour, 62 Avenue des
 Champs-Élysées, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 495
 Marque française
 Signe concerné : CLINIFRANCE
 Date du dépôt : 28 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/20
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
 Déclarant : WEIR MINERALS FRANCE, Société par actions
 simplifiée à associé unique, 7 rue Edison, Europarc du Chêne,
 69500 BRON
 No SIREN : 542 016 241

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CASALONGA & ASSOCIÉS, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 521
 Marque française
 Signe concerné : UNITEC
 Date du dépôt : 7 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/22
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 7, 9, 10, 11, 37, 40, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : NEWMAN, Société par actions simplifiée, 25-27 rue
 du Mail, 75002 PARIS
 No SIREN : 523 455 640
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
 Registre National des Marques : 551 854
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MEYER & Partenaires, M. LORENTZ Pierre, Espace Européen de
 l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 569
 Marque française
 Signe concerné : (figurative)
 Date du dépôt : 7 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/15
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : CHATEAU CHEVAL BLANC, Société Civile, Cheval
 Blanc, 33330 SAINT-EMILION
 No SIREN : 781 985 759
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. GEOFFRAY Bertrand, 31-33
 rue de la Baume, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 809
 Marque française
 Signe concerné : CHEVAL BLANC
 Date du dépôt : 27 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/18
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
 Déclarant : FROMAGERIES BEL, Société Anonyme, 16 boulevard
 Malesherbes, 75008 PARIS
 No SIREN : 542 088 067
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 @MARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 rue Milton, 75009 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 301 940
 Marque française
 Signe concerné : CANTADOU
 Date du dépôt : 12 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY, société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 345 Park Avenue, New York, NEW YORK 10154, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 302 565

Marque française

Signe concerné : figurative

Date du dépôt : 15 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : CNH INDUSTRIAL AMERICA LLC, Société régie par les lois de l'Etat du Wisconsin, 700 State Street, WISCONSIN, 53404 RACINE, Etats-Unis d'Amérique

No d'Inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 177 280

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 302 567

Marque française

Signe concerné : CASE

Date du dépôt : 15 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 7, 8, 12, 17.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015

Déclarant : CHACOK DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée, 1050 ROUTE DE LA MER, 06410 BIOT

No SIREN : 378 232 979

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

PARTENAIRES PI, Mme Loinger-Benamran Gaëlle, 223 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 302 983

Marque française

Signe concerné : EIFFEL

Date du dépôt : 20 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 562 011 742

No d'Inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 380 739 - 380 740

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 303 621

Marque française

Signe concerné : SEDERGIN

Date du dépôt : 26 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : WOLTERS KLUWER FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 1, rue Eugène et Armand Peugeot, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 480 081 306

No d'Inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 248 869 - 468 648 - 475 907

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

@MARK, M. PIAT Gilbert, 16, rue Milton, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 303 810

Marque française

Signe concerné : LA VIE JUDICIAIRE

Date du dépôt : 27 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/18

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 35, 38, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C., société à responsabilité limitée de l'Etat de Delaware, Lawrenceville-Princeton Road, Princeton, NEW JERSEY 08540, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 304 079

Marque française

Signe concerné : ECAZIDE

Date du dépôt : 29 MARS 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : TOYOTA JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA (TOYOTA

MOTOR CORPORATION), Société Japonaise, 1, Toyota-cho, Toyota-shi, Aichi-ken, Japon
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 305 430
 Marque française
 Signe concerné : TOYOTA SUPRA
 Date du dépôt : 12 AVRIL 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/16
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PUIG FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 65-67 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS
 No SIREN : 682 030 507
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 545 209
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue Boileau, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 306 888
 Marque française
 Signe concerné : CAPRICCI
 Date du dépôt : 23 AVRIL 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/44
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PAREXGROUP SA, Société Anonyme, 19 Place de la Résistance, 92440 ISSY LES MOULINEAUX
 No SIREN : 342 913 191
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 165 114
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet PLASSERAUD, M. VERMANDER Guillaume, Immeuble le Rhône-Alpes, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 313 241
 Marque française
 Signe concerné : CIPA (semi-figurative)
 Date du dépôt : 12 JUIN 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/42
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : THOMAS COOK GROUP PLC, Société de droit étranger, 3ème étage, South Building 200 Aldersgate, EC1A 4HD, LONDON, Royaume-Uni
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 643 614

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Dechert LLP, M. Viret Romaln, 32 rue de Monceau, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 317 938
 Marque française
 Signe concerné : THOMAS COOK
 Date du dépôt : 23 JUILLET 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/44
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 18, 36, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PATAGONIA, INC., société organisée sous les lois de l'Etat de Californie, 235 West Santa Clara Street, Californie, 93001 VENTURA, Etats-Unis d'Amérique
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 MARCHAIS Associés, M. MARCHAIS Guillaume, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 318 048
 Marque française
 Signe concerné : PATAGONIA
 Date du dépôt : 24 JUILLET 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
 Déclarant : CHACOK DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée, 1050 ROUTE DE LA MER, 06410 BIOT
 No SIREN : 378 232 979
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 PARTENAIRES PI, Mme Loinger-Benamran Gaëlle, 223 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 322 431
 Marque française
 Signe concerné : FLEURS DE RHUM
 Date du dépôt : 13 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PROMODENTAIRE, Société par Actions Simplifiée, 2 bis, chemin du Loup, 93290 TREMBLAY EN FRANCE
 No SIREN : 312 826 191
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 54 198
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet AYMARD & COUTEL, 22, avenue de Friedland, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 337 983
 Marque française
 Signe concerné : KENTDENTAL

Date du dépôt : 7 MARS 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/01
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 5, 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
 Déclarant : KOSÉ CORPORATION, Société de droit japonais, 6-2 Nihonbashi, 3-chome, Chuo-ku, Tokyo, Japon
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : SCHMIT CHRETIEN, M. Mortreux Guillaume, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 1 348 622
 Marque française
 Signe concerné : ENNOBLE
 Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1985
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/51
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : H. Huntsman & Sons Limited, Société de droit britannique, 11 Savile Row, W1 2PS LONDRES, Royaume-Uni
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : PROMARK, Avocats à la Cour, 62 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 540 782
 Marque française
 Signe concerné : HUNTSMAN
 Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 15/02
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : REHA TEAM PARTICIPATIONS, SARL, Centre d'affaires, Parc d'activités de Beaupuy, Rue Jacques-Yves Cousteau, 85000 LA ROCHE SUR YON
 No SIREN : 403 465 867
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 405 074
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme BIRON CLOTILDE, Avocate à la Cour, 62 Avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 94 540 896
 Marque française
 Signe concerné : SYMBIOSE ORTHO INTERNATIONAL S.O.I.
 Date du dépôt : 17 OCTOBRE 1994
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/07
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2014
 Déclarant : CHRONOPOST, Société par actions simplifiée, 3 avenue Galliéni, 94250 GENTILLY
 No SIREN : 383 960 135
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Clémence TOUILLIER, Le Centralls, 63, avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 95 556 094
 Marque française
 Signe concerné : CHRONOPAK
 Date du dépôt : 1er FÉVRIER 1995
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 39, 42, 45.
 Marque No 04 3 332 818 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PASQUIER, Société anonyme, 49360 LES CERQUEUX
 No SIREN : 329 263 933
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 496 304 - 616 945
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 95 556 476
 Marque française
 Signe concerné : LES GRILLETINES (semi-figurative)
 Date du dépôt : 3 FÉVRIER 1995
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/18
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : VRANKEN Paul-François, 47 rue de Lille, 75007 PARIS
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 95 556 788
 Marque française
 Signe concerné : FIGURATIVE
 Date du dépôt : 6 FÉVRIER 1995
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/16
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PUIG FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 65-67 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS
 No SIREN : 682 030 507
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 545 209

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue
Boileau, 69006 LYON.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 556 957
Marque française
Signe concerné : LOVE IN PARIS
Date du dépôt : 7 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/20
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 18, 21, 24, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : BIO-RAD LABORATORIES SAS, société par actions
simplifiée, 3 BOULEVARD RAYMOND POINCARÉ, 92430
MARNES LA COQUETTE
No SIREN : 444 605 711
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 546 639
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent
Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 557 191
Marque française
Signe concerné : GENSCREEN
Date du dépôt : 6 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/46
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 304 594
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Mme QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 557 240
Marque française
Signe concerné : MISTER EUROPE
Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/15
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : N.V. TOPRANK CORPORATION, Société de droit des
Antilles Néerlandaises, Landhuis Joonchi, Kaya R.J. Beaujon,
Curaçao
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
GEVERS France, Mlle DAMBREVILLE Lucie, 41 Avenue de
Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 557 521
Marque française

Signe concerné : La porte des Indes
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/18
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : BUR DISTRIBUTION, Société Anonyme, 14 rue
Gambetta, 78600 LE MESNIL LE ROI
No SIREN : 722 053 113
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
IPSILON BREMA-LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, Le
Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA
REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 557 658
Marque française
Signe concerné : GALETTE DE PANAVEL
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/19
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : ZANNIER SAS, Société par Actions Simplifiée, 6 bis,
rue Gabriel Laumain, 75010 PARIS
No SIREN : 624 500 195
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 437 953
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
FINANCIERE ZANNIER, Direction Juridique, Laurence
SERMETCOLLY,
ZI DU CLOS MARQUET, BP 88, 42400 SAINT CHAMOND.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 557 697
Marque française
Signe concerné : B.K.R.O.
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/23
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : N.R.J., Société par actions simplifiée, 22 rue Boileau,
75016 PARIS
No SIREN : 328 232 731
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
IPSILON BREMA-LOYER, Mme SEDGWICK Anna, Le Centralis, 63
avenue Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 558 652
Marque française
Signe concerné : NRJ REGIES (semi-figurative)
Date du dépôt : 15 FÉVRIER 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : Flexa4Dreams Holding A/S, Société de droit danois, Hornslyd Industrivej 4, 8783 HORNSLYD, Danemark

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 534 605

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 558 711

Marque française

Signe concerné : FLEXA

Date du dépôt : 16 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/10

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : PUIG FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 65-67 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS

No SIREN : 682 030 507

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 445

Marque française

Signe concerné : PACO

Date du dépôt : 21 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : ARTHES, Société par actions simplifiée, Avenue Michel Chevallier, ZI bois de Grasse, 06130 GRASSE

No SIREN : 315 873 182

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ARTHES, Avenue Michel Chevallier, ZI bois de grasse, 06130 GRASSE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 737

Marque française

Signe concerné : ROMANTIC

Date du dépôt : 16 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : BLEDINA, Société par actions simplifiée, 383 rue

Philippe Héron, 69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

No SIREN : 301 374 922

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 350 597

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

TMARK CONSEILS, M. DESCHAMPS François, 31 rue Tronchet, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 091

Marque française

Signe concerné : blédina

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015

Déclarant : SPC, SAS, Zone d'activité de Sophia Antipolis, 2720 Chemin de St Bernard, 06220 VALLAURIS

No SIREN : 451 325 138

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 351 440 - 409 246 - 512 749

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SPC, Mme ALZEAL Sibylle, Zone d'activité de Sophia Antipolis, 2720 Chemin de St Bernard, 06220 VALLAURIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 561 058

Marque française

Signe concerné : SPORT'S SYSTEM

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY PRODUCTION, Société anonyme, Villa Demoiselle, 56 Boulevard Henry Vasnier, 51100 REIMS

No SIREN : 337 280 911

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 244 807

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mlle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 561 586

Marque française

Signe concerné : LA DEMOISELLE DU CINEMA (semi-figurative)

Date du dépôt : 7 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY PRODUCTION, Société

anonyme, Villa Demoiselle, 56 Boulevard Henry Vasnier, 51100 REIMS

No SIREN : 337 280 911

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 246 042

Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, Mlle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 561 791

Marque française

Signe concerné : CHAMPAGNE A. CHARBAUT & FILS

Date du dépôt : 8 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015

Déclarant : BRIDGESTONE CORPORATION, société regie selon les lois du JAPON, 1-1, Kyobashi 3-chome, Chuo-ku, Tokyo, Japon

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 562 676

Marque française

Signe concerné : B (semi-figurative)

Date du dépôt : 14 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : DANIELLE ROCHES, société à responsabilité limitée, 17 rue du Colisée, 75008 PARIS

No SIREN : 384 925 921

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SODEMA CONSEILS, S.A., Mme BOYER CHAMMARD Christine, 16 rue du Général Foy, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 564 221

Marque française

Signe concerné : TALIKA

Date du dépôt : 23 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/06

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : LISTEL SAS, Société par actions simplifiée, Château de Villeroy, Route d'Agde D612, 34200 SETE

No SIREN : 799 294 699

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 633 813

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mlle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 566 880

Marque française

Signe concerné : LISTEL

Date du dépôt : 6 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33, 42, 43, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY PRODUCTION, Société anonyme, Villa Demoiselle, 56 Boulevard Henry Vasnier, 51100 REIMS

No SIREN : 337 280 911

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mlle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 567 789

Marque française

Signe concerné : B BARANCOURT (semi-figurative)

Date du dépôt : 14 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/38

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : LEON DE BRUXELLES, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 5 rue de Chartres, 92200 NEUILLYSUR-SEINE

No SIREN : 353 559 131

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 270 891

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Weinstein, M. FRICK Christian, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 567 804

Marque française

Signe concerné : Léon

Date du dépôt : 14 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/01

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY PRODUCTION, Société anonyme, Villa Demoiselle, 56 Boulevard Henry Vasnier, 51100 REIMS

No SIREN : 337 280 911

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 246 042

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mlle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland,

75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 569 692

Marque française

Signe concerné : CHARBAUT CERTIFICATE

Date du dépôt : 28 AVRIL 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/38

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : PUIG FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 65-67 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS

No SIREN : 682 030 507

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 545 209

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 570 968

Marque française

Signe concerné : LES BELLES DE RICCI

Date du dépôt : 10 MAI 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/44

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE, Société coopérative à capital et personnel variables, 3 Avenue de la Libération, 63000 CLERMONTFERRAND
No SIREN : 445 200 488

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET BEAU DE LOMENIE, M. BELENUS Julien, 158 Rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 579 244

Marque française

Signe concerné : CACF DIRECT

Date du dépôt : 6 JUILLET 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE, Société coopérative à capital et personnel variables, 3 Avenue de la Libération, 63000 CLERMONTFERRAND
No SIREN : 445 200 488

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET BEAU DE LOMENIE, M. BELENUS Julien, 158 Rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 579 245

Marque française

Signe concerné : CACF

Date du dépôt : 6 JUILLET 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 DÉCEMBRE 2014

Déclarant : CHRONOPOST, Société par actions simplifiée, 3 avenue Galliéni, 94250 GENTILLY

No SIREN : 383 960 135

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IPSILO BREMA-LOYER, Clémence TOUILLIER, Le Centralis, 63, avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 332 818

Marque française

Signe concerné : CHRONOPAK

Date du dépôt : 24 DÉCEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 20.

Marque No 95 556 094 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 12 JANVIER 2015

Déclarant : NRJ ENTERTAINMENT, Société à responsabilité limitée, 22 rue Boileau, 75016 PARIS

No SIREN : 418 963 575

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

IPSILO BREMA-LOYER, Mme SEDGWICK Anna, Le Centralis, 63, avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 333 057

Marque française

Signe concerné : KOTCHUP

Date du dépôt : 4 JANVIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 695

Marque française

Signe concerné : MISTER EURO-ALLEMAGNEMISTER EUROBELGIQUE

MISTER EURO-DANEMARK MISTER EURO-ESPAGNE

MISTER EURO-FINLANDE MISTER EURO-FRAN

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Mme QUESNEY Rachel, sous les roches, 01150 ETAMPES.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 696
Marque française
Signe concerné : MISTER FRANCO-BELGIQUE MISTER
FRANCOSUISSE
MISTER FRANCO-LUXEMBOURG MISTER FRANCOCANADA
MISTER FRANCO-QUEBEC MISTER FR
Date du dépôt : 8 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/31
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAITERIES H. TRIBALLAT, Société par actions
simplifiée, RIAN, 18220 LES AIX-D'ANGILLON
No SIREN : 583 720 644
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET PLASSERAUD, Mme BERNAUD Julie, 52 rue de la
Victoire, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 067
Marque française
Signe concerné : Le Roulé rians (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAITERIES H. TRIBALLAT, Société par actions
simplifiée, RIAN, 18220 LES AIX-D'ANGILLON
No SIREN : 583 720 644
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET PLASSERAUD, Mme BERNAUD Julie, 52 rue de la
Victoire, 75440 PARIS CEDEX 09, Panama.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 070
Marque française
Signe concerné : Le Roulé (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAITERIES H. TRIBALLAT, Société par actions
simplifiée, RIAN, 18220 LES AIX-D'ANGILLON
No SIREN : 583 720 644

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET PLASSERAUD, Mme BERNAUD Julie, 52 rue de la
Victoire, 75440 PARIS CEDEX 09, Panama.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 071
Marque française
Signe concerné : Le Roulé rians (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : LAITERIES H. TRIBALLAT, Société par actions
simplifiée, RIAN, 18220 LES AIX-D'ANGILLON
No SIREN : 583 720 644
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
CABINET PLASSERAUD, Mme BERNAUD Julie, 52 rue de la
Victoire, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 072
Marque française
Signe concerné : Le Roulé (semi-figurative)
Date du dépôt : 9 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK, Société de
droit belge, 65 Avenue Louise, 1050 BRUXELLES, Belgique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Gevers France, Mlle DAMBREVILLE Lucie, 41 Avenue de
Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 382
Marque française
Signe concerné : DOUBLE EFFECT CHICKEN
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK, Société de
droit belge, 65 Avenue Louise, 1050 BRUXELLES, Belgique
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
Gevers France, Mlle DAMBREVILLE Lucie, 41 Avenue de
Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 383
Marque française
Signe concerné : DOUBLE EFFECT BURGERS
Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK, Société de droit belge, 65 Avenue Louise, 1050 BRUXELLES, Belgique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS France, Mle DAMBREVILLE Lucie, 41 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 385

Marque française

Signe concerné : DOUBLE EFFECT BEEF

Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 FÉVRIER 2015

Déclarant : MALISAR, Sarl, 38 Rue de Berri, 75008 PARIS

No SIREN : 408 594 182

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

MALISAR, M. Mansour Rémy, 38 Rue de Berri, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 515

Marque française

Signe concerné : Shalis de Rémy Marquis

Date du dépôt : 11 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : ETABLISSEMENTS DARTY & FILS, Société par actions simplifiée, 129 avenue Gallieni, 93140 BONDY

No SIREN : 542 086 616

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET MARC SABATIER, M. SABATIER Marc, 83 avenue Foch, 75116 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 320

Marque française

Signe concerné : DARTY (figurative)

Date du dépôt : 15 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 20, 21, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : PHYTHEA, SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, 8 BIS

RUE GABRIEL VOISIN, LE CRYSTALIDE, 51100 REIMS

No SIREN : 444 031 926

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET PLASSERAUD, Mme LEFRANC-BOZMAROV MARION, 31 RUE DES POISSONCEAUX, 59044 LILLE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 435

Marque française

Signe concerné : VETHEO (semi-figurative)

Date du dépôt : 7 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 29, 30, 31, 32, 35, 41, 42, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015

Déclarant : SPC, SAS, Zone d'activité de Sophia Antipolis, 2720

Chemin de St Bernard, 06220 VALLAURIS

No SIREN : 451 325 138

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 512 749

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SPC, Mme ALZEAL Sibylle, Zone d'activité de Sophia Antipolis, 2720 Chemin de St Bernard, 06220 VALLAURIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 482

Marque française

Signe concerné : QUICK AND LONGER UPTAKE SYSTEM – QLUS

Date du dépôt : 16 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 29, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015

Déclarant : RECKITT BENCKISER HEALTHCARE (UK) LIMITED, Société de droit britannique, Damson Lane, HULL HU8 7 DS, Royaume-Uni

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Marchals Associés, Mme Limouzy Emmanuelle, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 163

Marque française

Signe concerné : GAVISCONELL

Date du dépôt : 18 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : NORDNET, Société anonyme, 111 Rue de Croix, 59510 HEM

No SIREN : 402 974 489

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

DS AVOCATS, Mme DELBECQ Clothilde, 8 Rue Anatole France, 59000 LILLE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 374
 Marque française
 Signe concerné : NORDNET
 Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : NORDNET, Société anonyme, 111 Rue de Croix, 59510 HEM
 No SIREN : 402 974 489
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DS AVOCATS, Mme DELBECQ Clothilde, 8 Rue Anatole France, 59000 LILLE.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 377
 Marque française
 Signe concerné : LE RELAIS INTERNET
 Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : Flexa4Dreams Holding A/S, Société de droit danois, Hornslyd Industrivej 4, 8783 HORNSLYD, Danemark
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 534 605
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 403
 Marque française
 Signe concerné : FLEXA SHOP
 Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 20, 24, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
 Déclarant : AMUNDI, société anonyme, 90 boulevard Pasteur, 75015 PARIS
 No SIREN : 437 574 452
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LEGI-MARK, M. Balland-Soulie D'Jordan, 102 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 684
 Marque française
 Signe concerné : ACTI-PEA
 Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : MATTEL, INC., société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, USA, 333 Continental Boulevard, 90245 EL SEGUNDO, CALIFORNIE, Etats-Unis d'Amérique
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 501 318
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet PLASSERAUD, M. BOYLE Patrick, 52 rue de la Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 691
 Marque française
 Signe concerné : CALIN (semi-figurative)
 Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : MATTEL, INC., société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, USA, 333 Continental Boulevard, 90245 EL SEGUNDO, CALIFORNIE, Etats-Unis d'Amérique
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 501 318
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet PLASSERAUD, M. BOYLE Patrick, 52 rue de la Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 696
 Marque française
 Signe concerné : bablcorolle (semi-figurative)
 Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : MATTEL, INC., société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, USA, 333 Continental Boulevard, 90245 EL SEGUNDO, CALIFORNIE, Etats-Unis d'Amérique
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet PLASSERAUD, M. BOYLE Patrick, 52 rue de la Victoire, 75440 PARIS Cedex 09.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 700
 Marque française
 Signe concerné : Grandir avec Corolle. Grow with Corolle
 Date du dépôt : 22 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 FÉVRIER 2015
Déclarant : Bigben Interactive SA, Société Anonyme, 396/466, rue de la Voyette CRT2, 59273 FRETIN
Déclarant : NEKO ENTERTAINMENT SARL, SARL, 18-20 rue Soleillet, 75020 PARIS
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 600 230
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Privat Vigand Consultant, 16 rue Henri Barbusse, 91200 ATHISMONS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 019
Marque française
Signe concerné : COCOTO (semi-figurative)
Date du dépôt : 14 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 16, 25, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : ALLIANZ I.A.R.D., société anonyme, 87 rue de Richelieu, 75002 PARIS
No SIREN : 542 110 291
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme MAZELINE Cyrille, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 159
Marque française
Signe concerné : AGF Réalisateurs d'Ouvrages de Construction
Date du dépôt : 24 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : ETABLISSEMENTS DARTY & FILS, Société par actions simplifiée, 129 avenue Galliéni, 93140 BONDY
No SIREN : 542 086 616
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MARC SABATIER, M. SABATIER Marc, 83 avenue Foch, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 485
Marque française
Signe concerné : CARTA DEI DIRITTI
Date du dépôt : 25 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 20, 21, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : ETABLISSEMENTS DARTY & FILS, Société par actions simplifiée, 129 avenue Galliéni, 93140 BONDY

No SIREN : 542 086 616
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MARC SABATIER, M. SABATIER Marc, 83 avenue Foch, 75116 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 487
Marque française
Signe concerné : LA CARTA DEI DIRITTI
Date du dépôt : 25 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 8, 9, 11, 14, 15, 16, 20, 21, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : MONDADORI MAGAZINES FRANCE, société par actions simplifiée, 8 rue François Ory, 92543 MONTRouGE CEDEX
No SIREN : 452 791 262
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Conseil en Propriété Industrielle, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 884
Marque française
Signe concerné : SPORT AUTO (semi-figurative)
Date du dépôt : 28 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 38, 41.
Marque No 1 299 591 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : BRASSERIE LORRAINE, Société anonyme, 19 RUE DES DEUX GARES, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 652 021 429
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme WAENDENDRIES Perrine, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 325
Marque française
Signe concerné : BRASSERIE LORRAINE
Date du dépôt : 2 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 32, 33, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
Déclarant : BRASSERIE LORRAINE, Société anonyme, 19 RUE DES DEUX GARES, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 652 021 429
Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme WAENDENDRIES Perrine, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 331

Marque française

Signe concerné : MALTA LORRAINE

Date du dépôt : 2 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015

Déclarant : BRASSERIE LORRAINE, Société anonyme, 19 RUE DES DEUX GARES, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 652 021 429

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme WAENDENDRIES Perrine, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 332

Marque française

Signe concerné : PORTER LORRAINE

Date du dépôt : 2 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : LABORATOIRES PROD'HYG, Société Anonyme, ZAC de la Prévôté, 6 route de B0, 78550 HOUDAN

No SIREN : 579 800 590

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 534

Marque française

Signe concerné : KIGELINE

Date du dépôt : 3 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/07

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : FROMAGERIES PAPILLON, Société par actions simplifiée, 8 bis avenue de Lauras, 12250 ROQUEFORT-SURSOULZON

No SIREN : 391 900 917

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5/7 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 808

Marque française

Signe concerné : BREBOIS

Date du dépôt : 4 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : FROMAGERIES PAPILLON, Société par actions simplifiée, 8 bis avenue de Lauras, 12250 ROQUEFORT-SURSOULZON

No SIREN : 391 900 917

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5/7 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 810

Marque française

Signe concerné : MONTAGNOL

Date du dépôt : 4 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : FROMAGERIES PAPILLON, Société par actions simplifiée, 8 bis avenue de Lauras, 12250 ROQUEFORT-SURSOULZON

No SIREN : 391 900 917

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline, 5/7 avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 811

Marque française

Signe concerné : FÉDARELLE

Date du dépôt : 4 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015.

Déclarant : GENERALE DE TELEPHONE, Société Anonyme, Bâtiment 134, 50 avenue du Président Wilson, 93210 SAINTDENIS LA PLAINE

No SIREN : 437 723 844

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 488 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Marchais Associés, M. MARCHAIS Guillaume, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 345 122

Marque française

Signe concerné : BOOK PHOTO

Date du dépôt : 7 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 38, 40, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015

Déclarant : GENERALE DE TELEPHONE, Société Anonyme, Bâtiment 134, 50 avenue du Président Wilson, 93210 SAINT-DENIS LA PLAINE

No SIREN : 437 723 844

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 488 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Marchais Associés, M. MARCHAIS Guillaume, 4 avenue Hoche, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 345 124

Marque française

Signe concerné : BOOK PHOTO (semi-figurative)

Date du dépôt : 7 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 38, 40, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : LUTTI, SAS, Z.I De Ravennes les Francs, Avenue Albert Calmette, 59588 BONDUES CEDEX

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Office Kirkpatrick, Mme Arcuri Antonietta, 32 Avenue Wolfers, 1310 LA HULPE, Belgique.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 345 329

Marque française

Signe concerné : MENTHISE

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : LUTTI, SAS, Z.I De Ravennes les Francs, Avenue Albert Calmette, 59588 BONDUES CEDEX

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Office Kirkpatrick, S.A., Mme Arcuri Antonietta, 32 Avenue Wolfers, 1310 LA HULPE, Belgique.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 345 330

Marque française

Signe concerné : LUTTIMINT

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015

Déclarant : PUIG FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 65-67 avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS

No SIREN : 682 030 507

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 545 209

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 346 468

Marque française

Signe concerné : L'AIR DU TEMPS NINA RICCI

Date du dépôt : 11 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : FPÉE INDUSTRIES, SAS, Zone industrielle, 72350 BRULON

No SIREN : 323 480 061

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 346 480

Marque française

Signe concerné : CONCERTO

Date du dépôt : 3 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 19, 20.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : SUEZ ENVIRONNEMENT, Société par Actions Simplifiée, Tour CB21, 16, place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE cedex

No SIREN : 410 118 608

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 346 717

Marque française

Signe concerné : SUEZ ENVIRONNEMENT (semi-figurative)

Date du dépôt : 14 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 6, 7, 9, 11, 16, 19, 35, 37, 38,

39, 40, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015

Déclarant : LABORATOIRES EXPANSCIENCE, société anonyme, 10 avenue de l'Arche, 92419 COURBEVOIE CEDEX

No SIREN : 331 930 081

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LLR, M. ESCUDIER Gilles, 11 boulevard de Sébastopol, 75001

PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 347 274

Marque française

Signe concerné : SKINERGIUM

Date du dépôt : 16 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : MAXIMO, Société par actions simplifiée, Avenue Pierre Goubet, Espace Jardin Fontaine, 55840 THIERVILLE-SURMEUSE

No SIREN : 403 206 964

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BOETTCHER, Mle LERAT Charlotte, 16 Rue Médéric, 75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 347 456

Marque française

Signe concerné : MAXIMO

Date du dépôt : 17 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY MONOPOLE, Société anonyme, 5 Place du Général Gouraud, 51100 REIMS

No SIREN : 348 494 915

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 347 746

Marque française

Signe concerné : SACRIPANT

Date du dépôt : 18 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : VRANKEN-POMMERY MONOPOLE, Société anonyme, 5 Place du Général Gouraud, 51100 REIMS

No SIREN : 348 494 915

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 347 747

Marque française

Signe concerné : PETIT SACRIPANT

Date du dépôt : 18 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier

renouvellement a été publié : 05/33

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : MAG CREPE, SARL, 7 Quai administrateur en Chef Thomas, 35260 CANCALE

No SIREN : 478 616 303

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 348 224

Marque française

Signe concerné : BREIZH Café

Date du dépôt : 22 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 21, 30, 32, 33, 35, 42, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015

Déclarant : LAITA, Société par Actions Simplifiée, 4, rue Henri Becquerel, 29806 BREST Cedex 9

No SIREN : 380 656 439

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET FLECHNER, 22 Avenue de Friedland, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 184

Marque française

Signe concerné : CHEESE DUO

Date du dépôt : 25 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 562 011 742

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 389

Marque française

Signe concerné : THEOPRAT

Date du dépôt : 29 MARS 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015

Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité

limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON
 No SIREN : 562 011 742
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard
 Malesherbes, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 390
 Marque française
 Signe concerné : THEOPRAT
 Date du dépôt : 29 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 06/02
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
 Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité
 limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON
 No SIREN : 562 011 742
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard
 Malesherbes, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 392
 Marque française
 Signe concerné : THEOPRAT
 Date du dépôt : 29 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
 Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité
 limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON
 No SIREN : 562 011 742
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard
 Malesherbes, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 393
 Marque française
 Signe concerné : THEOPRAT
 Date du dépôt : 29 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 17 FÉVRIER 2015
 Déclarant : Bristol-Myers Squibb, société à responsabilité
 limitée, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON
 No SIREN : 562 011 742
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 Boulevard
 Malesherbes, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 394
 Marque française

Signe concerné : THEOPRAT
 Date du dépôt : 29 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : LABORATOIRES EXPANSCIENCE, société anonyme,
 10 avenue de l'Arche, 92419 COURBEVOIE CEDEX
 No SIREN : 331 930 081
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 LLR, M. ESCUDIER Gilles, 11 boulevard de Sébastopol, 75001
 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 435
 Marque française
 Signe concerné : 5 & AVOCUTA
 Date du dépôt : 29 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/47
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 1.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
 Déclarant : GRANDS DOMAINES DU LITTORAL, Société par
 actions simplifiée, Domaine Royal de Jarras, Route du Grau du
 Roi, 30220 AIGUES-MORTES
 No SIREN : 722 041 175
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland,
 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 980
 Marque française
 Signe concerné : FIXION
 Date du dépôt : 31 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 25 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PAREXGROUP SA, Société Anonyme, 19 Place de la
 Résistance, 92440 ISSY LES MOULINEAUX
 No SIREN : 342 913 191
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet PLASSERAUD, M. VERMANDER Guillaume, Immeuble le
 Rhône-Alpes, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 350 086
 Marque française
 Signe concerné : LANKODECOR
 Date du dépôt : 18 MARS 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
 renouvellement a été publié : 05/35
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
 services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2, 19, 27.

Date de la déclaration de renouvellement : 18 FÉVRIER 2015
Déclarant : COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN, Société par actions simplifiée, 33, rue de Bordeaux, 33290 PAREMPUYRE
No SIREN : 456 201 094
Mandataire ou destinataire de la correspondance : S.A. FEDIT LORiot ET AUTRES CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, Mme JOLLY Hélène, 38 Avenue Hoche, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 350 576
Marque française
Signe concerné : CHATEAU PEY LA TOUR
Date du dépôt : 4 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : CHACOK DEVELOPEMENT, Société par actions simplifiée, 1050 ROUTE DE LA MER, 06410 BIOT
No SIREN : 378 232 979
Mandataire ou destinataire de la correspondance : PARTENAIRES PI, Mme Loinger-Benamran Gaëlle, 223 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 354 674
Marque française
Signe concerné : CHACOK
Date du dépôt : 21 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/38
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 20, 21, 24.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 FÉVRIER 2015
Déclarant : BRANDALLEY, Société anonyme, 19 RUE DE PROVENCE, 75009 PARIS
No SIREN : 482 510 906
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet HARLE et PHELIP, 14-16 Rue Ballu, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 356 059
Marque française
Signe concerné : BRANDALLEY
Date du dépôt : 20 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/39
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 38, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : COMPAGNIE POUR LE HAUT COMMERCE, Société par actions simplifiée, Château des Castaignes, 51270 MONTMORT-LUCY

No SIREN : 393 142 153
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 356 189
Marque française
Signe concerné : PINK FLAMINGO
Date du dépôt : 28 AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/39
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
Déclarant : LISTEL SAS, Société par actions simplifiée, Château de Villeroy, Route d'Agde D612, 34200 SETE
No SIREN : 799 294 699
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 633 813
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, Mle BEACCO Marine, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 357 874
Marque française
Signe concerné : DEPUIS 1883 LISTEL
Date du dépôt : 9 MAI 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 23 FÉVRIER 2015
Déclarant : WOLTERS KLUWER FRANCE, Société par Actions Simplifiée, 1, rue Eugène et Armand Peugeot, 92500 RUEIL MALMAISON
No SIREN : 480 081 306
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 468 647 - 475 907
Mandataire ou destinataire de la correspondance : @MARK, M. PIAT Gilbert, 16, rue Milton, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 358 622
Marque française
Signe concerné : CICERON
Date du dépôt : 12 MAI 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/41
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 35, 37, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 FÉVRIER 2015
Déclarant : LABORATOIRE DE COSMETOLOGIE MODERNE, Société par actions simplifiée, 23 Rue Barthélémy-Thimonnier, Zone Industrielle Nord, 87021 LIMOGES
No SIREN : 305 709 438
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 367 604
 Marque française
 Signe concerné : NORMA DE DURVILLE
 Date du dépôt : 28 JUIN 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 10/11
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 24 FÉVRIER 2015
 Déclarant : PLM, SAS, 460 Avenue du Prado, 13008 MARSEILLE
 No SIREN : 802 658 484
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 640 594

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
 DE L'ARTISANAT ET DU DÉVELOPPEMENT
 DES ARCHIPELS**

ARRETE n° 5486 MAA du 10 juillet 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre domaine Atimaono, lot C, cadastrée commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, section AE n° 19, d'une superficie de 4 602 mètres carrés, au profit du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Le ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 380 MEE du 2 février 2015 du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Article 1er. — Une parcelle dépendant de la terre domaine Atimaono, lot C, cadastrée commune de Teva I Uta, commune associée de Mataiea, section AE n° 19, d'une superficie de 4 602 mètres carrés, est affectée au profit du ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, telle qu'elle figure sur le document d'arpentage n° 100109947 du 24 avril 2014 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Mme BRAUNSTEIN Julia, 16 Rue Breteuil, 13001 MARSEILLE.

Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 344 151
 Marque française
 Signe concerné : PERLISSIME
 Date du dépôt : 18 FÉVRIER 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/31
 Portée du renouvellement
 Renouvellement limité aux produits et services suivants :
 Joaillerie, bijouterie, pierres précieuses, horlogerie et instruments chronométriques, métaux précieux, et leurs alliages, objets d'art en métaux précieux, coffrets à bijoux, boîte en métaux précieux, boîtier, bracelets et chaînes de montres.
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 14.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la construction et à la gestion du collège de Teva I Uta.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — La valeur comptable de la parcelle affectée hors constructions est estimée à *deux millions cinq cent quatre-vingt-dix mille neuf cent vingt-six francs CFP* (2 590 926 F CFP), soit 563 F CFP le mètre carré.

La valeur vénale de la parcelle affectée hors constructions est estimée à *quarante-six millions vingt mille francs CFP* (46 020 000 F CFP), soit 10 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre de l'agriculture, de l'artisanat et du développement des archipels et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

*Le ministre
de l'agriculture, de l'artisanat,
et du développement des archipels,*
Frédéric RIVETA.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

Par arrêté n° 5526 MAA du 10 juillet 2015.—Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-2015 du conseil d'établissement du 21 mai 2015 de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française portant approbation de la décision modificative n° 1 au budget 2015.

Le budget prévisionnel modifié prévoit une diminution du fonds de roulement de - 9 545 532 F CFP et se décompose comme suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	291 754 341	94 854 951	386 609 292
Dépenses	290 479 348	105 675 476	396 154 824
Résultat	1 274 993	- 10 820 525	- 9 545 532

DÉLIBÉRATION N° 05/2015 DU 21 MAI 2015

Portant approbation de la décision modificative n°1 au budget 2015 de l'EPEFPAPF (DM1/2015)

LE CONSEIL D'ETABLISSEMENT DE L'EPEFPA DE POLYNESIE FRANÇAISE,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricoles en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 modifiée, portant création de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française, des structures et des instances nécessaires à ses missions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du gouvernement et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 351 CM du 14 mars 2001 modifié portant organisation administrative, financière et de contrôle de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires du gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté 1569 1020 CM du 17 novembre 2005 portant nomination de Mme Valérie BERNIER en qualité de Commissaire du Gouvernement auprès de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2013 du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, portant affectation de Monsieur René BARTHELOM en qualité de Directeur de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 21 mai 2015,

ADOpte

ARTICLE 1er : La décision modificative n°1/2015 au budget de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles de Polynésie Française est approuvée.

ARTICLE 2 : L'état prévisionnel de recettes et de dépenses de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles de Polynésie Française est arrêté pour l'exercice 2015 comme suit :

	SECTION I FONCTIONNEMENT	SECTION II INVESTISSEMENT	TOTAL
RECETTES (en XPF)	291 754 341	94 854 951	386 609 292
DEPENSES (en XPF)	290 479 348	105 675 476	396 154 824
RESULTAT (en XPF)	1 274 993	-10 820 525	-9 545 532

ARTICLE 3 : L'équilibre budgétaire se traduit par une diminution prévisionnelle du fonds de roulement de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles de Polynésie Française d'un montant de NEUF MILLIONS CINQ CENT QUARANTE CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE DEUX FRANCS (9 545 532 XPF), portant ce dernier à un montant de CENT DIX NEUF MILLIONS CENT VINGT ET UN MILLE DEUX CENT CINQUANTE DEUX FRANCS (119 121 252 XPF).

ARTICLE 4 : Le Directeur de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles et l'agent comptable sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Moorea, 21 mai 2015

Un membre
du Conseil d'Etablissement
Stéphane FIRIAPU.

Le Président
du Conseil d'Etablissement,
Le ministre du développement des
activités du secteur primaire, absent,
Le conseiller technique
Hervé GRIHANGNE

EPEFPA Opunohu
Décision Modificative N°1 en Franc

Centres constitutifs ou départements constituant l'établissement:

LYCEE AGRICOLE OPUNOHU	C.F.P.P.A	EXPLOITATION
------------------------	-----------	--------------

Récapitulatif	Dépenses	Recettes
Section fonctionnement		
Budget primitif + DM antérieures	268 873 260	268 744 114
Mouvement	21 606 088	23 010 227
Prévisions globales budget + DM	290 479 348	291 754 341
Section investissement		
Budget primitif + DM antérieures	103 075 476	103 204 622
Mouvement	2 600 000	-8 349 671
Prévisions globales budget + DM	105 675 476	94 854 951

Présenté par nous, Directeur de l'E.P.

Vu et délibéré par le Conseil d'Administration de l'établissement dans sa séance du

Le président du Conseil d'Administration,

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Charges							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
6011	Engrais et amendements 03 EXPL	1 000 000			500 000	1 500 000	
6016	Produits de reproduction animale 03 EXPL	600 000			500 000	1 100 000	
601	Achats d'approvisionnements	32 150 000			1 000 000	33 150 000	
602	Achats d'autres approvisionnements	16 450 000				16 450 000	
604	Achats d'animaux	1 000				1 000	
6063	Electricité 02 CFPPA	700 000			150 000	850 000	
6064	Carburants et lubrifiants 02 CFPPA	150 000			200 000	350 000	
6067	Fourn.et matr. d'enseignement non immob 02 CFPPA	1 000 000			1 270 000	2 270 000	
6068	Autres fournitures non stockées 02 CFPPA	100 000			100 000	200 000	
606	Achats non stockés de fournitures	17 756 000			1 720 000	19 476 000	
607	Achats de marchandises	3 000 000				3 000 000	
60	ACHATS	69 357 000			2 720 000	72 077 000	
611	Sous-traitance générale 02 CFPPA	2 000 000			1 000 000	3 000 000	
611	Sous-traitance générale	4 500 000			1 000 000	5 500 000	
6131	Fermages et loyers du foncier et immobil 02 CFPPA	1 300 000			250 000	1 550 000	
6132	Locations de matériel 02 CFPPA	300 000			200 000	500 000	
613	Locations	1 800 000			450 000	2 250 000	
6152	Sur biens immobiliers 02 CFPPA	100 000			100 000	200 000	
615	Travaux d'entretien et de réparations	4 650 000			100 000	4 750 000	
616	Primes d'assurance 02 CFPPA	480 000			50 000	530 000	
616	Primes d'assurance	1 360 000			50 000	1 410 000	
618	Divers	1 057 000				1 057 000	
61	SERVICES EXTERIEURS	13 367 000			1 600 000	14 967 000	
6226	Autres honoraires 02 CFPPA	3 381 468			9 618 532	13 000 000	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 902 468			9 618 532	13 521 000	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Charges							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
623	Publicité, publications, relations publiques	432 000				432 000	
6241	Transports sur achats 02 CFPPA	200 000			100 000	300 000	
6247	Transports collectifs du personnel 02 CFPPA	1 000 000			1 000 000	2 000 000	
624	Transports de biens et transports collectifs	17 155 000			1 100 000	18 255 000	
6256	Missions 02 CFPPA	1 000 000			500 000	1 500 000	
625	Déplacements, missions et réceptions	2 400 000			500 000	2 900 000	
626	Frais postaux et frais de télécommunicat. 02 CFPPA	850 000			150 000	1 000 000	
626	Frais postaux et frais de télécommunica	2 960 000			150 000	3 110 000	
627	Frais bancaires et assimilés	22 000				22 000	
628	Charges externes diverses	82 000				82 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	26 953 468			11 368 532	38 322 000	
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	210 000				210 000	
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	210 000				210 000	
64113	Employés de bureau 02 CFPPA	3 050 000			-500 000	2 550 000	
64114	Personnel enseignant 02 CFPPA	20 920 000			4 280 000	25 200 000	
641	Rémunérations du personnel salarié	51 861 000			3 780 000	55 641 000	
642	Rémunéra. particul. personnel enseignant 02 CFPPA	1 500 000			-1 000 000	500 000	
642	Rémunéra. particul. personnel enseigna	1 500 000			-1 000 000	500 000	
643	Rémunérations diverses	1 000				1 000	
644	Rému. perso. recruté en applica. de convention	15 300 000				15 300 000	
645	Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	6 700 000				6 700 000	
6461	Sécurité Sociale 02 CFPPA	6 800 000			2 200 000	9 000 000	
646	charges socia.de prévoyance (non agric	13 900 000			2 200 000	16 100 000	
647	Autres charges sociales	140 000				140 000	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Charges							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
64	CHARGES DE PERSONNEL	89 402 000			4 980 000	94 382 000	
651	Redev. concessions, brevets, licences..	150 000				150 000	
657	Charges spécifi. Subven. gestion couran	29 700 000				29 700 000	
658	Charges diverses de gestion courante	142 000				142 000	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	29 992 000				29 992 000	
666	Pertes de change	10 000				10 000	
668	Autres charges financières	5 000				5 000	
66	CHARGES FINANCIERES	15 000				15 000	
671	Charges exceptionnelles sur opé. de gestion	115 000				115 000	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	115 000				115 000	
68112	Immob.corporelles (hors biens vivants) 01 LA	32 561 316			937 556	33 498 872	
681	Dotations aux amortissements et aux pr	39 436 792			937 556	40 374 348	
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	39 436 792			937 556	40 374 348	
6	COMPTES DE CHARGES	268 848 260			21 606 088	290 454 348	
709	Rabais, remi. rist. accordés par établissement	25 000				25 000	
70	VENTES	25 000				25 000	
7	COMPTES DE PRODUITS	25 000				25 000	
.TOTAL.		268 873 260			21 606 088	290 479 348	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Produits							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
702	Ventes de produits des exploitations ag	33 050 000				33 050 000	
704	Ventes d'animaux	45 000 000				45 000 000	
7063	Hébergts hôtes passage, apprentis, stagiaires 02 CFPPA				10 000	10 000	
7065	Travx et serv. spécif. liés à l' établissement 02 CFPPA				3 455 000	3 455 000	
706	Prestations de services	17 872 944			3 465 000	21 337 944	
707	Ventes de marchandises	6 500 000				6 500 000	
708	Produits des activités annexes	751 000				751 000	
70	VENTES	103 173 944			3 465 000	106 638 944	
722	Produc.immo.-Immo. corpo.(hors bi.viva	5 000				5 000	
72	PRODUCTION IMMOBILISEE ET AUTOCONSOMMEE	5 000				5 000	
7418	Autres Subventions d'état 01 LA 02 CFPPA	25 500 000			-780 000 5 164 000	24 720 000 5 164 000	
741	Etat	44 200 000			4 384 000	48 584 000	
742	Région 01 LA 02 CFPPA	20 000 000 50 000 000			4 000 000 10 000 000	24 000 000 60 000 000	
742	Région	70 000 000			14 000 000	84 000 000	
747	Autres collectivités publiques	3 600 000				3 600 000	
748	Autres subventions d'exploitation	25 400 000				25 400 000	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	143 200 000			18 384 000	161 584 000	
7581	Indemnités d'assurance 02 CFPPA				1 000	1 000	
758	Produits divers de gestion courante	161 000			1 000	162 000	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	161 000			1 000	162 000	
766	Gains de change	100 000				100 000	
768	Autres produits financiers	1 000				1 000	
76	PRODUITS FINANCIERS	101 000				101 000	
771	Pduits excepti. opérations de gestion	70 000				70 000	
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	301 000				301 000	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	371 000				371 000	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Produits							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
7811	Reprises sur amort.immob.incorpor.et corpo. 01 LA	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
781	Reprises sur amortissements et provisio	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
78	REPRISES SUR AMORT. ET PROVISION	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
7	COMPTES DE PRODUITS	268 744 114			23 010 227	291 754 341	
.TOTAL.		268 744 114			23 010 227	291 754 341	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Investissement - Dépenses							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
2131	Bâtiments 03 EXPL	20 000 000			5 000 000	25 000 000	
2131	Bâtiments	20 000 000			5 000 000	25 000 000	
2135	Installations générales, agencements, aménagement des const 01 LA	40 000 000			-3 000 000	37 000 000	
2135	Installations générales, agencements, aménagement des const	50 000 000			-3 000 000	47 000 000	
213	Constructions	70 000 000			2 000 000	72 000 000	
2151	Installations complexes spécialisées	100 000				100 000	
2154	Matériel, outillage, agencements et aménagement 02 CFPPA				1 500 000	1 500 000	
2154	Matériel, outillage, agencements et aménagement	3 395 000			1 500 000	4 895 000	
215	Installations techniques, matériel et outillages	3 495 000			1 500 000	4 995 000	
217	Amélioration du fonds	500 000				500 000	
2181	Install. gles, agencements, aménag. divers (non insc. bilan) 01 LA 02 CFPPA	16 600 000 1 000 000			600 000 -1 000 000	17 200 000	
2181	Install. gles, agencements, aménag. divers (non insc. bilan)	17 900 000			-400 000	17 500 000	
2182	Matériel de transport	4 600 000				4 600 000	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3 214 944				3 214 944	
2184	Mobilier	2 050 000				2 050 000	
2188	Autres 02 CFPPA	665 532			-500 000	165 532	
2188	Autres	1 315 532			-500 000	815 532	
218	Autres immobilisations corporelles (hors	29 080 476			-900 000	28 180 476	
21	IMMO. CORPORELLES (hors biens vivants)	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
.TOTAL.		103 075 476			2 600 000	105 675 476	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Investissement - Recettes							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
1041	Valeur initiale des financements rattachés à des actifs 01 LA	5 500 000			-127 000	5 373 000	
1041	Valeur initiale des financements rattachés à des actifs	5 500 000			-127 000	5 373 000	
104	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis)	5 500 000			-127 000	5 373 000	
10	CAPITAL ET RESERVES	5 500 000			-127 000	5 373 000	
13412	Régions 01 LA	50 000 000			-8 000 000	42 000 000	
1341	Valeur initiale des financements rattachés à des actifs	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
134	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis)	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
1	COMPTES DE CAPITAUX	85 500 000			-8 127 000	77 373 000	
2801	Frais d'établissement 01 LA				114 130	114 130	
2801	Frais d'établissement				114 130	114 130	
280	Amortissements des immobilisations incorporelles				114 130	114 130	
28131	Bâtiments 01 LA	2 587 590			-312 666	2 274 924	
28135	Installations générales, agencements... 01 LA	561 982			7 856	569 838	
2813	Construction	4 875 039			-304 810	4 570 229	
28154	Matériel, outillage, agencements aména. 01 LA	883 101			-359 706	523 395	
2815	Install. techniques, matériel et outil.	2 419 052			-359 706	2 059 346	
2817	Amélioration du fonds	390 892				390 892	
28181	Installations générales, agencements... 01 LA	2 690 128			631 014	3 321 142	
28183	Matériel de bureau et matériel informat. 01 LA	2 409 532			-36 125	2 373 407	
28184	Mobilier 01 LA	610 237			-111 375	498 862	
28188	Autres 01 LA	628 576			-155 799	472 777	
2818	Autres immo. corpo. (hors biens vivants)	10 019 639			327 715	10 347 354	
281	Amort.des immo. corpo.(hors biens viva	17 704 622			-336 801	17 367 821	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Investissement - Recettes							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	17 704 622			-222 671	17 481 951	
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	17 704 622			-222 671	17 481 951	
.TOTAL.		103 204 622			-8 349 671	94 854 951	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition détaillée (annexe) de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Récapitulatif							
		Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	
FONCTION NEMENT							
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				937 556 19 668 532 1 000 000		
	Charges	268 873 260			21 606 088	290 479 348	
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				4 380 227 18 630 000		
	Produits	268 744 114			23 010 227	291 754 341	
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				3 442 671 -1 038 532 -1 000 000		
	Excédent/Déficit	-129 146			1 404 139	1 274 993	
INVESTIS SEMENT							
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				-2 400 000 5 000 000		
	Dépenses	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				-8 349 671		
	Recettes	103 204 622			-8 349 671	94 854 951	
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				-5 949 671 -5 000 000		
	Résultat d'investissement	129 146			-10 949 671	-10 820 525	
FONDS DE ROULE MENT							
	01 LA 02 CFPPA 03 EXPL				-2 507 000 -1 038 532 -6 000 000		
	Variation fonds de roulement				-9 545 532	-9 545 532	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Charges							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
601	division B	32 150 000			1 000 000	33 150 000	
601	Achats d'approvisionnements	32 150 000			1 000 000	33 150 000	
606	division A	13 956 000			1 720 000	15 676 000	
606	Achats non stockés de fournitures	17 756 000			1 720 000	19 476 000	
60	division A	27 456 000			1 720 000	29 176 000	
	division B	41 901 000			1 000 000	42 901 000	
60	ACHATS	69 357 000			2 720 000	72 077 000	
611	division A	4 000 000			1 000 000	5 000 000	
611	Sous-traitance générale	4 500 000			1 000 000	5 500 000	
613	division A	1 800 000			450 000	2 250 000	
613	Locations	1 800 000			450 000	2 250 000	
615	division A	3 650 000			100 000	3 750 000	
615	Travaux d'entretien et de réparations	4 650 000			100 000	4 750 000	
616	division A	1 060 000			50 000	1 110 000	
616	Primes d'assurance	1 360 000			50 000	1 410 000	
61	division A	11 567 000			1 600 000	13 167 000	
61	SERVICES EXTERIEURS	13 367 000			1 600 000	14 967 000	
622	division A	3 587 468			9 618 532	13 206 000	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraire	3 902 468			9 618 532	13 521 000	
624	division A	13 400 000			1 100 000	14 500 000	
624	Transports de biens et transports collectifs	17 155 000			1 100 000	18 255 000	
625	division A	2 200 000			500 000	2 700 000	
625	Déplacements, missions et réceptions	2 400 000			500 000	2 900 000	
626	division A	2 850 000			150 000	3 000 000	
626	Frais postaux et frais de télécommunicat	2 960 000			150 000	3 110 000	
62	division A	22 188 468			11 368 532	33 557 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	26 953 468			11 368 532	38 322 000	
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	210 000				210 000	
641	division A	24 561 000			3 780 000	28 341 000	
641	Rémunérations du personnel salarié	51 861 000			3 780 000	55 641 000	
642	division A	1 500 000			-1 000 000	500 000	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015

Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc

Fonctionnement - Charges

Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
342	Rémunéra. particul. personnel enseignant	1 500 000			-1 000 000	500 000	
346	division A	13 900 000			2 200 000	16 100 000	
346	charges socia.de prévoyance (non agric.)	13 900 000			2 200 000	16 100 000	
34	division A	55 297 000			4 980 000	60 277 000	
34	CHARGES DE PERSONNEL	89 402 000			4 980 000	94 382 000	
35	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	29 992 000				29 992 000	
36	CHARGES FINANCIERES	15 000				15 000	
37	CHARGES EXCEPTIONNELLES	115 000				115 000	
381	division A	36 226 848			937 556	37 164 404	
381	Dotations aux amortissements et aux prov	39 436 792			937 556	40 374 348	
38	division A	36 226 848			937 556	37 164 404	
38	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROV	39 436 792			937 556	40 374 348	
5	division A	182 977 316			20 606 088	203 583 404	
	division B	85 870 944			1 000 000	86 870 944	
6	COMPTES DE CHARGES	268 848 260			21 606 088	290 454 348	
70	VENTES	25 000				25 000	
7	COMPTES DE PRODUITS	25 000				25 000	
TOTAL.	division A	182 977 316			20 606 088	203 583 404	
	division B	85 895 944			1 000 000	86 895 944	
TOTAL.		268 873 260			21 606 088	290 479 348	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Fonctionnement - Produits							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
706	division A	17 780 000			3 465 000	21 245 000	
706	Prestations de services	17 872 944			3 465 000	21 337 944	
70	division A	18 530 000			3 465 000	21 995 000	
70	VENTES	103 173 944			3 465 000	106 638 944	
72	PRODUCTION IMMOBILISEE ET AUTOCONSOMMEE	5 000				5 000	
741	division A	44 200 000			4 384 000	48 584 000	
741	Etat	44 200 000			4 384 000	48 584 000	
742	division A	70 000 000			14 000 000	84 000 000	
742	Région	70 000 000			14 000 000	84 000 000	
74	division A	142 200 000			18 384 000	160 584 000	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	143 200 000			18 384 000	161 584 000	
758	division A	60 000			1 000	61 000	
758	Produits divers de gestion courante	161 000			1 000	162 000	
75	division A	60 000			1 000	61 000	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	161 000			1 000	162 000	
76	PRODUITS FINANCIERS	101 000				101 000	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	371 000				371 000	
781	division A	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
781	Reprises sur amortissements et provision	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
78	division A	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
78	REPRISES SUR AMORT. ET PROVISION	21 732 170			1 160 227	22 892 397	
7	division A	182 848 170			23 010 227	205 858 397	
7	COMPTES DE PRODUITS	268 744 114			23 010 227	291 754 341	
.TOTAL.	division A	182 848 170			23 010 227	205 858 397	
.TOTAL.		268 744 114			23 010 227	291 754 341	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015

Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc

Investissement - Dépenses

Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
2131	division B	20 000 000			5 000 000	25 000 000	
2131	Bâtiments	20 000 000			5 000 000	25 000 000	
2135	division A	40 000 000			-3 000 000	37 000 000	
2135	Installations générales, agencements, aménagement des const	50 000 000			-3 000 000	47 000 000	
213	division A	40 000 000			-3 000 000	37 000 000	
	division B	30 000 000			5 000 000	35 000 000	
213	Constructions	70 000 000			2 000 000	72 000 000	
2154	division A	1 500 000			1 500 000	3 000 000	
2154	Matériel, outillage, agencements et aménagements	3 395 000			1 500 000	4 895 000	
215	division A	1 500 000			1 500 000	3 000 000	
215	Installations techniques, matériel et outillages	3 495 000			1 500 000	4 995 000	
217	Amélioration du fonds	500 000				500 000	
2181	division A	17 600 000			-400 000	17 200 000	
2181	Install. gles, agencements, aménag. divers (non insc. bilan)	17 900 000			-400 000	17 500 000	
2188	division A	1 265 532			-500 000	765 532	
2188	Autres	1 315 532			-500 000	815 532	
218	division A	28 365 532			-900 000	27 465 532	
218	Autres immobilisations corporelles (hors biens vivants)	29 080 476			-900 000	28 180 476	
21	division A	69 865 532			-2 400 000	67 465 532	
	division B	33 209 944			5 000 000	38 209 944	
21	IMMO. CORPORELLES (hors biens vivants)	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
2	division A	69 865 532			-2 400 000	67 465 532	
	division B	33 209 944			5 000 000	38 209 944	
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
.TOTAL.	division A	69 865 532			-2 400 000	67 465 532	
	division B	33 209 944			5 000 000	38 209 944	
.TOTAL.		103 075 476			2 600 000	105 675 476	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Investissement - Recettes							
Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
1041	division A	5 500 000			-127 000	5 373 000	
1041	Valeur initiale des financements rattachés à des actifs	5 500 000			-127 000	5 373 000	
104	division A	5 500 000			-127 000	5 373 000	
104	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis)	5 500 000			-127 000	5 373 000	
10	division A	5 500 000			-127 000	5 373 000	
10	CAPITAL ET RESERVES	5 500 000			-127 000	5 373 000	
1341	division A	50 000 000			-8 000 000	42 000 000	
1341	Valeur initiale des financements rattachés à des actifs	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
134	division A	50 000 000			-8 000 000	42 000 000	
134	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis)	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
13	division A	50 000 000			-8 000 000	42 000 000	
13	SUBVENTIONS D' INVESTISSEMENT	80 000 000			-8 000 000	72 000 000	
1	division A	55 500 000			-8 127 000	47 373 000	
1	COMPTES DE CAPITAUX	85 500 000			-8 127 000	77 373 000	
2801	division A				114 130	114 130	
2801	Frais d'établissement				114 130	114 130	
280	division A				114 130	114 130	
280	Amortissements des immobilisations incorporelles				114 130	114 130	
2813	division A	4 107 380			-304 810	3 802 570	
2813	Construction	4 875 039			-304 810	4 570 229	
2815	division A	951 043			-359 706	591 337	
2815	Install. techniques, matériel et outill.	2 419 052			-359 706	2 059 346	
2818	division A	9 436 255			327 715	9 763 970	
2818	Autres immo. corpo. (hors biens vivants)	10 019 639			327 715	10 347 354	
281	division A	14 494 678			-336 801	14 157 877	
281	Amort.des immo. corpo.(hors biens viva.)	17 704 622			-336 801	17 367 821	
28	division A	14 494 678			-222 671	14 272 007	
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	17 704 622			-222 671	17 481 951	
2	division A	14 494 678			-222 671	14 272 007	
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	17 704 622			-222 671	17 481 951	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015**Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc****Investissement - Recettes**

Compte	Intitulé	Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	Commentaires
<i>TOTAL.</i>	<i>division A</i>	69 994 678			-8 349 671	61 645 007	
TOTAL.		103 204 622			-8 349 671	94 854 951	

EPEFPA Opunohu Exercice : 2015							
Edition de la Décision Modificative N°1 en Franc							
Récapitulatif							
		Budget + DM validées	DM Validées	DM allégées	DM en cours	Budget modifié	
FONCTION NEMENT							
	division A	182 977 316			20 606 088	203 583 404	
	division B	85 895 944			1 000 000	86 895 944	
	division C						
	Charges	268 873 260			21 606 088	290 479 348	
	division A	182 848 170			23 010 227	205 858 397	
	division B	85 895 944				85 895 944	
	division C						
	Produits	268 744 114			23 010 227	291 754 341	
	division A	-129 146			2 404 139	2 274 993	
	division B				-1 000 000	-1 000 000	
	division C						
	Excédent/Déficit	-129 146			1 404 139	1 274 993	
INVESTIS SEMENT							
	division A	69 865 532			-2 400 000	67 465 532	
	division B	33 209 944			5 000 000	38 209 944	
	division C						
	Dépenses	103 075 476			2 600 000	105 675 476	
	division A	69 994 678			-8 349 671	61 645 007	
	division B	33 209 944				33 209 944	
	division C						
	Recettes	103 204 622			-8 349 671	94 854 951	
	division A	129 146			-5 949 671	-5 820 525	
	division B				-5 000 000	-5 000 000	
	division C						
	Résultat d'investissement	129 146			-10 949 671	-10 820 525	
FONDS DE ROULE MENT							
	division A				-3 545 532	-3 545 532	
	division B				-6 000 000	-6 000 000	
	division C						
	Variation fonds de roulement				-9 545 532	-9 545 532	

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RÉNOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 5612 MLV du 13 juillet 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Mautifau 1, cadastrée commune de Taiarapu-Est, commune associée de Pueu, section CK, n° 46, et les constructions vétustes y édifiées, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières, et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 805 CM du 9 août 1988 modifié autorisant l'affectation des installations sportives à l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs (OTESSE) ;

Vu la délibération n° 41-2015 CTE du 20 mai 2015 du conseil municipal de la commune de Taiarapu-Est ;

Vu les lettres n° 717-2015 IJSPF du 12 mai 2015 et n° 867-2015 IJSPF du 12 juin 2015 de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La parcelle dépendant de la terre Mautifau 1, cadastrée commune de Taiarapu-Est, commune associée de Pueu, section CK, n° 46, d'une superficie de 12 130 mètres carrés, et les constructions vétustes y édifiées, sont affectées au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française telle que cette parcelle figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 6 juin 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la démolition de la construction y édifiée et l'implantation d'une salle omnisports, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Les valeurs comptable et vénale de la parcelle affectée sont fixées selon le tableau suivant :

Référence cadastrale : K n° 46.

N° de bien (Polygf) : -

Superficie selon titre : 12 000 mètres carrés.

Superficie au cadastre : 12 130 mètres carrés.

Valeur comptable (843 F CFP/m²) : 10 112 840 F CFP.

Valeur vénale en F CFP (7 500 F CFP/m²) : 90 975 000 F CFP.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— L'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— A l'article 1er de l'arrêté n° 805 CM du 9 août 1988 modifié, les termes : "...Pueu, le terrain de football, 12 000 mètres carrés", sont abrogés.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

Pour le ministre
de la jeunesse et des sports, absent :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 5613 MLV du 13 juillet 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui cadastrée section AD, n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mme Taraina Sommers épouse Itchner.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières, et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la demande de Mme Taraina Sommers épouse Itchner en date du 19 juin 2015 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa en date du 18 août 2014 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public réunie le 22 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement d'une superficie de 50 mètres carrés du domaine public maritime remblayé sis place Hawaiki Nui cadastrée section AD, n° 315, commune de Uturoa à Raiatea, est consentie au profit de Mme Taraina Sommers épouse Itchner.

Cette occupation est destinée à l'exploitation d'un commerce ambulant (roulotte), en journée les lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 14 heures et en soirée du mercredi au lundi de 17 heures à 22 heures. Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2. — La présente autorisation consentie pour une durée d'une (1) année à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace concédé.

2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

3° Il lui appartient de conclure les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile et de communiquer à la Polynésie française, les attestations relatives aux contrats d'assurances qu'il aura souscrits.

4° Il est tenu de présenter à la Polynésie française, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public.

5° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

6° Il est tenu d'acquitter tous impôts et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité de commerce ambulant.

Art. 3. — Le bénéficiaire peut installer des tables et des chaises autour de son commerce ambulant sans empiéter sur l'espace concédé à un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration.

Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué en dehors de la présence du commerce ambulant.

L'installation de ce commerce et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site.

De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur le terrain occupé.

Chaque jour, il installe son équipement à l'emplacement concédé et le déplace à son lieu de remise à l'heure de fermeture. Cet équipement ne peut en aucun cas rester sur place.

Si une panne intervenait, le bénéficiaire s'engage, dans l'heure qui suit, à faire intervenir un professionnel pour libérer l'emplacement.

Art. 4. — Conformément à la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce des boissons et à son article 8 relatif aux marchands ambulants, il est interdit au bénéficiaire de vendre, soit en gros, soit en détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, des boissons alcoolisées.

Art. 5. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'occupation ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper le domaine public est interdite.

Art. 6.— L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 7.— La Polynésie française peut suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin et pour une période déterminée. Dans ce cas, elle en informe le bénéficiaire au préalable, par courrier simple, qui est tenu de libérer l'emplacement pour toute la période de suspension de l'occupation. La suspension de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Art. 8.— La redevance mensuelle d'occupation payable d'avance, à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

Art. 9.— En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 10.— La présente autorisation peut être retirée à tout moment et par lettre recommandée en respectant un préavis d'un mois pour tout motif d'intérêt général par l'autorité compétente sans indemnisation du bénéficiaire évincé. Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 11.— A l'expiration de la présente autorisation, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle arrive, le bénéficiaire est tenu de libérer les lieux occupés.

Art. 12.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.

*Le vice-président,
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 5614 MLV du 13 juillet 2015 portant abrogation de l'arrêté n° 10927 MLV du 11 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Vaipoopoo, cadastrée commune de Arue, section L, n° 5, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières, et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1206-04.15/AW du 30 avril 2015 de la commune de Arue,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 10927 MLV du 11 décembre 2014 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Vaipoopoo, cadastrée commune de Arue, section L n° 5, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de la jeunesse et des sports, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

Pour le ministre
de la jeunesse et des sports, absent :
*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 5615 MLV du 13 juillet 2015 portant modification de l'arrêté n° 3424 MLV du 28 avril 2015 portant affectation d'une emprise de 72 mètres carrés dépendant de la terre, remblai cadastrée commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Teahupoo, section CH n° 4, au profit du service du tourisme.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières, et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3424 MLV du 28 avril 2015 portant affectation de la terre, remblai cadastrée commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Teahupoo, section CH n° 4, au profit du service du tourisme ;

Vu la lettre n° 905 MTF/SDT du 10 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 3424 MLV du 28 avril 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“Article 1er. — Dans le cadre de l'aménagement touristique du site d'accès à la mer de Teahupoo, est affectée au profit du service du tourisme, une emprise de 72 mètres carrés dépendant du lais de mer cadastré commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Teahupoo, section CI n° 62, d'une superficie de 4 209 mètres carrés, telle qu'elle figure sur le plan d'implantation référencé PC n° 401 de juin 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine”.

Art. 2. — L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 3424 MLV du 28 avril 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“La présente affectation durera toute la période des travaux d'aménagement et de construction du fare poté'e”.

Art. 3. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service du tourisme et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 5616 MET du 13 juillet 2015 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier dans la commune de Maupiti, au profit de Mme Elina Tavaearii.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation des dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la lettre du 5 février 2015 de Mme Elina Tavaearii ;

Vu l'avis de la subdivision des ISLV de la direction de l'équipement par bordereau n° 280 DEQ/ISLV du 16 mars 2015 ;

Vu l'avis de la commune de Maupiti par lettre n° 41-15 Cne/MAU du 20 avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé, au profit de Mme Elina Tavaearii, l'empiétement de prospect sur le domaine public routier d'une superficie de 4,38 mètres carrés, au droit d'une parcelle de terre dépendant de la terre Vaioura, cadastrée section AC, n° 9, commune de Maupiti.

Tel que le tout figure sur le plan de masse n° 14-01, daté de mars 2014, échelle 1-500 joint au dossier du bénéficiaire et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2. — L'empiètement de prospect sur le domaine public routier est destiné à la réalisation d'une maison d'habitation.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie pour une période de neuf années consécutives, à compter de la date du présent arrêté, sous les clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter :

- 1° Il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes compétents de la Polynésie française ;
- 2° Les travaux sont à la charge du bénéficiaire qui est seul tenu à toutes les garanties que les occupations peuvent entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 4° Il ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction en cas d'éventuels travaux entrepris dans le domaine public routier, par les agents de la direction de l'équipement ;
- 5° Il est tenu, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, de toute autre intervention sur le domaine public.

Art. 4. — A l'achèvement des travaux, un plan de récolement devra être transmis à la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juillet 2015.
Albert SOLIA.

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 5489 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Raie Manta Club de Rurutu à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 6830 (Te Niuhi).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Yves Lefèvre en date du 15 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — La société Raie Manta Club de Rurutu est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 6830 (Te Niuhi), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 6830 (Te Niuhi).

Art. 4. — La société Raie Manta Club de Rurutu s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6. — Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7. — La société Raie Manta Club de Rurutu s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8. — Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5490 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Tahiti Tours Surf à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10587 (Manuia 2004) ou PY 6525 (Manuia 2008).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Georges Riou en date du 11 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — La société Tahiti Tours Surf est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10587 (Manuia 2004) ou PY 6525 (Manuia 2008), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 10587 (Manuia 2004) et PY 6525 (Manuia 2008).

Art. 4. — Les navires de numéro d'immatriculation PY 10587 (Manuia 2004) et PY 6525 (Manuia 2008) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5. — La société Tahiti Tours Surf s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7. — Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8. — La société Tahiti Tours Surf s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5491 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Fluid Moss à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 15633 (Zebullon) ou PY 7736 (Zeboat).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Yannis Saint-Pe en date du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — La SARL Fluid Moss est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro

d'immatriculation PY 15633 (Zebullon) ou PY 7736 (Zeboat), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 15633 (Zebullon) et PY 7736 (Zeboat).

Art. 4.— Les navires de numéro d'immatriculation PY 15633 (Zebullon) et PY 7736 (Zeboat) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5.— La SARL Fluid Moss s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8.— La SARL Fluid Moss s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5492 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la société Deep Blue à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16335 (Deep Blue) ou PY 11377 (Deep Blue II).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Jérôme Dambrin en date du 23 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— La société Deep Blue est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16335 (Deep Blue) ou PY 11377 (Deep Blue II), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 16335 (Deep Blue) et PY 11377 (Deep Blue II).

Art. 4.— Les navires de numéro d'immatriculation PY 16335 (Deep Blue) et PY 11377 (Deep Blue II) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5.— La société Deep Blue s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8.— La société Deep Blue s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5493 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Michel Goyet à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7192 (Haumanarii).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Michel Goyet en date du 22 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Goyet est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Huahine avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7192 (Haumanarii), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 7192 (Haumanarii).

Art. 4.— M. Michel Goyet s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— M. Michel Goyet s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5494 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Hémisphère Sub à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea et Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 15782 (Faitoito).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Farid Sedira en date du 19 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— La SARL Hémisphère Sub est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Raiatea et Tahaa avec le navire de numéro d'immatriculation PY 15782 (Faitoito), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 15782 (Faitoito).

Art. 4.— La SARL Hémisphère Sub s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— La SARL Hémisphère Sub s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5495 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SNC Scubatek Tahiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10553 (One).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Arnaud Demier en date du 26 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— La SNC Scubatek Tahiti est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10553 (One), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 10553 (One).

Art. 4.— La SNC Scubatek Tahiti s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— La SNC Scubatek Tahiti s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5496 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Topdive Tahiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11991 (Tore Tore 3) ou PY 7624 (Arava 2).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Paul Ramos en date du 24 avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— La SARL Topdive Tahiti est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11991 (Tore Tore 3) ou PY 7624 (Arava 2), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 11991 (Tore Tore 3) et PY 7624 (Arava 2).

Art. 4.— Les navires de numéro d'immatriculation PY 11991 (Tore Tore 3) et PY 7624 (Arava 2) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5.— La SARL Topdive Tahiti s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8.— La SARL Topdive Tahiti s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5497 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant la SARL Eleuthera Plongée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11824 (Naia III) ou PY 16229 (Naia V).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Nicolas Castel en date du 21 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— La SARL Eleuthera Plongée est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 11824 (Naia III) ou PY 16229 (Naia V), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 11824 (Naia III) et PY 16229 (Naia V).

Art. 4.— Les navires de numéro d'immatriculation PY 11824 (Naia III) et PY 16229 (Naia V) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5.— La SARL Eleuthera Plongée s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8.— La SARL Eleuthera Plongée s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5498 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Tahiti Private Expeditions à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7119 (Coconut).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Rodolphe Holler en date du 20 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Tahiti Private Expeditions est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le

navire de numéro d'immatriculation PY 7119 (Coconut), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 7119 (Coconut).

Art. 4.— L'EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— L'EURL Tahiti Private Expeditions s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5499 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Tahiti Ili Diving à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura) ou PY 17188 (Kakura II).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Lionel Hertrich en date du 15 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Tahiti Iti Diving est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura) ou PY 17188 (Kakura II), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura) et PY 17188 (Kakura II).

Art. 4.— Les navires de numéro d'immatriculation PY 12986 (Kakura) et PY 17188 (Kakura II) seront utilisés alternativement dans le cadre de cette activité.

Art. 5.— L'EURL Tahiti Iti Diving s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 6.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 7.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 8.— L'EURL Tahiti Iti Diving s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5500 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Scubapiti à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7286 (Here O Te Moana).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Henry Mura en date du 25 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Scubapiti est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 7286 (Here O Te Moana), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 7286 (Here O Te Moana).

Art. 4.— L'EURL Scubapiti s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— L'EURL Scubapiti s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5501 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant l'EURL Lagoon Games Polynesia à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16420 (Lagoon 4).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Patrick Félix en date du 16 juin 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Lagoon Games Polynesia est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Moorea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 16420 (Lagoon 4), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2.— L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3.— La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 16420 (Lagoon 4).

Art. 4.— L'EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5.— Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6.— Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7.— L'EURL Lagoon Games Polynesia s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5502 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Lionel Tavita à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 6271 (Apo Apo II).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Lionel Tavita en date du 28 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Lionel Tavita est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec le navire de numéro d'immatriculation PY 6271 (Apo Apo II), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 6271 (Apo Apo II).

Art. 4. — M. Lionel Tavita s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6. — Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7. — M. Lionel Tavita s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8. — Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ARRETE n° 5503 MCE/ENV du 10 juillet 2015 autorisant M. Tamatea Shan Ho Foc à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2512 (Green Pacific).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5128 CM du 30 juin 2015 portant délégation de signature à M. Etienne Taramini, directeur de l'environnement par intérim ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Tamatea Shan Ho Foc en date du 17 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — M. Tamatea Shan Ho Foc est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 2512 (Green Pacific), en application des dispositions des articles A. 121-35 à A. 121-43 du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation d'approche est consentie du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016.

Art. 3. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 2512 (Green Pacific).

Art. 4. — M. Tamatea Shan Ho Foc s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 121-37 du code de l'environnement. Le modèle de registre est disponible auprès de la direction de l'environnement.

Art. 5. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 6. — Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné à la remise de ce registre à la direction de l'environnement.

Art. 7. — M. Tamatea Shan Ho Foc s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 8. — Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 juillet 2015.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement par intérim,
Etienne TARAMINI.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES****SERVICE DE L'URBANISME****ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 22 AU 26 JUIN 2015****COMMUNE DE ARUE***22 juin 2015*

N° 14-552-1 MET.AU, M. Franck Zermati, pour le compte de la SAS Puna Ora, sur la parcelle cadastrée n° 11, section E, lot H1 dépendant du domaine Terua, PK 3,500, côté montagne, terrassement et construction de deux (2) immeubles de soixante-sept (67) logements "Résidence Terua".

COMMUNE DE FAA'A*22 juin 2015*

N° 15-227-1 MET.AU, Mme Marie-Claire Justin épouse Adams, sur la parcelle cadastrée n° 265, section H, terre Atirupe 5, PK 5,200, côté montagne, servitude Juventin, rénovation d'un magasin au rez-de-chaussée et construction de bureau et de deux (2) logements ;

N° 15-276-1, Mme Sabrina Laughlin, sur la parcelle cadastrée n° 1167, section P, terres Tefatufatu, Temomea, Tenive, Temahama, Vaiopiri, parcelle C, Piafau, quartier Laughlin, construction de deux (2) appartements.

23 juin 2015

N° 15-320-1 MET.AU, M. Erwan Courtin, directeur de ABS, pour le compte de M. Christophe Maxime Smaniotto et Mme Miki Ito son épouse, sur la parcelle cadastrée n° 796, section W, lot 44 du lotissement Le Hameau de Mahinarama, construction d'une maison d'habitation.

25 juin 2015

N° 15-202-2 MET.AU, M. Yves Conroy, pour le compte de M. Jean-Yves Teura Conroy, sur la parcelle cadastrée n° 187, section P, terre Tereva, haut Saint-Hilaire, terrassement et construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-353-1, M. et Mme David et Cindy Restout, sur la parcelle cadastrée n° 1142, section V, lot 120 du lotissement Mamaia 3, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA*22 juin 2015*

N° 15-332-1 MET.AU, Mlle Adriana Temarii, sur la parcelle cadastrée n° 1, section AI, terre Atipua 2, sise à Mahaena, PK 31,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

23 juin 2015

N° 15-291-1 MET.AU, Mme Blandine Faehau épouse Harehoe, sur la parcelle cadastrée n° 35, section AN, terre Atirua, sise à Tiarei, PK 25,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE MAHINA*22 juin 2015*

N° 14-962-2 MET.AU, Mlle Evelyne Johana Teganahau, sur la parcelle cadastrée n° 424, section B, terres Pereua et Vaitiario, PK 10, route Pointe Vénus, côté mer, aménagement d'un local en snack ;

N° 15-76-1, M. Jacky Oputu et Mme Marthe Raihauti son épouse, sur la parcelle cadastrée n° 117, section R, terre Papahora, PK 10,200 vallée de la Tuauru, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-270-1, Mme Léa Houssin, sur la parcelle cadastrée n° 250, section A, lot 2 du lot B1 de la propriété Souiry, construction d'une maison d'habitation.

25 juin 2015

N° 15-309-1 MET.AU, Mme Christine Pukeeinui épouse Tetuaveroa, sur la parcelle cadastrée n° 45, section E, lot A26 du lotissement CPS, PK 10,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 15-313-1, Techni-Bois, pour le compte de M. Henri Jay, sur la parcelle cadastrée n° 777, section V, lot B de la propriété Jay Maara, PK 8, côté montagne, construction d'un bungalow à usage de bureau et prolongement de la toiture ;

N° 15-319-1, Mme Henriette Faua, sur la parcelle cadastrée n° 158, section B, lot 2 du lot 3 D de la terre Oututaata, PK 9,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO*23 juin 2015*

N° 15-234-1 MET.AU, M. Rainui Bellais, sur la parcelle cadastrée n° 19, section EA lot 3 de la terre Vaitiapau et Honuea sise à Paopao, PK 13,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 15-235-1, Mme Ghislaine Teriierooiterai, sur la parcelle cadastrée n° 120, section HH, parcelle du lot 2 de la terre Tefamarumaruru, Utuuturi, sise à Haapiti, PK 20, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE PAEA

25 juin 2015

N° 15-295-1 MET.AU, Mlle Juanita Domingo, sur la parcelle cadastrée n° 137, section AL, lot 4 de la terre Tehaariauu, Maraemae, Ahototuana, PK 22,500, côté mer, face magasin Laut, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-296-1, Bureau d'étude Fenua Projets, pour le compte de M. Bernard Ollier et Mlle Urarii Tetumu, sur la parcelle cadastrée n° 508, section AM, terre Tepouohu, Tearaa, Mотор, Panahoe, Paepaeara, Hirimai dite propriété Fagneaux lot 1b 1 lot B, PK 23,300, côté montagne, construction d'une habitation personnelle et de deux (2) habitations familiales secondaires ;

N° 15-298-1, M. Harrys Wong, sur la parcelle cadastrée n° 138, section AK, lot 3 du lotissement Tarevareva, PK 21,900, côté montagne, Orofero, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

23 juin 2015

N° 15-271-1 MET.AU, M. Tetiarii Apeang, sur la parcelle cadastrée n° 163, section BK, lot n° 74 de la résidence Vaihi, PK 39,300, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

22 juin 2015

N° 15-002-1 MET.AU.PPTE, Mme Marie Dupont, sur la parcelle cadastrée n° 11, section CH, propriété Yves Ferrand, Mamao, rénovation de l'ancien Majestic pizza et modification de distribution intérieure, de façades et de toiture.

25 juin 2015

N° 15-021-1 MET.AU.PPTE, M. Heivarau Tura et Mlle Mohea Lee, sur la parcelle cadastrée n° 58, section CE, propriété Emile Adams, partie, cours de l'Union-Sacrée, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-024-1, M. Yves Garbet et Mlle Mélissa Ma'o, sur la parcelle cadastrée n° 75, section CR, lot 33 du lotissement Pureora, Mission, réaménagement du rez-de-jardin à usage d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

22 juin 2015

N° 14-673-2 MET.AU, M. Novick Teniaro et Marie-Anne Mairau, la parcelle cadastrée n° 462, section CI, terre Vaiopu 2 au PK 14, côté montagne, modification de façade et de distribution intérieure des locaux ;

N° 15-176-1, M. et Mme William et Thérèse Maire, sur la parcelle cadastrée n° 1, section AL, terre Outuroa et Atiio, parcelle A, PK 8,300, côté montagne, régularisation d'extension d'une maison d'habitation (terrasse couverte) ;

N° 15-321-1, M. et Mme Vaea et Napualani Ariipeu, sur la parcelle cadastrée n° 44, section P, partage propriété Sage Martial, PK 14,200, côté mer, quartier Sage 1, construction d'une maison d'habitation.

23 juin 2015

N° 15-334-1 MET.AU, M. Ariitu Tapa et Mlle Carine Ligeron, sur la parcelle cadastrée n° 644, section CD, lot 587 du lotissement Miri 6, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et d'un mur d'enrochement.

25 juin 2015

N° 15-263-1 MET.AU, M. Eric Sanquer, sur la parcelle cadastrée n° 76, section AX, lot 1 de la terre Tepataai 1, PK 9,77 Tetavake, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-304-1, M. Yohann Florentin, architecte De-Hmo, pour le compte de la SCI Atiio, sur la parcelle cadastrée n° 101, section C, terres Tauhi, Tearu 1 parcelle, Tefaupapa, Tititea, Atiio 2 partie, et Outuroa, Atiio partie, Outumaoro, construction d'une coursive couverte parking à Carrefour.

26 juin 2015

N° 15-345-1 MET.AU, M. Steven Hart, pour le compte de la SCI Aipuu, sur la parcelle cadastrée n° 253, section AE, terre Aipuu lot C parcelle 1, PK 15,600, côté montagne près ex-Lax, construction d'un mur de clôture.

COMMUNE DE GAMBIER

23 juin 2015

N° 15-305-1 MET.AU.TG, M. Winfred Gooding, sur la parcelle cadastrée n° 10, section AE, lot 5 de la terre Tehoronui, sise à Mangareava, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

25 juin 2015

N° 15-361-1 MET.AU.TG, Mlle Urahei Vairaaroa, sur la parcelle cadastrée n° 232, section H, terre Piriri 1, village en face du lotissement, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE TAKAROA

22 juin 2015

N° 15-316-1 MET.AU.TG, Mme Béatrice Tetoe, sur la parcelle cadastrée n° 91, section E, terre Magotunu, construction d'une maison d'habitation (OPH).

25 juin 2015

N° 15-317-1 MET.AU.TG, M. Tuarae Dexter, sur la parcelle cadastrée n° 111, section E, terre Tikirevareva 2, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE TATAKOTO

22 juin 2015

N° 15-252-1 MET.AU.TG, commune de Tatakoto, s/c de M. Ernest Igino Teagai (fils), sur la parcelle cadastrée n° 682, section C, terre Tukihoa parcelle, Tumukuru, construction d'un centre artisanal.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 22 AU 26 JUIN 2015**

COMMUNE DE HUAHINE

26 juin 2015

N° 15-061-2 MET.AU.ISLV, Mme Nathalie Tinorua épouse Licheng, sur une parcelle de la terre Vaiaoa, cadastrée n° 13, section LB sise à Fiti, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-110-2, M. Didier Forget, sur la parcelle de la terre Harepo, PV 102, lot 5, cadastrée n° 46, section AO, sise à Fare, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-113-1, M. Didier Forget, sur la parcelle de la terre Harepo, PV 102, lot 5, cadastrée n° 46, section AO, sise à Fare, terrassement.

COMMUNE DE BORA BORA

23 juin 2015

Avenant n° 15-018-2 MET.AU.ISLV, M. Jean-Claude Arutahi, sur la parcelle du lot 1A de la terre Teiaiaia, cadastrée n° 20, section BB sise à Anau, modification des plans apportée au projet de construction d'une maison d'habitation du type OPH en fare MTR ;

N° 15-143-2, Mme Jeannette Miria Rai, sur une parcelle de la terre, Moturoa partie, Patutae îlot, cadastrée n° 5, section KA et des emplacements du domaine public maritime sise à Anau, construction d'un fare restaurant et d'un local poubelle de l'hôtel Le Méridien Bora Bora.

26 juin 2015

N° 15-218-1 MET.AU.ISLV, Mlle Hitiura Ellacott, sur une parcelle de la terre Vaioataha, parcelle 1, lot E5, cadastrée n° 104 section AM sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-219-1, Mlle Hitiura Ellacott, sur une parcelle de la terre Vaioataha, parcelle 1, lot E4, cadastrée n° 105, section AM sise à Nunue, construction de deux maisons d'habitation.

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

26 juin 2015

Avenant n° 14-046-7 MET.AU.ISLV, M. et Mme Eketiera et Marcelle Teato, sur la parcelle du lot B de la terre Irivai 3, cadastrée n° 20, section MC sise à Avera, modification des plans apportée au projet de construction d'une maison d'habitation du type OPH-F4 en fare OPH-F5.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13 juillet 2015 enregistré à Papeete (Tahiti) le 13 juillet 2015, il a été constitué une société civile aux caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Société de Financement TEVA FARMS.

Forme : Société civile.

Capital : 100 000 F CFP.

Siège : Papeari PK 53,700, côté mer.

Objet :

- l'acquisition et la propriété d'une participation de cinq pour cent (5 %) dans le capital de TEVA FARMS, société civile agricole, au capital de 100 000 F CFP, dont le siège social est à PK 53,700, côté mer, Papeari, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 08 221 C, afin d'assurer le financement des opérations de ladite société dans le cadre des dispositifs d'incitations fiscales à l'investissement en Polynésie française ;
- la gestion de cette participation et toutes opérations s'y rapportant ;
- la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées, directement ou indirectement, sous forme d'avances en compte-courant, de prêts, etc. ;
- et, généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

a) M. Alain Robert SANGUE, PK 53,700, côté mer, Papeari, a fait apport de 90 000 F CFP ;

b) Mme Miléna Moeata TERE épouse SANGUE, PK 53,700, côté mer, Papeari, a fait apport de 10 000 F CFP.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire dont le montant s'élève à la somme de 100 000 F CFP.

M. Alain Robert SANGUE est désigné statutairement en qualité de gérant pour 99 années.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

ALPHA PROD

Société à responsabilité limitée

Au capital de 1 000 000 F CFP

**Siège social : Quartier Tavararo, Faa'a
Tahiti - Polynésie française**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er juillet 2015 à Faa'a, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : ALPHA PROD.

Enseigne commerciale : ALPHA PROD TAHITI.

Forme sociale : Société à responsabilité limitée.

Capital social : 1 000 000 F CFP.

Siège social : Quartier Tavararo, Faa'a.

Objet social : La société a pour objet, directement ou indirectement en tout pays :

- le développement de toutes opérations événementielles telles que l'organisation et la gestion de congrès, collèges, séminaires, cérémonies, soirées ;
- toute activité de gestion du déroulement de l'événement, l'hébergement, la restauration, l'animation, le matériel et les outils de communication nécessaires aux participants.

Durée de la société : 99 années.

Gérance :

- Mme Alice-Marie Hyun-Mee MERET, demeurant à Faa'a, Pamatai, résidence Te Noha, 98704 Faa'a ;
- M. Philippe BREUL, demeurant à Punaauia.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

La gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 15 juillet 2015, il a été établi les statuts d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : SARL.

Dénomination : Bureau de contrôles Polynésien Marine.

Enseigne commerciale : BCP Marine.

Objet :

- coordination et gestion de la coactivité dans le domaine de l'HSCT ;
- contrôle des opérations de dégazage ;
- contrôle des espaces clos et viabilité ;
- contrôle et réalisation d'exercices incendie.

Apport en numéraire : 100 000 F CFP.

Capital social : 100 000 F CFP.

Le capital est fixé à 100 000 F CFP et divisé en 100 parts de 1 000 F CFP, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leur apport en numéraire.

Gérants : Aux termes de l'article 15 des statuts, MM. Abdelkader Khaled MADANI et Alex LEHIR ont été nommés gérants de la société.

Durée : 99 années.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,
Les gérants.

EURL TERA PEARLS AND DESIGNS

Il est constitué le 30 juin 2015 une société ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : TERA PEARLS AND DESIGNS.

Forme : EURL.

Capital : 50 000 F CFP.

Objet :

- courtage de perles ;
 - création de bijoux avec des matières nobles ou pas ;
 - expertise de lots de perles.
- Gérance* : M. Teraiareva FROGIER demeurant à Moorea, Afareaitu, PK 9,200, côté mer.

Durée : 99 ans.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, rue Edouard-Ahne

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire salarié au sein de l'office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, en date du 6 juillet 2015, enregistré à Papeete, le 15 juillet 2015, folio 40, bordereau : 1288/2,

M. Chansaud dit John CHING, commerçant et Mme Pit-Ha Josette CHUNG, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à Pirae, lotissement IRITI, BP 161 Papeete,

Ont fait donation entre vifs à titre de partage anticipé, conformément aux dispositions des articles 1075 et suivants du code civil, avec entrée en jouissance immédiate à :

1) M. Antony CHING, informaticien, demeurant à Punaauia, lotissement Taina, époux de Mme Tsi San Gisèle LUI, né à Papeete le 25 décembre 1965,

Le fonds de commerce de magasin sis et exploité à Papeete, rue Paul-Gauguin, à l'enseigne SELECT PAPEETE et pour lequel le donateur est inscrit au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 2627-A et à l'ISPF sous le n° TAHITI 028142, évalué à la somme de quatre millions de francs CFP (4 000 000 F CFP),

Et le stock des marchandises évalué à la somme de six millions de francs CFP (6 000 000 F CFP).

2) Et à M. Edgar CHING, employé de commerce, demeurant à Arue, Erima, BP 161, 98713 Papeete, célibataire, né à Papeete le 2 octobre 1967,

Le fonds de commerce de magasin sis et exploité à Papeete, rue Paul-Gauguin, à l'enseigne SELECT PAPEETE et pour lequel le donateur est inscrit au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 2627-A et à l'ISPF sous le n° TAHITI 028142, évalué à la somme de quatre millions de francs CFP (4 000 000 F CFP),

Et le stock des marchandises évalué à la somme de six millions de francs CFP (6 000 000 F CFP).

Les oppositions éventuelles seront reçues en l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les 10 jours de la dernière des publications légales.

Pour première insertion,
Me Alexandre YAO, notaire salarié.

SARL AP'IMMO
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Centre Tamanu, Punaauia
RCS Papeete : TPI 08 79-B
N° TAHITI : 858225

Avis de publicité

L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2015 a constaté que les capitaux propres ont été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Pour avis,
La gérance.

VAVAU ADVENTURES MANAGEMENT
Société à responsabilité limitée
Au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Bora Bora, Amanahune
RCS Papeete : 14 267 B
N° TAHITI : B 26380

Modification des statuts

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 juin 2015, à Papeete, il a été décidé la modification de l'article 4 des statuts :

Art. 4 : Siège social

Ancienne mention

Le siège social est fixé à Bora Bora, pointe Matira, Nunue.

Nouvelle mention

Le siège social est fixé à Bora Bora, Amanahune.

La gérance.

SARL PUNA
Au capital de 50 000 F CFP
Siège social : Route Fare Rau Ape
Bélevédère, Pirae
BP 51393, 98716 Pirae
N° TAHITI B09550
RCS TPI 14124B

Avis de clôture de liquidation

M. Moeava Christian POMIER, demeurant à Mahina, a réuni le 15 juillet 2015 l'assemblée de clôture de cette société.

L'assemblée générale extraordinaire a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus de sa gestion et décharge de son mandat au liquidateur et constaté la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
 Le liquidateur.

SARL PUNA
Au capital de 50 000 F CFP
Siège social : Route Fare Rau Ape
Bélevédère, Pirae
BP 51393, 98716 Pirae
N° TAHITI B09550
RCS TPI 14124B

Avis de dissolution volontaire

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire réunie en date du 14 juillet 2015, les associés de la société ont :

- prononcé sa dissolution anticipée et sa mise en liquidation amiable à compter du 14 juillet 2015 ;
- nommé M. Moeava Christian POMIER, demeurant Les Hauts de Mahinarama, lot 4, en qualité de liquidateur de la société ;
- fixé le siège de la société comme celui de la liquidation.

Mentions en seront faites au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Le gérant.

PATRICK ABGRALL
Avocat à la cour
Immeuble Fare Tony, 2e étage, Papeete
BP 40180 Papeete, 98713 Tahiti
tél. : 40 50 17 05, fax : 40 83 29 32
Email : patrick.abgrall@mail.pf

SARL RACING KART DE TAHITI
Société à responsabilité limitée
au capital de 200 000 F CFP
RCS Papeete n° TPI 93 151 B - N° TAHITI 280 214
Siège social : Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra,
98707 Tahiti

Avis de dissolution anticipée

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 23 juin 2015, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société RACING KART DE TAHITI, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège social est sis à Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra, 98707 Tahiti, immatriculée au RCS de Papeete, sous le n° TPI 93 151 B, et sa mise en liquidation à compter rétroactivement du 31 décembre 2014.

M. Marotea VITRAC a été désigné en qualité de liquidateur, il lui a été conféré les pouvoirs les plus étendus suivant la loi et les usages du commerce pour mettre fin aux opérations en cours, réaliser tous les éléments d'actif, payer le passif et répartir le solde aux associés, au prorata de leurs droits.

Le lieu où la correspondance doit être adressée et où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé au domicile du liquidateur, M. Marotea Vitrac, demeurant domaine Paparoa, Taravao, BP 52437, 98716 Pirae.

Pour avis et mention,
 Me Patrick ABGRALL, avocat.

MEKATHON
SAS au capital de 10 000 000 F CFP
Siège social : Quai des Thoniers,
BP 9433, Motu Uta, 98715 Papeete
RCS Papeete n° 9867B

Aux termes d'une délibération en date du 16 juillet 2015, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité la dissolution anticipée de la société à compter du 15 juillet 2015, et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel en conformité des dispositions statutaires et des articles L. 237-1 à L. 237-13 du code de commerce, pour cause de dissolution anticipée décidée par les actionnaires (article 1844-7 4° du code civil).

Elle a nommé comme liquidateur Mlle Sabrina LUCCIONI demeurant résidence Terua, Erima, lot n° 17, BP 9433 Motu Uta, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé à la résidence Terua, Erima, lot 17, BP 9433 Motu Uta. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 juin 2015, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MAGASIN ANIHEI.

Capital : 50 000 F CFP divisé en 2 parts sociales de 25 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Papeari, PK 53,700, côté montagne.

Objet : Ventes de marchandises aux clients.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Raihamana Vidal TUAIVA et M. Noam Temaru PARAU sont désignés statutairement en qualité d'associés pour 99 années.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, Boulevard Pomare

SEM ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI

Société anonyme d'économie mixte
au capital de 178 070 000 F CFP

Siège social : Papeete, Centre Paofai
RCS : Papeete n° 7685-B

Changement de représentant permanent
(CA du 20 mars 2015)

Ancienne mention

Administrateurs représentant les personnes privées : La société ELECTRICITE DE TAHITI, société anonyme au capital de 5 406 094 500 F CFP, dont le siège est à Faa'a, route de Puurai, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 53-B.

Représentant permanent : M. Hervé DUBOST-MARTIN, demeurant à Punaauia, Taina.

Nouvelle mention

Administrateurs représentant les personnes privées : La société ELECTRICITE DE TAHITI, société anonyme au capital de 5 406 094 500 F CFP, dont le siège est à Faa'a, route de Puurai, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 53-B.

Représentant permanent : M. Grégoire DE CHILLAZ, demeurant à Punaauia, PK 10.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, Boulevard Pomare

TA'URUA

Société civile au capital de 98 020 000 F CFP
Ramené à 187 355 F CFP

Siège social : Pirae, lotissement Vetea II
RCS Papeete n° 02 172-C

Réduction du capital social, démission d'un gérant

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2015, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de l'office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE le même jour, que le capital social a été réduit de 7 106 450 F CFP pour être ramené de 98 020 000 F CFP à 90 913 550 F CFP, par imputation sur les pertes et par voie de diminution de la valeur nominale de chaque part sociale de 2 000 F CFP chacune ramenée à 1 855 F CFP chacune, puis réduit de 90 726 195 F CFP pour être ramené de 90 913 550 F CFP à 187 355 F CFP par voie de remboursement et annulation des 48 909 parts des associés sortants, numérotées de 101 à 49 009 et que la société PHALSBOURG GESTION a démissionné de ses fonctions de gérante à compter du 1er juillet 2015.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence. Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Capital social : Le capital social est fixé à la somme de 98 020 000 F CFP divisé en 49 010 parts sociales de 2 000 F CFP chacune.

Gérante : Mme Gnet Ying WANE, demeurant à Pirae, lotissement Vetea II et la société PHALSBOURG GESTION, société par actions simplifiée au capital de 1 945 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 403 261 753, dont le siège social est situé à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), 99, quai du Docteur-Dervaux.

Nouvelle mention

Capital social : Le capital social est fixé à la somme de 187 355 F CFP divisé en 101 parts sociales de 1 855 F chacune numérotées de 1 à 100 et 49 010.

Gérante : Mme Gnet Ying WANE, demeurant à Pirae, lotissement Vetea II.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, Boulevard Pomare

FIRST IMMOBILIER
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, 415, boulevard Pomare
RCS Papeete TPI 14 231 B - N° TAHITI B22702

Changement de dénomination, transfert de siège social et changement de gérant

Il résulte d'un acte reçu par Me Bernard RESTOUT, notaire associé de la société civile professionnelle dénommée office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire

d'un office notarial à Papeete, 415, boulevard Pomare, en date du 16 juillet 2015, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Dénomination : TRENDS.
Siège social : Papeete (Tahiti), quartier du Commerce, immeuble Rouleau, 2e étage.
Gérants : MM. Jean-Baptiste U, demeurant à Papeete, 19, lotissement Papeete Nui, Orovini, et Antoine VIARDOT, demeurant à Faa'a, résidence Pamatai Hills.

Nouvelle mention

Dénomination : FIRST IMMOBILIER.
Siège social : Papeete (Tahiti), 415, boulevard-Pomare.
Gérants : MM. Antoine VIARDOT, demeurant à Faa'a, résidence Pamatai Hills, et Lionel Vetea Gérard Joseph EYRAUD, demeurant à Punaauia, lotissement Tetavake, lot n° 76.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à Papeete, rue Edouard-Ahne**

Suivant acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire salarié au sein de l'office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à la résidence de Papeete, le 15 juillet 2015, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SCI DUFOUR.
Siège : Punaauia, Punavai, PK 12,800, BP 130267, 98717 Punaauia.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Objet : L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis.

Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations.

L'aménagement de tous immeubles, leur location. L'administration, la location et l'exploitation desdits biens, immeubles.

La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique.

Et généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous.

Capital social : 200 000 F CFP.

Gérance : M. Christophe DUFOUR, Punaauia.

Parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit de descendants d'associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Me Alexandre YAO, notaire salarié.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à Papeete, rue Edouard-Ahne**

SCI ARAVANIE
Anciennement dénommée KAINOA
Société civile immobilière
Capital : 200 000 F CFP
Siège social : Papeete, résidence Lagon Bleu,
BP 2011, 98703 Punaauia
RCS Papeete n° 9688 C
N° TAHITI : 681544

*Changement de gérant, changement de dénomination
et changement de siège social*

Suivant acte reçu au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 10 juillet 2015, Mlle Stéphanie ALEZRAH a été nommée en qualité de gérante de la société pour une durée non limitée, en remplacement de M. Nicolas SIENNE, gérant démissionnaire, et il a été décidé de fixer le siège de la société à Papeete, résidence Lagon Bleu, BP 2011, 98703 Punaauia, à compter du 10 juillet 2015.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

Mention périmée

Gérance : M. Nicolas SIENNE, demeurant à Mahina (île de Tahiti) Mahinarama, lotissement Hitiraamahana, lot numéro 30, BP 111138, 98709 Mahina.

Mention nouvelle

Gérance : Mlle Stéphanie ALEZRAH, demeurant à Papeete, résidence Lagon Bleu, BP 2011, 98703 Punaauia.

Mention périmée

Dénomination : KAINOA.

Mention nouvelle

Dénomination : ARAVANIE.

Mention périmée

Siège social : Papeete, résidence Lagon Bleu.

Mention nouvelle

Siège social : Papeete, résidence Lagon Bleu, BP 2011, 98703 Punaauia.

Pour avis et mention,
Me Frédéric RAPADY.

ANNONCES DIVERSES

**ASSOCIATION TAURA NATI NO TE TAU O TE TAU -
BERIT OHLAM**

Dissolution

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2015, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**LA MAISON DU DIABETIQUE
CENTRE D'EDUCATION THERAPEUTIQUE**

Dissolution

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 2 juin 2015, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS
D'ELEVES POUR LES ECHANGES CULTURELS
(FAPELEC)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 juin 2015)

Président	:	JEUNE Karl
Vice-présidente	:	LY Cynthia
Secrétaire	:	KLIMA Sylvana
Secrétaire adjointe	:	ATGER Raihau
Trésorière	:	BERCHEL Viviane
Trésorière adjointe	:	TEPA Piha-Ura

ASSOCIATION VAHINE PIERRA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 juin 2015)

Présidente d'honneur	:	VAHINE Vilna
Présidente	:	TALMANT Sylvestre
Vice-président	:	VAHINE Paul
Secrétaire	:	VAHINE Stéphane
Secrétaire adjointe	:	VAHINE Georgina
Trésorier	:	VAHINE Taniéra
Trésorière adjointe	:	OPUU Lucie
Assesseur	:	VAHINE Pierre
Commissaire aux comptes	:	VAHINE Nicolas

JEUNESSE CLUB TENNIS RAUTEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 juin 2015)

Président	:	TEREINO Etarona
Vice-présidents	:	BONNET Heremoana BROTHERS Georges
Secrétaire	:	TAEREA-PANI John
Secrétaire adjointe	:	ZIMA Mayka
Trésorier	:	LI CHAO Stelio
Trésorière adjointe	:	BROTHERS Edelweiss

AMICALE TAHITI JEEP

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 avril 2015)

Présidents d'honneur	:	AIAMU Charles URIMA Teva
Président	:	MANUEL Bruno
Vice-président	:	BARONO Heifara
Secrétaire	:	AIAMU Teimana
Secrétaire adjoint	:	TERIITAUMIHAIU Tavae
Trésorier	:	MAO Manuarii
Trésorier adjoint	:	SOMMERS Nohorai

COMITE TEAHUPO'O HAVA'E HORUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 juin 2015)

Président d'honneur	:	PARKER Gérard
Président	:	PAVAOUAU Joachim
Vice-présidente	:	PARKER Célinia
Secrétaire	:	TAUHIRO Georges
Trésorier	:	PARKER Lesta
Assesseurs	:	FARETAHUA Marie BRANDER Frédéric

ASSOCIATION SPORTIVE HITILANI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 juin 2015)

Président	:	MOULON Pierre
Vice-présidente	:	YU-HING Jessica
Secrétaire	:	MOULON Maimiti
Secrétaire adjointe	:	TEAHUI Korine
Trésorière	:	TERIITEMOEHA Laiza
Trésorière adjointe	:	TEAHUI Aroma

ASSOCIATION SPORTIVE TE AHI MANU

Modification de statuts

Le siège social est situé à Pueu, PK 11, côté mer.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 juin 2015)

Président	:	MAURIRERE Théodore
Vice-présidente	:	MAURIRERE Christine
Secrétaire	:	TUERA Teurihei
Secrétaire adjointe	:	TETUAARAIA Jennifer
Trésorière	:	TEAKAU Moeava
Trésorière adjointe	:	TEAMOTUAITAU Nahealanie

ASSOCIATION FAMILIALE TAIRITUA A TIOO

(Récépissé n° 6901 DIRAJ du 23 juin 2015)

Extraits de statuts

Il est constitué le 6 juin 2015 l'ASSOCIATION FAMILIALE TAIRITUA A TIOO régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- d'établir notre généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire l'inventaire du patrimoine de nos ancêtres ; de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire....) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes et autres manifestations à caractère folklorique, culturel et corporatif ;
- des démarches à entreprendre afin d'atteindre l'occupation de notre terre.

Elle a son siège social à Papara, PK 35,500, côté montagne, quartier Apea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	PERETIA Joséphine
Secrétaire	:	LEANG Karen
Trésorier	:	TIOO Tanetuifenua-i-o-Tutaata

ASSOCIATION FAMILLE TEEHU (TAHUHUATAMA)*(Récépissé n° 6966 DIRAJ du 7 juillet 2015)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 21 juin 2015 l'ASSOCIATION FAMILLE TEEHU (TAHUHUATAMA) régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour objectif le partage des terrains situés aux Australes (île de Tupuai).

Elle a son siège social à Faa'a, Pamatai, lotissement Socredo.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEEHU Hiro
Président	: TEEHU Tenanaha
Vice-présidente	: TEEHU Tina
Secrétaire	: TIHATA André
Secrétaire adjointe	: FLORES Joséphine
Trésorière	: TEEHU Camélia
Trésorière adjointe	: TEEHU Cilda

ASSOCIATION NATI HIVA*(Récépissé n° 6971 DIRAJ du 7 juillet 2015)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 13 juin 2015 l'ASSOCIATION NATI HIVA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Elle a son siège social à Tipaerui, quartier Juventin, servitude Vaimora 2.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NEUFFER Ropati
Vice-président	: TEIPOARII Joël
Secrétaire	: RICHMOND Noéline
Secrétaire adjointe	: RICHMOND Marie-Noëlle
Trésorier	: LIAO Patrick
Trésorière adjointe	: VANAA Titaina

ASSOCIATION TE MANAVA RAUTEA*(Récépissé n° 1630 SAISLV du 16 juillet 2015)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 mai 2015 l'ASSOCIATION TE MANAVA RAUTEA régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour objet :

- de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Elle a son siège social à Nunue, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: HANERE Itamaera
Présidente	: MOEA Béatrice
Vice-président	: TETUANUI David
Secrétaire	: MAHOTU Erena
Secrétaire adjoint	: TERIIPAIA Félix
Trésorier	: TATAHIO Ariera
Trésorier adjoint	: MOEA Timi

ANNONCES MARCHES PUBLICS**AVIS D'APPEL D'OFFRE N° 4047 VP**

Assistance à la maîtrise d'ouvrage relative à la conception puis la réalisation d'un système de production de frigories à partir d'un puisage océanique en eau profonde (SWAC, acronyme anglais), pour la climatisation du Centre hospitalier de Polynésie française.

1. *Objet du marché* : Marché de prestations intellectuelles consistant en une assistance à la maîtrise d'ouvrage relative à l'opération de conception, puis de construction d'un système de climatisation par eau glacée océanique de type SWAC (SeaWater Air Conditioning) pour le Centre hospitalier de Polynésie française.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (article 20 du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier auprès du* : Service des énergies, bâtiment administratif A2 (4e étage), rue du Commandant-Destremau, BP 3829, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, tél. : (689) 40 46 82 50, fax. : (689) 40 46 82 78.

Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au §3.

4. *Date d'envoi du présent avis pour publication* : le 16 juillet 2015.

5. *Retrait du dossier de consultation au* : Service des énergies.

6. *Remise des offres* au service des énergies avant le 31 août 2015 à midi, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

7. *Validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8. *Critères de jugement des offres* : offre la mieux disante appréciée en fonction des critères cités dans le règlement particulier de consultation.

9. *Justifications à produire détaillées dans le dossier de la consultation, Entre autres* : - références - plan de charge - mémoire justificatif - certificats CPS - (les dates portées sur

ce certificat ne devront pas être antérieures à un mois de la date limite de remise des offres) - certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années). - Extraits Kbis - Attestations DC1 et DC2 pour les candidats non domiciliés en Polynésie française.

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances
et des énergies,
Nuihau LAUREY.*

AVIS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ N° 2015-13

A la suite de l'appel d'offres n° 2015-2 envoyé le 2 avril 2015, le marché n° 2015-13 a été notifié le 30 juin 2015 à l'entreprise HYDRO ALPHA pour un montant de 72 407 450 F CFP HT.

*Le directeur général
du port autonome de Papeete,
Mario BANNER-MARTIN.*

AVIS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ N° 2015-14

A la suite de l'appel d'offres n° 2015-3 envoyé le 2 avril 2015, le marché n° 2015-14 a été notifié le 8 juin 2015 au groupement BTP/POLYGOUDRONNAGE pour un montant de 129 604 690 F CFP HT.

*Le directeur général
du port autonome de Papeete,
Mario BANNER-MARTIN.*